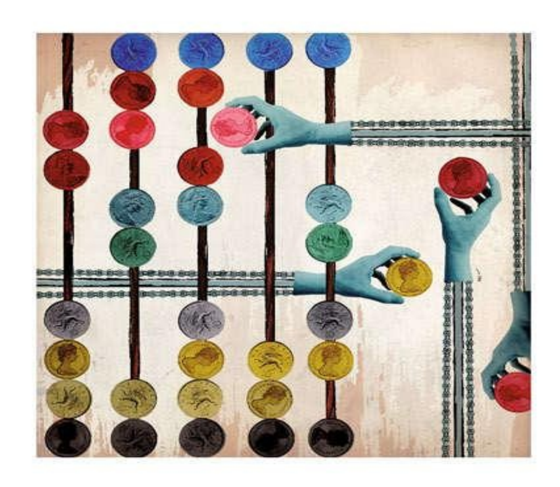
JEAN-FRANÇOIS GAYRAUD

L'ART DE LA GUERRE FINANCIÈRE





Le temps du débat

Jean-François Gayraud

L'Art de la guerre financière



Le temps du débat

15, rue Soufflot, 75005 Paris

www.odilejacob.fr

ISBN 978-2-7381-6222-9

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

À Frédérique…

« L’injustice aujourd’hui s’avance d’un pas sûr.
Les oppresseurs dressent leurs plans pour dix mille ans.
[…]
De qui dépend que l’oppression demeure ? De nous.
De qui dépend qu’elle soit brisée ? De nous. »

Bertolt BRECHT, *Éloge de la dialectique*, 1931.

AVANT PROPOS

Quelle guerre ? Quel ennemi ?

Évacuons d'emblée une confusion. Les grandes destructions organisées n'empruntent pas toujours les mêmes voies et les mêmes moyens que la guerre classique. N'en déplaise aux politologues myopes, les « guerres non militaires » dont parlent Carl Schmitt et Julien Freund existent[1]. Il est urgent de ne plus se limiter à voir l'*ennemi* sous son seul aspect militaire. Avec les guerres financières, il n'y a certes ni uniformes, ni coups de feu, ni chars dans les rues. Pourtant la « guerre financière » n'est pas une métaphore facile, une pâle imitation de la vraie guerre qui, elle, tuerait réellement[2]. Les guerres financières sont probablement les plus dévastatrices de ces guerres non militaires.

Qui a vu les ravages produits par *toutes* les crises financières depuis les années 1980 a constaté que des villes entières ont été saccagées et que des êtres humains ont péri prématurément, exterminés par le suicide, la maladie ou la pauvreté. Aux États-Unis, la crise des *subprimes* a transformé en champs de ruines les banlieues de nombreuses grandes villes, à l'image de Cleveland ou de Detroit, comme si leurs habitants avaient fui une armée d'invasion ou succombé à une attaque d'armes à neutrons : des centaines de milliers de maisons abandonnées, saisies, vides d'occupants, et souvent pillées (Codicille 1[3]).

Disons-le simplement : les crises financières et les politiques d'austérité qui les accompagnent tuent, blessent et détruisent, parfois avec autant d'intensité que des guerres classiques. Mais, lors de ces guerres sans uniformes ni déclarations préalables, les morts sont quasiment invisibles, très loin de la scène médiatique car, entre la cause première (la crise financière) et ses conséquences ultimes (destructions matérielles et physiques), les distances temporelle, géographique et sociale masquent les relations de causalité. Ces violences sont de ce fait aisément ignorées, supplantées par les tragédies spectaculaires, les seules que la médiasphère peut comprendre ou montrer. Comme celles que provoque le terrorisme.

Pour convaincre les sceptiques qu'il est bien question ici d'une véritable guerre, peut-être faut-il évoquer *les actes et les mots* de la puissance impériale dont le privilège est d'organiser le monde et de nommer les ennemis. Qui sait que les États-Unis ont ainsi imaginé en 1988, en secret, le Working Group on Financial Markets, une *war room* financière ne disant pas son nom, née en réaction au krach financier du 19 octobre 1987 ? Cette institution qui devait rester dans l'ombre est un symptôme du souci de l'État américain de traiter l'économie et la finance comme un véritable sujet de stratégie. Les Américains sont plus lucides que nous. Il serait temps de le comprendre : la guerre n'est pas simplement, comme le croyait le grand état-major français en 1914, un déploiement de troupes en pantalon garance comme à l'époque du maréchal de Saxe.

Toutefois, le débat sur le mot « guerre », qui ne peut à lui seul résoudre la réflexion sur la « chose », cache un questionnement plus *essentiel*. Et il est éternel : *qui est l'ennemi ?* Depuis la fin de la guerre froide et l'entrée dans l'ère du chaos mondialisé, la définition de l'hostilité et donc de l'ennemi ne va plus de soi. Les frontières traditionnelles ont toutes volé en éclats : celles du civil et du militaire, de l'intérieur et de l'extérieur, de la guerre et de la paix, du partisan et du

bandit. Il y a de fait *chaos* car nous ne savons plus ce qu'est la guerre elle-même : sa caractérisation fait débat. Il est toujours possible de se contenter, dans une logique paresseuse, d'ennemis de confort : de ces ennemis que la routine, la veulerie et les fausses évidences courantes proposent. Nous confondons souvent certaines irritations médiagéniques avec des périls existentiels.

Les faux ennemis que nous inventons conduisent inéluctablement vers la défaite en rase campagne. Le véritable danger provient toujours de l'indétecté et de l'incompris, de tout ce que l'on n'a pas su ou pas pu tirer des limbes de l'aveuglement et de l'ignorance. Devenu invisible par le refus ou l'incapacité de la nomination, l'ennemi véritable peut alors se déployer sans entraves, la défaite de l'un et la victoire de l'autre étant acquises sans combat. De là proviennent les *étranges défaites* de l'histoire, selon le titre de l'essai magnifique que Marc Bloch consacra à notre débâcle de 1940. L'acte de nommer l'ennemi est décisif et fondateur car il n'est pas de menace plus grave que celle que l'on s'est refusé à désigner et à comprendre : « Se tromper sur son ennemi par étourderie idéologique, par peur ou par refus de le reconnaître à cause de la langueur de l'opinion publique c'est, pour un État, s'exposer, disait Julien Freund, à voir son existence mise tôt ou tard en péril. Un ennemi non reconnu est toujours plus dangereux qu'un ennemi reconnu[4]. »

À la suite de Carl Schmitt et de Julien Freund, reconnaissons que l'ennemi n'est pas un objet en soi mais un acte de qualification profondément *politique*. L'ennemi n'est jamais donné : c'est un choix et même *le* choix politique par excellence. On a souvent mal compris la thèse de Carl Schmitt. Le sens de la distinction de l'ami et de l'ennemi est d'exprimer, selon le juriste allemand, « le degré extrême d'union ou de désunion, d'association ou de dissociation[5]. […] Les concepts d'ami et d'ennemi doivent être entendus dans leur acception concrète et existentielle et non point comme des métaphores ou des symboles[6] ». Le

souverain s'affirme en désignant ce qui lui est profondément hostile et potentiellement mortel. Pour Freund, « il ne saurait y avoir de politique sans un ennemi *actuel* ou *virtuel*[7] ». Le vassal oublie cet acte fondateur et c'est à cette soumission qu'il se reconnaît. L'ennemi est une catégorie indispensable à tout peuple qui se veut souverain. En un mot : libre. La caractérisation de l'ennemi est un acte sain et structurant car il permet de se poser en s'opposant *réellement*. Régis Debray ne s'y est pas trompé : « Une communauté de destin ne se forge qu'en se trouvant un ennemi commun. […] Il est clair qu'un homme sans ennemis est un homme sans destin et qu'un pays qui refuse d'en avoir rejoint les bas-côtés de l'histoire[8]. » Héraclite notait déjà que : « *Polemos* est le père de tous les êtres, il a fait les uns esclaves, les autres maîtres. » Les anciens Grecs savaient que l'on existait et que l'on se classait d'après ses ennemis. Nommer ce qui nous menace est l'acte premier, le plus difficile et le plus nécessaire. Ce nominalisme est le marqueur réel de la souveraineté. Cette étape franchie, le chemin vers la victoire s'éclaircit.

Il est essentiel de procéder à ce travail intellectuel préalable car, dans l'histoire des hommes, l'hostilité change sans cesse de lieu de confrontation. Les transformations dans les rapports de force entraînent régulièrement la création de nouveaux terrains d'affrontement. « Sur ce nouveau champ, tenu pour neutre au départ, l'antagonisme des hommes et des intérêts se déploie aussitôt, nous rappelle Carl Schmitt, avec une intensité renouvelée et ceci d'autant plus fort que la prise de possession du domaine nouveau est plus décidée[9]. » C'est ainsi que les guerres de religion furent remplacées par les guerres nationales à partir du siècle des Lumières, ces guerres étant encore mi-culturelles, mi-économiques, avant d'être surpassées par les guerres économiques tout court qui seront celles du XXe siècle. Le XXIe siècle introduit un nouveau type de guerre : la guerre financière.

Il est important de rappeler cette évidence car elle n'est pas partagée par la théologie libérale. Pour cette dernière, la politique se résume à une pacification des rapports sociaux par combinaison des intérêts privés : « L'un des principes essentiels (du libéralisme) est justement la négation de l'ennemi politique pour ne laisser subsister que les concurrents économiques[10]. » Or les faits ridiculisent jour après jour cette vision irénique et manipulatrice de l'histoire. Car il existe toujours dans le monde des ennemis qui ne sont plus nécessairement des États adverses (Codicille 2). De nos jours, la haute finance contemporaine incarne parfaitement ce qu'est *une figure de l'hostilité.*

Il faut ici insister sur une mutation essentielle. La guerre financière s'inscrit dans le mouvement historique de désétatisation de la guerre. Les guerres entre États ont été en grande partie supplantées par des « guerres de partisans » : la figure du soldat a cédé devant celle du guérillero/terroriste. Le financier mondialisé dans ses mœurs et ses intérêts, dont nous verrons qu'il est mi-prédateur, mi-gangster, représente une figure méconnue du partisan – un « partisan » de sa propre cause – qui tente d'imposer aux États, aux peuples et aux entreprises une *hostilité lancinante.* Il pratique d'ailleurs la seule véritable guerre, selon Lénine : la « guerre révolutionnaire ». N'oublions pas en effet un enseignement important de Karl Marx et Friedrich Engels : le capitalisme est révolutionnaire dans son essence.

> La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. […] Ce bouleversement continuel de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes[11].

Et si le capitalisme est révolutionnaire, le capitalisme financiarisé l'est plus encore par sa capacité à transformer en titre financier (*titriser*) tout être, tout bien ou toute chose sur terre. Autant le capitalisme industriel et familial s'appuyait sur un fond concret, souvent mâtiné, comme nous l'a enseigné Max Weber, de chrétienté occidentale, autant le capitalisme de Wall Street n'a plus comme soubassement que l'abstraction mathématique ainsi que le déracinement éthique et géographique. Leur anthropologie respective fait diverger ces deux formes de capitalisme au-delà de ce que l'on peut imaginer et surtout de ce que les dominants de la scène mondiale ont intérêt à nous faire croire.

À la guerre régulière du soldat s'oppose historiquement la guerre irrégulière du guérillero/terroriste. Aujourd'hui, le financier mondialisé mène une guerre *a-régulière*, conformément au principe d'*amoralité* de fonctionnement des marchés théorisé par la doxa libérale. Une curieuse guerre, au demeurant : larvée, limitée, incomplète, déguisée, serait-on tenté de conclure. Ou peut-être s'agit-il, dans une perspective hégélienne, de la promotion de l'hostilité à un niveau supérieur moins quantitatif que qualitatif. Revue avec cette nouvelle perspective, l'histoire humaine pourrait (presque) se décomposer en deux grandes périodes. D'abord celle durant laquelle les États ont su dominer leurs banquiers, au point parfois de les menacer et de les emprisonner, comme Louis XIV avec Fouquet ou Napoléon et les régents de la Banque de France. Celle ensuite, depuis Louis-Philippe et surtout depuis le XXe siècle et de manière éclatante à partir des années 1970, où les financiers dominent les États et à travers eux les peuples. Toutes les autres « petites guerres », comparées à la guerre financière, ne sont le plus souvent qu'anecdotes et divertissements.

L'histoire est formelle. Dette et guerre entretiennent des liens de parenté étroits. L'une ne va pas sans l'autre. Les États s'endettent pour faire la guerre, offensive ou défensive. La guerre endette les États puis est censée les désendetter par la victoire (réparations et butins). Une spirale

morbide s’enclenche par laquelle la dette permet la guerre, la guerre nourrit la dette et la dette incite à la poursuite de la guerre. La dette roule à la mesure des roulements de tambour. Si la plupart du temps les guerres provoquent les crises financières, il arrive parfois que les crises financières attisent les braises guerrières : la crise de 1929 puis la Seconde Guerre mondiale en apportent la preuve. Dans ce ménage à trois – État, dette, guerre –, les institutions financières ne sont pas toujours des acteurs subordonnés et passifs. Elles savent faire prévaloir leurs propres intérêts, en dehors de toute considération morale et nationale. L’effort de réarmement du IIIe Reich dans l’entre-deux-guerres a pu s’appuyer, souvent cela n’est pas assez rappelé, sur les prêts des grandes banques de Wall Street[12].

Ainsi, *la guerre est toujours financière* puisque l’argent constitue à la fois son moteur et son objectif. Mais, désormais, la question a muté. Il s’agit de savoir si les institutions financières, toujours plus mondialisées, grandes et autonomes, ne sont pas entrées en conflit avec les États, en leur livrant ce que j’appellerai *une guerre de financiers*. Les formes de cette nouvelle conflictualité sont originales. Elles n’empruntent pas celles connues et balisées par l’histoire. Le conflit est non déclaré mais permanent. Les adversaires implicites sont les peuples et les États, à l’exception le plus souvent des élites politico-administratives soumises par crainte révérencielle, connivence ou intérêt. Les armes en apparence non létales sont malgré tout de destruction massive (Warren Buffett) ; souvenons-nous des prêts *subprimes*/prédateurs/menteurs surnommés en coulisses par les banquiers « prêts à neutrons » : des prêts destinés à détruire les habitants (emprunteurs) et à laisser intactes les maisons (achetées à crédit, puis saisies). Ces armes sophistiquées dissimulent leur nocivité sous la novlangue managériale de la « créativité financière ». Et l’inventivité n’a plus de limites, comme en témoigne la soupe d’acronymes qui s’enrichit au fil des mois : CDO, CDS, HFT, etc.

Cette conflictualité nouvelle se révèle involontairement par les fraudes systématiques, à *effets systémiques* dont la finance se rend coupable dans la plus grande impunité depuis les années 1980, des fraudes dont nous ne percevons que la pointe émergée d'un sous-continent caché. Depuis la chute du mur de Berlin, la liste des pires fraudes fascine par sa variété et son ampleur : blanchiment de l'argent de la drogue et de l'évasion/fraude fiscale, manipulation des taux de change et des taux d'intérêt interbancaires, manipulation des cours du marché des dérivés de crédit, multiplication des prêts frauduleux, défauts de conseil aux investisseurs, etc. Pouvons-nous éternellement penser que ces dérapages ne sont que des « erreurs » et qu'ils ne masquent aucune vision belliqueuse à l'encontre des peuples et des États ?

Observons, à présent, ce nouvel *art de la guerre*…

CHAPITRE 1

Les États-Unis, maîtres de la guerre financière

« Lorsque des crimes commencent à s'accumuler, ils deviennent invisibles. Lorsque les souffrances deviennent insupportables les cris ne sont plus entendus. Les cris, aussi, tombent comme la pluie en été. »

Bertolt BRECHT.

Depuis les années 1970, les États-Unis mènent une guerre financière au reste du monde, au nom de leurs intérêts vitaux. Les armes furent tour à tour des *décisions stratégiques unilatérales* et la promotion d'une *idéologie anomique*. La tragédie se joue en trois actes et un épilogue.

Acte I : 1971, l'égoïsme

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis s'arrogent le « privilège exorbitant » – selon l'expression de Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances du président de Gaulle – de faire tourner leur « planche à billets » sans restriction, se forgeant de la sorte un empire à crédit. La France tente de résister face à cette agression lancinante, au point d'envoyer, en août 1971, un contre-torpilleur de la marine nationale en direction du New Jersey pour échanger des dollars américains contre de l'or, conformément aux accords de Bretton Woods. Richard Nixon refuse l'ultimatum français.

Le 15 août, « Dick le Tricheur » (Tricky Dicky) annonce une des décisions majeures de l'histoire contemporaine : la fin officielle de la convertibilité du dollar en or. Les accords de Bretton Woods ont vécu. La raison de cette décision unilatérale est simple : l'empire ne sait plus vivre autrement qu'à crédit pour financer à la fois la guerre du Vietnam et le projet de grande société. Les guerres au communisme et à la pauvreté sont hors de portée de Washington sans ces nouvelles montagnes de dettes. Le ministre des Finances de Nixon, John Connally, délivre aux vaincus de la

guerre financière, essentiellement les Européens et les Japonais, une explication claire et empreinte de morgue : « C'est notre monnaie, mais c'est votre problème. » Les États-Unis refusant de financer leurs « déficits jumeaux » (budget fédéral et balance commerciale) par une hausse des impôts, il leur faut les faire financer par le reste du monde. Pour cela, il convient de diriger vers Wall Street les flux financiers de la planète.

De cette décision historique date la financiarisation du monde. La bulle à crédit ne s'arrêtera plus. Et de nouveaux produits et instruments apparaissent : titrisation, fonds spéculatifs, produits dérivés, etc. Les déficits américains ne vont plus cesser de se creuser, en particulier à partir des années 1980 et dans les années 2000 sous les présidences Reagan et Bush junior, dont pourtant toute la rhétorique politique est fondée sur l'État minimum. Les déficits jumeaux et les grandes banques de Wall Street fonctionnent depuis comme de gigantesques aspirateurs de la finance mondiale, dont les masses de dollars venant des pétromonarchies. Les États-Unis absorbent ainsi plus de 80 % du flux des capitaux internationaux. Le monde ne cesse depuis d'acheter de la dette américaine, permettant à Wall Street de créer toujours plus de monnaie privée, largement toxique (produits dérivés).

Acte II : les décennies Reagan/Clinton, triomphe néolibéral, déclin éthique

Désormais, la finance définit l'architecture du monde en devenant la première industrie mondiale : « la queue remue le chien », la finance actionne l'économie. La hausse vertigineuse des actifs financiers qui débute alors est un fait unique dans l'histoire. La brutale financiarisation du monde, ainsi que la déconnexion de l'économie et de la finance, devient une réalité centrale de la modernité : un bouleversement majeur, durable et structurant pour les décennies futures. Des masses financières gigantesques se coagulent et se coalisent. Les grands acteurs de la finance mondialisée s'ordonnent désormais en véritables *puissances* configuratrices, probablement les plus agressives et les moins visibles du monde post-guerre froide.

Les manifestations de cette puissance peuvent se décrire de multiples manières ; il est toutefois piquant de le faire avec la froideur chiffrée qu'affectionnent tant ces entités. Ainsi, le total des bilans des 28 banques de

l'oligopole bancaire mondial, soit 50 341 milliards de dollars, est supérieur en 2012 à la dette publique mondiale (48 957 milliards de dollars)[1] ; BNP-Paribas, première banque française en chiffre d'affaires, a une taille de bilan qui s'élève en 2012 à 1 907 milliards d'euros, soit l'équivalent du PIB de la France ; les seuls produits dérivés représentent des montants astronomiques : 720 000 milliards de dollars en 2015, soit 10 fois le PIB mondial. Alors que le montant des échanges annuels nécessaire à l'économie réelle est de 40 300 milliards de dollars, les transactions entre banques s'élèvent à 1 150 000 milliards de dollars, soit 28 fois plus ! Constituées en principautés en apparence territorialisées mais en réalité essentiellement nomades et digitalisées, ces puissances autonomisées se déploient en usant des espaces nationaux moins comme des contraintes que comme des choix et des opportunités, dans un système de concurrence généralisée des droits étatiques.

Toute époque a son « horizon indépassable ». Pendant la guerre froide, ce fut le communisme dans sa version marxiste-léniniste, dont le bilan criminel a été disséqué dans *Le Livre noir du communisme* en 1997[2]. Depuis la chute de l'Empire soviétique, un nouveau monde chaotique s'impose dont l'idéologie est ordonnée cette fois autour d'un catéchisme ultralibéral. Cette nouvelle religion séculaire, au demeurant plus libertaire que strictement fidèle à Adam Smith ou Alexis de Tocqueville, séduit aussi bien à gauche qu'à droite, au point de dissoudre pour partie le sens de cette bipolarité pluriséculaire ; les uns optant pour un libéralisme plutôt social et culturel, les autres pour un libéralisme plutôt économique et financier, et les plus dogmatiques pour les deux. Désormais, nous voilà bien tous plongés dans « les eaux glacées du calcul égoïste » décrites par Karl Marx. Elles font la loi.

Dans un tel contexte, la forme du capitalisme ne pouvait rester inchangée. Comme Fernand Braudel l'a montré, le capitalisme n'a cessé de changer de forme tout au long de l'histoire : selon les pays et les

périodes, il mute constamment, prenant de multiples visages. Unique dans son principe, il est cependant toujours divers dans ses manifestations historiques. Ceci acquis, peut-être n'a-t-on pas assez envisagé ses évolutions depuis les années 1980, quand apparut un nouveau capitalisme aux caractéristiques préoccupantes : largement dérégulé, financiarisé et mondialisé. La chute du bloc soviétique a certes vu triompher le capitalisme libéral « à l'américaine », mais a surtout laissé ce libéralisme sans *ennemi* majeur ; et cette réalité fut largement incomprise dans l'euphorie victorieuse de ces années post-guerre froide.

Désormais, nulle limite géographique, idéologique ou politique ne bride plus les élans de ce capitalisme surfinanciarisé. Aucun frein n'entrave plus son expansion ; rien ne refrène plus ses potentialités. Faute d'opposition, ce nouveau capitalisme enclenche ses dynamiques les plus mortifères. Rien ne le protège plus de ses pires emballements. Il n'a plus d'adversaire à sa mesure pour le calmer et en définitive le protéger contre lui-même. La dérégulation la plus dogmatique triomphe. L'idéologie communiste à terre, le terrain est libre pour que la benoîte doctrine libérale se transforme en dogme sectaire. Une version stalinienne du libéralisme s'est emparée des esprits, sous la forme d'une « chienlit laisser-fairiste », pour reprendre l'expression du premier prix Nobel d'économie français, Maurice Allais. La lucidité implacable et vaine de ce grand économiste mérite que l'on cite une longue réflexion tirée d'un de ses ouvrages, *La Crise mondiale d'aujourd'hui*, qui n'a pas pris une ride :

> Depuis deux décennies, une nouvelle doctrine s'était peu à peu imposée, la doctrine du libre-échange mondialiste, impliquant la disparition de tout obstacle aux libres mouvements des marchandises, des services et des capitaux. […] Le marché, et le marché seul, était considéré comme pouvant conduire à un équilibre stable, d'autant plus efficace qu'il pouvait fonctionner à

> l'échelle mondiale. En toutes circonstances, il convenait de se soumettre à sa discipline.
> Les partisans de cette doctrine, de ce nouvel intégrisme, étaient devenus aussi dogmatiques que les partisans du communisme avant son effondrement définitif avec la chute du mur de Berlin en 1989. Pour eux, l'application de cette doctrine libre-échangiste mondialiste s'imposait à tous les pays et, si des difficultés se présentaient dans cette application, elles ne pouvaient être que temporaires et transitoires [...]. Telle était fondamentalement la doctrine de portée universelle qui s'était peu à peu imposée au monde et qui avait été considérée comme ouvrant *un nouvel âge d'or à l'aube du* XXI*e siècle*[3].

Le prétendu nouvel ordre mondial ne cesse depuis de s'affirmer au profit de ploutocrates et de financiers. La dérégulation des marchés et le laisser-faire généralisé furent la résultante d'un double mélange : des lois votées par des parlements sous influence d'une doxa néolibérale et des progrès technologiques portés par les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Un droit acquis aux préceptes de marchés (prétendument) libres et omniscients a rencontré la nouvelle civilisation du (tout) numérique. Une conception dogmatique du libéralisme s'est imposée *via* des talibans des marchés ayant fait triompher une vision du monde fondée sur le « tout marché et le moins d'État ». Un nouveau sacré s'est imposé autour de la sainte alliance entre le marché et le droit, faisant du paradigme libéral une religion assurant à l'économie et à la finance une primauté sur le politique et la société.

Ce *consensus libéral* existe désormais à dose variable dans presque toutes les familles politiques et courants de pensée. Même les partis dits d'extrême gauche recèlent un corpus doctrinal d'origine libérale, en particulier en matière « sociétale » (Codicille 3) : droits des minorités,

libre circulation des travailleurs, ouverture des frontières, libéralisation/dépénalisation des drogues, etc.[4]. De nos jours, le libéralisme a su séduire à peu près toutes les familles politiques et intellectuelles en brandissant le primat absolu de l'individu et de sa liberté contre toutes les formes de coercition institutionnelle et de transcendance. Selon la doxa ultralibérale, toutes les structures normatives traditionnelles, qu'elles soient morales, religieuses ou philosophiques, doivent être combattues. Toutes les fonctions symboliques doivent s'effacer devant les désirs de l'individu. En définitive, toutes les formes d'autorité deviennent illégitimes, hormis celles dégagées par les rapports marchands. Ce travail d'émancipation est perçu comme indispensable à la libération de l'individu et à l'expansion sans fin des échanges économiques et financiers.

Cette nouvelle « grande transformation » a donné naissance à un capitalisme sans entraves dont une caractéristique majeure est passée inaperçue : il est profondément *criminogène*. Criminogène et non pas « criminel ». En effet, il n'est pas question ici de porter un jugement sans appel sur l'essence du capitalisme en le réduisant à une déviance prédatrice, mais d'en souligner les nouvelles potentialités et dynamiques à la fraude. Criminogène dans la mesure où il « recèle » – au sens propre et au sens figuré – des incitations et des opportunités à la fraude, jusque-là inconnues dans la période précédente s'étendant des années 1930 aux années 1980, celui du capitalisme de type fordiste et New Deal/keynésien. Les historiens trancheront le point de savoir si ce capitalisme fordiste/keynésien fut une simple parenthèse et le capitalisme dérégulé la norme. Quoi qu'il en soit, il est indéniable que, par sa forte anomie et pour ne pas dire sa haute tolérance aux fraudes, le capitalisme des années post-1980 signe le retour du « capitalisme sauvage » des « barons voleurs » qui s'imposa du XIXe siècle jusqu'au New Deal. De ce point de vue, le

capitalisme non régulé d'avant-hier, celui des « barons voleurs », vaut bien le capitalisme dérégulé d'aujourd'hui.

La situation a même empiré, pourrait-on dire, car les crimes financiers ont depuis les années 1980 des effets macroéconomiques et systémiques. Ils ne sont pas le fait seulement de petits escrocs mais d'institutions respectables. Dans ce contexte, le diagnostic criminel fonctionne, non comme un « effet de diversion » ou de « divertissement » venant conforter le système, ou encore comme une naïve et stérile « théorie du complot », mais plutôt tel un révélateur de prédations aux causes et aux effets systémiques, car intriquées dans l'économie et l'architecture du système. Cette intrication brouille les frontières par nature fragiles entre le légal et l'illégal, conduisant à une *anesthésie des consciences* et *des réflexes de survie*. Nous le constatons depuis les années 1980 lors des crises financières issues de la dérégulation des marchés, et également dans le fonctionnement de certaines techniques juridico-financières telles que la titrisation et le *trading* à haute fréquence. Le crime se transforme alors en arme de destruction contre toutes les proies se situant au bas de la chaîne alimentaire, c'est-à-dire en direction des classes soumises.

Nous sommes depuis les spectateurs d'une inquiétante tragédie. Une finance déchaînée et hors sol façonne un monde de bulles spéculatives, immobilières et boursières, hautement toxiques et à forte odeur criminelle. À mesure que l'empire de la haute finance s'étend, les inégalités sociales se creusent, les crises économiques et financières s'enchaînent et les fraudes géantes s'accumulent.

Acte III : 2008, la chute

Cependant, les prédateurs de Wall Street et leurs acolytes politiques ne se contentent pas de pomper les capitaux étrangers. Ils décident aussi d'attirer les profits des grandes entreprises et surtout l'argent des ménages américains sous-payés et surendettés. Disposant de masses financières toujours plus grandes, Wall Street imagine d'étendre le crédit aux classes moyennes et pauvres, sous la forme de prêts divers : immobiliers (dont les prêts *subprimes*), universitaires et à la consommation. Le piège se referme sur les basses classes. Aux montagnes de dettes publiques (déficits jumeaux) viennent s'ajouter les montagnes de dettes privées des ménages. Résultat : au début du XXIe siècle, toute l'économie américaine qui ressemble à une pyramide de Ponzi[5]. Bernard Madoff ne sera que le modeste miroir ou la caricature d'une Amérique dopée à grande échelle au crédit, souvent toxique. La finance ayant grossi de manière démesurée sous la direction de Wall Street et de son annexe anglaise la City, on comprend pourquoi toute la planète vacille en 2008 quand celle-ci est finalement touchée non à sa périphérie, comme lors des crises asiatiques et sud-américaines, mais au cœur. Depuis, la chronologie de la tragédie

financière est connue, tout autant que les différentes explications, souvent contradictoires, proposées pour comprendre ce que les économistes dans leur grande majorité n'avaient su anticiper ou avaient contribué parfois à provoquer par leurs théories frelatées. Seule l'explication par la prédation souvent criminelle aura peiné à s'imposer. Toutefois, cette grille de lecture inconfortable ne révèle tout son sens historique qu'à une condition : que cette *prédation criminelle* soit comprise pour ce qu'elle est réellement. La prédation criminelle ne fut pas la conséquence malheureuse d'un emballement global ou pire de desseins méchants, mais l'aboutissement de la *logique d'un système à bout de souffle* n'ayant eu au final aucune alternative pour tenter de survivre. Il ne restait plus en effet à ce système que la vampirisation cynique des pauvres pour poursuivre sa course folle.

La conséquence la plus troublante de cette crise aura été la *capacité de rétablissement* de la haute finance dans son *imperium*, et ce malgré son écrasante responsabilité dans son déclenchement. Comme si la paupérisation des populations et celle des États qui en a résulté n'avaient été qu'un « dommage collatéral » et un incident de parcours vite oublié dans sa marche victorieuse à peine interrompue. Si le principe de la sélection naturelle des espèces (logique darwinienne) ou la fameuse loi du marché prisée par l'orthodoxie libérale (logique de concurrence parfaite) avaient été appliqués, il est évident que toutes ces institutions financières fautives et en faillite auraient dû disparaître. Étrangement, la *bancocratie* aura retiré de cet épisode historique un surcroît de pouvoir et de vitalité : des profits records, une concentration accrue et une régulation modeste. Malgré d'incessantes jérémiades, la haute finance, Wall Street en tête, vit un nouvel âge d'or. Plus que jamais, la finance est omnipotente et omniprésente. La planète souffre d'une overdose de finance ; et, en l'occurrence, trop de finance tue le développement économique[6].

D'où la question : comment peut-on sortir en position dominante (rétablissement) d'une défaite si évidente (la crise) ? Comment le vaincu peut-il imposer sa loi au vainqueur ? La récompense de l'échec sera donc la grande leçon de cette crise historique, révélant toute la puissance politique de la haute finance. À la différence de cette haute finance impériale, il est évident que le politique a oublié l'une des grandes leçons de la stratégie que Nicolas Machiavel dans *L'Art de la guerre* rappelle avec force :

> 74. Quand on est vainqueur, il faut donner un rapide prolongement à la victoire et imiter alors César plutôt qu'Hannibal qui, pour s'être arrêté après avoir vaincu les Romains à Cannes, perdit l'occasion d'en finir avec Rome. 75. César, lui, ne se reposait jamais après la victoire : il se lançait immédiatement à la poursuite de l'ennemi, avec plus d'impétuosité et de furie que pendant tout le combat. 76. Mais quand il perd, un capitaine doit voir si, de la défaite, il ne peut tirer un avantage, surtout s'il lui reste tout ou partie de son armée. 77. L'occasion peut en venir de l'insouciance de l'ennemi qui, rendu souvent négligeant par le succès, peut t'offrir le moyen de le vaincre […]. 99. Et refuser le combat est alors, pour un capitaine, une faute aussi grave que d'avoir eu l'occasion de vaincre et de ne l'avoir pas reconnue, par incompétence, ou de l'avoir laissé filer, par lâcheté[7].

Cette vérité militaire n'a pas toujours été oubliée. Trois ans après la crise de 1929, le président Franklin D. Roosevelt nouvellement élu prenait à la gorge les banquiers voleurs – les *banksters*, l'« argent organisé » – en leur imposant par une série de lois en 1933 et 1934 une régulation ferme des comportements sur les marchés financiers. Il poursuivra cette politique de domestication des puissances financières jusqu'à la fin de ses

mandats. Il en résultera un rééquilibrage des pouvoirs en faveur du politique pendant un demi-siècle. Cette leçon de l'histoire s'est évaporée dans les années 1980, comme nous l'avons vu, et c'est ainsi que quelques années après la crise de 2008, la haute finance a retrouvé son magistère.

Depuis, un film d'horreur a débuté. En haut de l'affiche, une finance sous perfusion, insolvable mais fonctionnant grâce à la garantie implicite des États, faisant régner la terreur parmi des classes politiques tétanisées par le *too big to fail* et l'ignorance d'un univers opaque. La *zombification de la haute finance* – des institutions vivantes extérieurement mais mortes intérieurement – glace par la démesure des sommes en jeu. La Deutsche Bank est un exemple parfait de ces institutions qui, en une décennie, se sont hissées au sommet de la finance internationale en ayant pratiqué tous les plus mauvais coups possibles – prêts prédateurs, manipulation des taux interbancaires, des devises, violation d'embargo, trading à haute fréquence manipulé, etc.[8] – et reposant désormais sur 75 000 milliards de dollars de paris sur les produits dérivés, ce qui représente 20 fois le PIB allemand (2015). On peut véritablement parler d'une *zombicratie*.

La solidarité avec la haute finance n'a depuis plus de limites puisque, pour faire repartir la machine économique mondiale, les grandes banques centrales, principalement la Réserve fédérale américaine (jusqu'à la fin de l'année 2015) puis les banques centrales anglaise, japonaise et européenne, se sont lancées dans un gigantesque déversement de liquidités sur les marchés financiers : 13 000 milliards de dollars/11 400 milliards d'euros (2008-2015) injectés sans que l'économie ne reparte. La politique dite d'assouplissement quantitatif (*quantitative easing*) consistant à racheter massivement de la dette privée et publique sur les marchés, ressemble à un déversement de *fausse monnaie*, à une échelle jamais vue dans l'histoire. Cette monnaie émerge non en contrepartie de nouvelles richesses créées, mais par anticipation d'une hypothétique richesse future afin de réveiller une économie moribonde. C'est un antidouleur puissant qui, à défaut de

soigner les causes, traite les effets en faisant fonctionner la bonne vieille « planche à billets ».

Ce tsunami de fausse monnaie n’est pas sans conséquences : l’argent se perd dans les méandres des institutions financières qui le placent sur les marchés financiers ; les multinationales rachètent leurs propres actions pour faire monter leurs cours de Bourse ; la manipulation des taux d’intérêt par les banques est permanente, ce qui fausse la perception des risques et la réalité des prix ; les bulles boursières et immobilières gonflent au profit des classes supérieures. On voit ainsi s’accumuler un *capital fictif* fait de dettes et de titres financiers, déconnecté de manière croissante de la création de richesses dans l’économie réelle. Une politique de fuite en avant consistant à doter le grand blessé de 2008 d’une béquille monétaire. Il serait plus efficace d’injecter directement cet argent massif vers les ménages et les entreprises. Comme l’a dit Ben Bernanke, alors responsable de la Réserve fédérale américaine : le meilleur moyen d’injecter efficacement de l’argent dans l’économie réelle serait de « lâcher des billets de banque par hélicoptère ». À la fin, que se passera-t-il quand la monnaie, cet « élixir qui stimule l’activité du système[9] », ne parviendra plus à ranimer le moribond ?

Épilogue : la guerre victorieuse aux pauvres

Et si tous ces événements n’avaient été qu’une vaste *guerre aux pauvres* ? Nous sommes arrivés à la fin d’une époque : celle du compromis historique permis par le capitalisme fordiste/keynésien des années 1930 aux années 1970, ayant abouti à un partage, sinon équitable du moins supportable des richesses – la « valeur ajoutée » – entre les revenus du Travail et ceux du Capital. Ce compromis remis en cause par le triomphe du capitalisme financiarisé et de la doxa ultralibérale a conduit à une montée vertigineuse des inégalités et à un appauvrissement des classes moyennes. Désormais, le 1 % des habitants les plus riches de la planète concentre 50 % de la richesse mondiale. Aberration morale, ineptie économique, danger social et politique : tous les maux d’un excès d’inégalités sont connus. Les grandes fortunes – et leur corollaire : le creusement des inégalités – sont essentiellement liées à la finance. Une conclusion s’impose. Les oligarchies financiarisées ont gagné la guerre faite aux pauvres. Warren E. Buffett, un des hommes les plus riches du

monde, l'a avoué à de nombreuses reprises avec une franchise déconcertante : « Il y a une lutte de classes, très bien, mais c'est ma classe, la classe des riches qui fait la guerre, et nous sommes en train de la gagner[10]. » Paul Krugman lui emboîte le pas quand il décrit à son tour « la lutte des classes silencieuse que l'oligarchie américaine mène depuis des décennies[11] ». Les dommages infligés aux classes populaires ne l'auront pas été par hasard ou inadvertance ; ce ne fut pas un « dommage collatéral » comme disent les militaires après un bombardement tuant des civils, mais bien un objectif conscient de pure prédation.

Dans ces circonstances, le lancinant discours sur le coût du travail fait pâle figure à côté de la réalité du *coût du capital*, qu'il soit prédateur, toxique ou criminel, ces trois catégories étant fongibles. On ne saurait trop rappeler combien le Travail coûte *toujours* trop cher au Capital quand ce dernier est de mauvaise foi : même les esclaves ont un coût puisqu'il faut les nourrir et les loger ! La doxa néolibérale considère que le travail est avant tout un coût pesant sur les profits. Il ne faut jamais oublier que le sauvetage incessant de la haute finance folle est, lui aussi, hors de prix. À ce titre, le véritable coût du capital toxique et failli est peu visible. Pour le mesurer, il faut en effet se livrer à une savante addition cumulant plusieurs éléments. 1° Le coût direct du renflouement des institutions financières (transferts de capitaux en vue de couvrir les pertes). 2° Le coût indirect né d'une part de la baisse des recettes publiques provoquée par la récession économique et d'autre part des garanties implicites apportées aux institutions financières en vertu de l'argument selon lequel les banques sont trop importantes pour les laisser faire faillite (*too big to fail*) ; sans ce soutien des pouvoirs publics équivalent à une subvention du contribuable, les banques devraient alors s'assurer en s'acquittant des primes de risque se chiffrant en dizaines de milliards d'euros par an. 3° Il faudrait également ajouter un coût implicite plus difficile encore à mesurer : ces sauvetages et garanties divers créent des incitations perverses : rassérénées

par ces filets de sécurité, les institutions financières sont forcément tentées de prendre toujours plus de risques et de reporter à plus tard l'assainissement de leurs bilans.

On ne souligne pas assez comment, derrière cette systématisation de la prise d'otages, se dissimule une *contradiction majeure*. Ceux qui en général théorisent et appliquent cette solution très interventionniste (de l'argent public pour le secteur privé) sont les mêmes qui, au nom du libéralisme et du libre marché, ne cessent d'appeler de leurs vœux à un État minimum : moins de transferts sociaux, d'impôts, de réglementation, etc. Ou bien faut-il décrypter cette aporie de la manière suivante : les interventions du Léviathan sont insupportables, sauf pour sauver la haute finance fautive.

Dans l'histoire, la guerre aux pauvres connaît son heure de gloire chaque fois que le Capital est libre de proposer aux basses classes des prêts prédateurs et de déréglementer avec excès les marchés : la crise des *subprimes* a apporté une démonstration éclatante de la puissance de ces armes sur des populations naïves. Il n'est pas nécessaire de s'y attarder tant les preuves abondent désormais.

CHAPITRE 2

Les grandes migrations : de la mobilité comme tactique

« Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. »

Bertolt BRECHT, *L'Opéra de quat'sous*, 1928.

Au VI[e] siècle avant J.-C., Sun Tzu expliquait déjà que la fluidité d'une armée est son meilleur atout. D'où ce paradoxe : la forme ultime d'une armée est de ne pas en avoir. Afin de ne pas prêter le flanc à l'ennemi, il ne faut présenter aucune apparence fixe. La ductilité polymorphe d'une armée représente sa force suprême :

> Une formation militaire atteint au faîte ultime quand elle cesse d'avoir une forme. Sitôt qu'une armée ne présente pas de forme visible, elle échappe à la surveillance des meilleurs espions et

> déjoue les calculs des généraux les plus sagaces. […] La forme d'une armée est identique à l'eau. L'eau fuit le haut pour se précipiter vers le bas, une armée évite les points forts pour attaquer les points faibles ; l'eau forme son cours en épousant les accidents du terrain, une armée construit sa victoire en s'appuyant sur les mouvements de l'adversaire. Une armée n'a pas de dispositif rigide, pas plus que l'eau n'a de forme fixe[1].

Sun Tzu et nombre de maîtres et successeurs, tous imprégnés de taoïsme, enseignent ainsi que ce qui est sans forme est le fondement de toute forme et domine l'ayant-forme. Or la masse des flux financiers ressemble à l'eau : molle, fuyante et faible, vaste et illimitée, insondable dans ses profondeurs, permettant à toute activité de s'accomplir, que l'on peut frapper sans blesser, transpercer sans entamer, etc. C'est une force que l'on ne peut pas détruire mais seulement canaliser. Telle est la force (profonde) de la faiblesse (apparente). La puissance offensive et expansionniste de la finance réside dans un agencement subtil de mécanismes fluides : en l'occurrence des « capacités migratoires totales » (CMT). Autrement dit : des forces mobiles mettant en échec tous les dispositifs lents, lourds et verticaux issus de l'ancien monde. Cette guerre de mouvement et d'initiative rapides, invisible au premier regard et sans front fixe, s'insère, selon les circonstances, dans des stratégies mouvantes d'alliances ou d'opposition avec les États, les peuples s'avérant la plupart du temps spectateurs et perdants. Ces capacités migratoires totales sont de quatre ordres : des migrations de dettes, de responsabilités, de capitaux et d'hommes.

La migration des dettes : faire payer les peuples

La haute finance mondialisée nous habitue à d'invisibles jeux de bonneteau consistant à se décharger sur les États des dettes massives et toxiques qu'elle crée. Car telle est la leçon finale de la crise des *subprimes* (2007-2008) puis de la crise grecque (depuis 2010), et en réalité de presque toutes les grandes crises financières depuis les années 1980, au cours desquelles des banques ivres de puissance ont conduit des pays entiers vers le chaos. La liste de ces crises bancaires débouchant sur des crises économiques et sociales majeures est longue : Japon, États-Unis, Irlande, Espagne, Chypre, Grèce, Portugal, etc. Cette réalité déplaisante n'est d'ailleurs pas nouvelle. L'histoire de la dette montre que la distinction, pourtant si séduisante et rassurante, entre dette privée et dette publique, est fragile et formelle.

Les banquiers ont inventé la martingale parfaite : le transfert de la dette privée vers le secteur public. La dette demeure mais elle change de victime. Ainsi, les banquiers gagnent à tous les coups : « Pile je gagne,

face tu perds. » Mais la petite banque régionale n'aura jamais droit à ce privilège de seigneur/saigneur. Il faut pour cela appartenir à l'aristocratie financière : la finance systémique. Systémique ! L'expression est née d'une probabilité effrayante : des institutions financières si grosses et si interconnectées que, en cas de faillite de l'une, tout le système s'écroule tel un château de cartes. Une planète bancaire constituée de Lehman Brothers ! Afin d'éviter une telle perspective, après 2008, l'administration Obama aura déversé des flots d'argent public sur des institutions financières pourtant prédatrices et coupables, au lieu de les inciter à une restructuration des prêts hypothécaires qui aurait soulagé des millions d'Américains victimes du crédit toxique des banques. Derrière cette « systémique » se profile une *sismicité* : un tremblement de terre pouvant détruire des économies et des sociétés entières. L'obésité financière n'est pas un défaut ou une dérive de ces banques mais probablement leur raison d'être profonde. Car la course à la taille est encore le meilleur moyen de devenir intouchable. Par cette ruse, la haute finance pointe constamment sur les États et les économies un pistolet chargé. Les banques vivent d'un *chantage* : « Aidez-nous à ne pas tomber, sinon nous entraînons tout dans notre chute ! » La garantie permanente et implicite ainsi accordée par les États aux banques les encourage à prendre des risques inconsidérés et à accroître toujours plus leurs profits. Elles survivent grâce à l'assurance non dite des États qui fonctionne comme une subvention déguisée. Une subvention qui peut s'analyser comme un *impôt non consenti* prélevé sur le reste de l'économie et les contribuables.

Ce transfert des dettes est une prédation au détriment des classes populaires, résumé par l'axiome : « privatisation des profits, socialisation des pertes ». Les oligarchies politico-financières à la manœuvre donnent vie ainsi à un collectivisme d'un genre nouveau dont elles sont les seules bénéficiaires : un « socialisme des riches ». On notera toute l'ironie historique et intellectuelle de la situation : la haute finance mondialisée,

pourtant porteuse de la doxa ultralibérale, aura été la grande bénéficiaire de transferts d'argent massifs afin d'assurer sa survie post-2008 ! Ces dettes frelatées, nées de risques inconsidérés et souvent de vraies fraudes, se déplacent d'autant plus aisément que les mécanismes de transfert sont opaques et que la frontière du légal et de l'illégal par nature floue dans ces matières, varie moins en fonction de la gravité des comportements que des mécanismes politiques, médiatiques et judicaires de tolérance à la criminalité en col blanc.

Lors de la crise des *subprimes*, les banques américaines et européennes de Wall Street sont sauvées de la faillite par un afflux d'argent public, ce qui conduira temporairement à leur quasi-nationalisation. Les « plans de sauvetage de la Grèce » de 2010 réaniment non le peuple grec mais des banques grecques, françaises et allemandes, ainsi que des sociétés d'assurances et des fonds de pension, en déportant leurs dettes douteuses vers le FMI, l'Union européenne et des États européens ; l'argent est consacré au remboursement des dettes dues aux agents privés et 10 % seulement alimenteront l'économie. Les banques privées se débarrassent de la dette publique grecque sur le dos des États et des contribuables européens. Les « plans de sauvetage » ne viennent pas régler un problème de dette souveraine mais l'aggraver de manière vertigineuse, en venant au secours de banques privées grecques au bord de la faillite, après des années de crédits inconsidérés aux ménages, aux entreprises et à l'État grec. Notons au passage que le recours massif à l'endettement par les citoyens grecs s'explique par la dégradation du pouvoir d'achat et un marketing très agressif des banques : cela ne rappelle-t-il pas la situation des États-Unis au début du XXIe siècle qui a conduit à la crise des *subprimes* ?

On reste ensuite sidéré par la mécanique mise en place pour sauver non pas de « paresseux Grecs voleurs » mais des banques et leurs épargnants, au moyen d'une « tuyauterie financière désormais entièrement

circulaire qui prête aux Grecs pour qu'ils remboursent les créanciers[2] ». Cette tuyauterie, qui relève de la plus vulgaire cavalerie financière, consiste à prêter à la Grèce pour qu'elle rembourse ses dettes, enrichissant au passage les généreux sauveteurs. Curieuse mécanique de « sauvetage » qui revient à prêter de l'argent destiné à payer les intérêts d'une dette et à rembourser des prêts arrivés à maturité. Insistons ici pour que la supercherie soit bien comprise : les contribuables européens auront payé non pour le peuple grec, mais afin que les titres grecs détenus par des banques privées soient repris par des institutions publiques !

Les plans de 2010 et de 2012 furent en effet cruciaux pour les banques françaises (Crédit agricole, BNP, Société générale) et allemandes qui détenaient respectivement pour 75 milliards et 53 milliards d'euros de créances. Ces banques françaises et allemandes furent particulièrement inconséquentes puisque en 2010 55 % de leur exposition à la dette grecque provenaient des banques privées de ce pays. Il aurait été intéressant d'expertiser ces dettes bancaires françaises et allemandes. Il aurait été édifiant de connaître les *bénéficiaires* de ces prêts, la *qualité* des créances et les *mécanismes* de distribution de cet argent. Une expertise transparente aurait mis au jour la double irresponsabilité des prêteurs et des emprunteurs. Une expertise aurait probablement révélé un vrai laxisme dans l'allocation des prêts et un volume de fraudes comparable à celui observé dans la crise des *subprimes*. D'après la Banque centrale européenne (BCE), les « créances douteuses » culminent à 107 milliards d'euros (2015), soit près de 50 % du total des prêts consentis aux entreprises et aux particuliers en Grèce. Puis, après les banques, le plan de l'été 2015 sauvera cette fois l'euro, oubliant à nouveau le peuple alors que le carcan de la monnaie unique aura été un facteur fondamental d'aggravation de la crise grecque à partir de 2008 en interdisant à la Grèce toute dévaluation.

Si *hostilité et violence* il y a dans l'affaire grecque, elles ne se situent pas entre les contribuables européens et le peuple grec, contrairement à ce que la propagande a tenté de faire croire, mais entre ces mêmes contribuables et les banques privées. L'adversaire réel fut masqué. Afin d'éviter cette arnaque géante au profit des banques, il aurait fallu, quand éclata la crise grecque de 2009, organiser la faillite du pays. Mais cette solution raisonnable était impossible pour Nicolas Sarkozy et Angela Merkel qui n'envisageaient qu'une seule perspective : sauver *leurs* banques trop exposées au risque grec, déjà fragilisées par la crise de 2008. La faillite de l'État grec aurait eu l'effet d'une bombe à fragmentation au sein du système bancaire européen. Pour faire avaler la pilule aux contribuables européens, il fallait donc un *grand récit mensonger* pour faire accroire qu'il s'agissait d'un problème de dette publique alors que nous étions confrontés à l'origine à une dette bancaire.

Avec ces grandes migrations, le poids des dettes privées est au final supporté par des entités publiques, donc des contribuables/citoyens. Une providentielle alchimie transforme de mauvaises dettes en fardeau public : une version moderne de la transmutation du plomb (les mauvaises dettes) en or (le sauvetage des institutions financières). Le risque de banqueroute change miraculeusement de victime. Ce qui revient à contempler une situation irréelle de banques braquant des peuples et des États.

Dans le cas grec, les « programmes d'aide » ont beaucoup aidé les institutions financières et bien peu la population : l'argent pour les banques, l'*austérité* pour les citoyens. Une *austérité inefficace* car aboutissant au pire désastre économique de l'histoire européenne de l'après-guerre ; un résultat au demeurant inéluctable : « Il n'y a pas au monde un seul exemple, rappelle Joseph E. Stiglitz, qui montre qu'il est possible d'assainir un État malade en réduisant les salaires, les rentes et les prestations sociales[3]. » Une *austérité criminelle* quand sont mesurés les dégâts sanitaires produits par les coupes budgétaires : hausse des suicides,

de la mortalité infantile, des maladies graves, etc. Simpliste, diront les esprits forts, mais si vrai pourtant.

D'ailleurs, il existe déjà une longue histoire des réformes libérales imposées par des instances internationales – le FMI en tête et ses « ajustements structurels » – à des États « défaillants », ayant conduit à des *crises humanitaires* et à une *violation des droits humains fondamentaux*. Depuis les années 1980, la liste des pays victimes encombre. En langage médiatique et bureaucratique, le crime sera dissimulé sous le vocable de « solidarité européenne ». Une *austérité profitable* enfin pour les banques et les sociétés européennes qui, plan de rigueur oblige, participeront au festin des privatisations grecques.

À ce stade, un point d'histoire s'impose. Ce que la doxa ordo-libérale présente comme un endettement excessif des États – résultat de dépenses publiques incontrôlées d'États providences laxistes – constitue en réalité un *surendettement* ayant commencé *après* la crise des *subprimes* et l'effondrement de la haute finance, afin justement de sauver les banques en détresse du fait de leurs turpitudes. En 2007, aucun pays de la zone euro n'est encore entré dans la zone rouge de la « procédure contre déficit excessif » (PDE). Après 2008, crise des *subprimes* oblige, tous les pays européens, Allemagne comprise, pénètrent dans l'enfer du PDE bruxellois.

Comme le souligne Nietzsche, le pire crime contre l'esprit est de confondre la cause avec la conséquence : or ce surendettement a été une conséquence de la crise et des folies bancaires, non sa cause. « Un extraterrestre visitant l'Europe et lisant la presse réputée sérieuse, ironise Yanis Varoufakis, arrivera à la conclusion que la crise européenne est survenue parce que quelques États périphériques ont trop emprunté et trop dépensé. La petite Grèce, l'arrogante Irlande et les Ibères langoureux ont essayé de vivre au-dessus de leurs moyens en entretenant un système de dépenses supérieur à ce que leurs efforts productifs pouvaient supporter… Le problème de ce genre de récit est qu'il est simplement faux[4]. » Avant la

crise de 2008, l'Espagne était en excédent budgétaire, et les déficits de la France, du Portugal et de tant d'autres « mauvais élèves » n'étaient pas insupportables. Après 2008, toutes les dettes publiques se sont envolées, même celle de l'Allemagne. N'évoquer la question des dettes souveraines que sous le seul vocable de l'endettement et non du surendettement représente donc un travestissement de l'histoire consistant à en masquer l'origine.

La chronologie des causalités historiques est implacable : d'abord la spéculation privée puis le surendettement public. Si avant 2008 il n'y a pas de problème majeur de dettes souveraines en Europe, la remarque vaut au-delà même du continent. Entre 2007 et 2011, la dette publique mondiale croît de 57 %, soit un rythme annuel deux fois supérieur à celui précédant la crise financière. Sans le sauvetage des institutions financières fautives, les États auraient aujourd'hui un endettement public supportable.

Durant la crise grecque de 2015, le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble n'aura pas cessé son discours moralisateur ordo-libéral sur la dette souveraine grecque, plein de sous-entendus sur ce peuple dépensier et fraudeur, omettant volontairement toute généalogie honnête de l'endettement souverain hellène (Codicille 4). Tel fut aussi le discours de l'Union européenne. La cause première de la tragédie grecque est la crise bancaire globale amorcée aux États-Unis en 2008. S'il y a un « homme malade » en Europe, ce sont ses banques. Depuis 2008, faute de perfusion publique, nombre de vampires bancaires auraient disparu. Il a fallu leur injecter du sang frais pour les *recapitaliser*.

À peine sauvée, la haute finance ne fut aucunement reconnaissante, spéculant immédiatement sur les États appauvris par sa faute, dont la Grèce. Morale de l'histoire : les États sont punis pour leurs bienfaits et les banques récompensées pour leurs forfaits. Les docteurs Frankenstein de la dérégulation ont finalement créé des monstres incontrôlables et dangereux. La fameuse « mauvaise gouvernance » chère aux libéraux et

autres bureaucrates internationaux est au final moins celle d'États (prétendument) mal gérés car surendettés que celle de banques devenues hors de contrôle qu'il faut régulièrement placer sous perfusion publique. On s'amusera longtemps encore du fait que l'une des plus grandes interventions étatiques de l'histoire dans le fonctionnement de l'économie – les 700 milliards de dollars du TARP pour racheter les actifs toxiques de Wall Street – aura eu pour objectif de sauver un marché financier présenté jusque-là sinon comme infaillible, du moins comme s'approchant de la perfection libérale.

Il ne faut évidemment pas s'imaginer que la saga de la socialisation des pertes et des dettes bancaires est une spécialité spécifiquement américaine. Aucun pays n'y échappe, y compris la France où deux mécanismes pervers ont été à l'œuvre au XXIe siècle. Il y a d'abord le *cadeau fiscal*. Dans l'affaire Kerviel, la Société générale, « victime » d'une fraude de 4,9 milliards d'euros a pu déduire de ses impôts une partie de cette perte. Le dispositif du *carry back* (« report en arrière des déficits »), introduit en droit français en 1984, autorise une créance d'impôt sur l'État qui, dans ce cas, s'est montée à 1,61 milliard. Cette procédure fiscale de conversion d'une partie des pertes en créance sur le Trésor public ne peut s'appliquer que si la perte financière délictueuse a été commise à l'insu des dirigeants, et que les dirigeants n'ont pas été, directement ou indirectement, à son origine. Ainsi, le contribuable paie (pertes de recettes fiscales) pour que les actionnaires continuent de toucher leurs dividendes et les hauts cadres aveugles ou incompétents, à défaut d'être complices, continuent de percevoir leurs gros salaires, bonus et stock-options ! Le groupe Banque populaire-Caisse d'épargne a bénéficié de la même faveur après la perte de 750 millions d'euros due à un de ses traders.

L'autre mécanisme est celui de la *recapitalisation* dont aura bénéficié par exemple la banque Dexia, avant de faire faillite, avec une facture

astronomique de 6,6 milliards d'euros pour la France ; sans compter les 10,5 milliards d'euros de crédits toxiques que Dexia avait distribués aux collectivités locales et qui devront un jour être épongés. Jamais aucune enquête judiciaire ou parlementaire ne se penchera sur les causes de cet échec retentissant, évitant ainsi de soulever tout questionnement sur d'éventuelles malversations et fraudes. Qui n'aurait-on pas mis en cause ?

Encore faudrait-il diagnostiquer avec honnêteté la financiarisation à marche forcée du monde, dont l'orgie de *spéculation effrénée* et de *prêts irréels* ne constitue qu'une facette. Le questionnement en termes de dérive – sous-entendu de simple déviance par rapport à une norme acceptable, un axe sain – occulte de véritables *stratégies de prédation*, survenant dans un contexte de crise du modèle de capitalisme industriel né au XIXe siècle. Comment, en effet, continuer à extraire toujours plus de valeur sur des hilotes quand la machine s'enraye, si ce n'est par la *contrefaçon financière* ?

La migration des responsabilités : l'impunité comme morale

La longue histoire de la haute prédation/criminalité en col blanc est celle de son impunité à peu près généralisée, les sanctions retentissantes et mémorables ne l'étant qu'en raison même de leur rareté. Évidemment, il n'y eut jamais d'âge d'or en la matière, si ce n'est l'illusion, pendant les Trente Glorieuses, d'une moralisation possible d'un capitalisme encore sous contrôle par l'*effet d'une peur stratégique* issue de l'ennemi du moment : le communisme. La peur disparue, l'ennemi providentiel évanoui, le vainqueur historique n'a plus rencontré de limites à ses appétits.

Cette impunité, quasi totale depuis la fin de la guerre froide, aux causes immédiates nombreuses, s'appuie sur un double mécanisme. D'abord, la justice punitive a dérivé vers une justice négociée : la transaction comme mode de traitement de la faute financière l'a emporté sur la justice rétributive. Rien d'étonnant : on comprend aisément la congruence de ce type de justice avec l'idéologie utilitariste et libérale,

puisqu'à l'ère du marché roi « la justice elle-même est une marchandise[5] » que seuls les puissants peuvent s'acheter. Ensuite, la responsabilité individuelle s'est évaporée, la personne morale occupant désormais le devant de la scène pénale, sauf rares exceptions dans lesquelles les institutions financières ont besoin d'une victime émissaire individualisée (un visage, un nom) pour calmer l'opinion. Ces deux transformations s'expliquent peut-être par de légitimes considérations, mais ne peuvent au final abolir un questionnement sur les conséquences en termes d'impunité normalisée pour les coupables. Car de simples amendes au montant en apparence faramineux se transforment en définitive en droits à frauder, dont le coût est anticipé (provisions) puis réparti (sur les salariés, les actionnaires, les clients).

Les institutions financières et leurs représentants sont donc devenus « trop gros » pour passer par le chas de l'aiguille judiciaire. Ce *too big to jail* place la finance non pas simplement au-dessus des lois, mais au-delà, dans un ailleurs manifestant parfaitement son extraterritorialité pénale. La question de l'impunité pénale est tout sauf anecdotique quand on admet que *toutes* les crises financières issues de la dérégulation des marchés à partir des années 1980 ont comporté une dose déterminante de fraudes[6]. Des fraudes qui ne furent pas marginales. Des fraudes qui ne furent pas de simples effets secondaires. Des fraudes qui servirent de déclencheurs en participant de la formation des bulles spéculatives, immobilières et boursières. Des fraudes systématiques aux effets systémiques qui firent de ces places financières de véritables *scènes de crime géantes*. Le diagnostic criminel choque la bienséance du supra-monde : il est toutefois peu contestable. De même que l'argent hurle, les faits aussi, en particulier pour la crise des *subprimes*. Et l'*aveu* du crime lors de cette crise historique se lit autant dans les multiples transactions financières proposées à l'industrie financière par le ministère de la Justice américain que dans une directive du 9 septembre 2015 de cette même administration qui, huit ans après la

tragédie, encourage *enfin* les procureurs à poursuivre individuellement les banquiers (Codicille 5). Ces mots officiels mettent fin, du moins en théorie, au déni de ce diagnostic criminel pour la crise des *subprimes*.

L'impunité pénale de la haute finance grise s'accompagne en général, comme un corollaire, d'une *impunité matérielle*. Après la crise de 2008, les banquiers fautifs auront, pour la plupart d'entre eux, conservé leur poste et leurs gras revenus : salaires, stock-options, parachutes dorés, retraites chapeaux, etc. Alors que ces rémunérations auront été brièvement mises en accusation du fait de leur indécence et de leurs mécanismes pervers d'incitation au risque excessif sans responsabilité personnelle, les gouvernements se montreront pourtant incapables de les plafonner. Les rodomontades accoucheront de défaites en rase campagne, démontrant de la sorte, et de façon irréfragable, le *pouvoir de la haute finance* sur des classes politiques paralysées.

Dans la saga de l'impunité, celle qui se joue devant les tribunaux ou les parlements n'est pas toujours la plus troublante. L'*impunité politico-médiatique* n'a en effet rien à envier à l'impunité pénale. Afin de la découvrir, il faut lire les curriculum vitae des serviteurs de la haute finance et s'émerveiller de la souplesse des parcours. Si la situation n'était pas si désespérante, il serait presque comique de retrouver si souvent les pyromanes dans le rôle de pompiers. Au cœur de l'équipe de Barack Obama, nouvellement élu président des États-Unis (2008), se retrouvent deux hommes à des postes clefs pour nettoyer les effets de la crise des *subprimes* léguée par George W. Bush : Lawrence Summers, chef du Conseil économique national et Timothy Geithner, secrétaire au Trésor. Or, dans les années 1990, les deux comparses avaient déjà organisé la dérégulation du système financier américain en servant Bill Clinton, aux postes respectifs de secrétaire et secrétaire adjoint au Trésor ; sans compter un troisième homme, Ben Bernanke, qui porte lui aussi une lourde responsabilité dans cette crise financière, nommé par George W.

Bush à la tête de la Réserve fédérale en 2005, poste qu'il occupera jusqu'en janvier 2014. « Dès que le capitalisme devient suffisamment complexe, explique Yanis Varoufakis, c'est l'échec qui paie. Toutes les crises accroissent le pouvoir de ceux qui sont en poste, parce que, aux yeux du grand public, ils semblent être les seuls candidats capables de remettre les choses en ordre[7]. » Évidemment, le remède est pire encore que le mal. Les solutions que ces douteux pompiers préconisent pour réparer le système qu'ils ont imaginé ne peuvent que conforter ensuite leur pouvoir et celui du monde de la finance. On ne s'étonnera donc pas que le plan Summers-Geitner destiné à débarrasser les banques de leurs toxiques CDO après 2008 a permis à ces dernières de ne pas payer l'addition finale, laissant sur le bord du chemin des milliers de ménages surendettés. Les deux docteurs Frankenstein auront en priorité sauvé les banques et oublié les propriétaires endettés : un hasard ?

Que les mêmes hommes puissent tour à tour imaginer la maladie puis le remède peut s'interpréter comme une nouvelle illustration de la loi de Gresham selon laquelle « la mauvaise monnaie chasse la bonne », loi déjà rencontrée lors de la crise des *subprimes* : tous les acteurs financiers violant la loi disposaient par là même d'un avantage concurrentiel sur les autres, ce qui leur permettait de dominer le marché des prêts hypothécaires. Le cynisme de Lawrence Summers n'a au demeurant jamais eu de limites. On rappellera ce qu'il écrivait alors qu'il était économiste en chef de la Banque mondiale (1991), révélant déjà un tropisme pour les *migrations lucratives*. Cet économiste expliquait que les pays sous-peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y serait d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico. Selon lui, il faudrait encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés et se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie, que dans un autre

pays où 200 enfants sur 1 000 meurent avant d'avoir l'âge de 5 ans. Le calcul du coût d'une pollution dangereuse pour la santé dépendrait des profits absorbés par l'accroissement de la morbidité et de la mortalité. « De ce point de vue, explique Larry Summers, une certaine dose de pollution devrait exister dans les pays où ce coût est le plus faible, autrement dit où les salaires sont les plus bas. Je pense que la logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles est imparable[8]. »

La migration des capitaux : États pirates, capital furtif

Le capital est mobile. Très mobile. Il est par nature impatient, toujours à la recherche de gains immédiats. Il se déplace à la vitesse de ses intérêts, choisissant les territoires les plus favorables à son épanouissement. Pour lui, la planète est une vaste carte dans laquelle il sélectionne. Le menu est pour les autres, ceux qui ne peuvent pas bouger. Le capital est fort en raison de sa mobilité. Il impose ainsi ses conditions aux salariés et aux États par un chantage permanent : à des salaires à la baisse pour les premiers, à une fiscalité plus douce pour les seconds. « Le capital mobile a exigé que les travailleurs lui fassent des concessions salariales et les États des concessions fiscales. Il en résulte une course à qui fera pire[9]. » La concurrence généralisée « imposée » aux territoires provoque un nivellement par le bas des normes sociales et fiscales. Les souverainetés nationales sont agressées par un siphonnage des revenus fiscaux et des droits sociaux.

Toutes les politiques néolibérales ne visent en définitive qu'à augmenter la mobilité du capital, par souci des intérêts des détenteurs d'actifs financiers. Plus ces actifs financiers peuvent circuler, plus leur rendement a de chances de croître. C'est pourquoi les politiques néolibérales, que l'on devrait qualifier plutôt de « mobilité du capital », ont toujours une *obsession* : l'inflation. La priorité maniaque donnée à la lutte contre l'inflation s'explique : la hausse des prix risque de réduire les taux de rendement nominaux fixes des actifs financiers. C'est pourquoi la libéralisation des marchés du travail et des capitaux fait partie intégrante des politiques anti-inflationnistes. La flexibilité du marché du travail : pour l'investisseur, la simplification de l'embauche et du licenciement permet de restructurer et de vendre plus vite les actifs financiers. La déréglementation du marché des capitaux : elle est indispensable pour que les actifs financiers rencontrent le moins d'obstacles possible à leur circulation internationale. Sauf que ces politiques de mobilité du capital pensées par et pour les élites financières ont démontré leur inefficacité. L'épouvantail inflationniste n'a servi qu'à justifier des politiques favorisant les détenteurs d'actifs financiers au détriment de l'emploi et de la stabilité financière. En Europe, l'obsession anti-inflation a été aggravée par une Allemagne tétanisée par un contresens historique : ce n'est pas l'hyperinflation qui porta Hitler au pouvoir – elle avait déjà été vaincue –, mais les politiques d'austérité !

Cependant, la mobilité du capital se traduit aussi par la *fuite*. Le « haut de la pyramide » (millionnaires, multinationales) a fait de l'évitement fiscal sa spécialité. Ce qui ne peut être épargné dans l'ordre interne par la voie légale (niches, baisses, exemptions, etc.) l'est par la fuite vers l'extérieur. Mais ce qu'ils ne paient pas, d'autres le font à leur place. C'est pourquoi la fraude et l'évasion fiscales, autrement dit la *piraterie financière,* représentent un *acte majeur d'hostilité* contre les peuples. C'est ainsi que « l'argent qui était censé ruisseler s'est en fait évaporé au soleil

des îles Caïmans[10] ». Les sommes en jeu sont considérables : probablement 8 % de la richesse mondiale seraient abrités dans les paradis fiscaux et bancaires[11]. Les bénéficiaires de ces pertes fiscales – millionnaires, multinationales et banquiers – tentent de masquer leur forfait par le développement de fondations philanthropiques. La *philanthropie* est une ruse gagnante à chaque fois, puisqu'elle permet de s'acheter une conscience (faire le bien), de justifier une fiscalité douce (la charité contre l'impôt personnel), de masquer ses turpitudes (diversion), de gagner en influence politico-médiatique (achat d'indulgences), et enfin de payer encore moins d'impôts (niche fiscale pour la fondation).

John M. Keynes ne s'y était pas trompé qui, dans sa réflexion sur un nouvel ordre monétaire international au sortir de la Seconde Guerre mondiale, souhaitait proscrire les mouvements de capitaux spéculatifs :

> Aucun pays ne pourra à l'avenir autoriser impunément la fuite de fonds pour des raisons politiques, pour échapper à l'impôt national ou dans l'anticipation pour leur détenteur de se transformer en exilé fiscal. De même, aucun pays ne pourra accueillir en toute sécurité des fonds en fuite, constituant une importation non souhaitée de capital, qui ne peuvent servir de manière sûre d'investissement à taux fixe[12].

Les illusions évanouies sur la « fin de l'histoire » – la paix mondialisée par le « doux commerce » cher à Montesquieu[13] –, nous redécouvrons une planète émiettée en États toujours plus nombreux et débiles, percluse de conflits multidimensionnels. Aux aguets, la haute finance grise profite du chaos géopolitique pour se façonner des « refuges » (*haven*) transformés en « paradis » (*heaven*), sous la forme de cités-États et de micropays accueillants, devenus des *business models*. Souvent confettis d'empires, ces territoires subordonnés sont captifs, tour

à tour, de puissantes institutions financières ou de grands États suzerains et périphériques, tolérants ou usagers, au gré des humeurs. Se dessine ainsi une topographie de territoires réduits à une fonction financière et en compétition permanente, afin de conserver des actifs toujours prêts à s'évanouir à la très grande vitesse, au moindre frémissement hostile. Comme l'a écrit Karl Marx : « Le capital est peureux comme un chevreuil. »

L'argent bouge vite, surtout à l'ère du trading de haute fréquence, donc des ordinateurs, des algorithmes et demain de l'intelligence artificielle. Le capital a toujours une géographie : un coffre-fort réel ou numérique a besoin d'une emprise physique. Même à l'époque du déplacement des valeurs à la nanoseconde, il faut encore un lieu, banque ou hangar. Mais cette géographie est instable car dépendante des aléas de la géopolitique. Les territoires et leur souveraineté fiscale sont mis aux enchères d'un mieux disant fiscal et réglementaire et d'un moins disant pour les recettes publiques des États perdants.

La finance mondialisée est temporairement enracinée *hic et nunc* mais en fait consubstantiellement nomade. La fragilité se révèle au final une force : implicitement, un chantage permanent au départ est lancé à la face des décideurs politiques oublieux des vrais rapports de force. La finance s'achète des territoires et attire les multinationales par la séduction des multiples outils de la fraude, de l'évasion et de l'optimisation fiscale. Les ressources des *États piratés* sont ainsi mises en coupe réglée par dissimulation bancaire, au moment même où ils manquent cruellement de ces ressources après avoir renfloué des institutions financières déviantes. Les multinationales évasives et frauduleuses, appuyées par des États pirates et des banques complices, veulent prendre sans rien verser. Des mœurs de gangsters, ni plus ni moins.

Toute l'anomie du système des États pirates s'exprime dans l'abri quasi exclusif qu'il procure au *shadow banking*, c'est-à-dire à cette finance

de l'ombre, non régulée et en expansion constante, alors même qu'elle fut à l'origine de la crise des *subprimes*. Même si sa définition est aussi incertaine que sa quantification, ses dimensions alléguées dessinent un continent souterrain : probablement 80 000 milliards de dollars, soit 120 % du PIB de la planète, ou encore un quart de la finance et la moitié du système bancaire mondial. Encore que cette catégorie dite de l'« ombre », souvent abritée dans des îles ensoleillées, ne soit pour partie qu'une illusion sémantique destinée, par contraste, à faire croire à l'innocuité du reste de la finance mondialisée. L'essentiel de la finance est en réalité presque aussi obscur dans ses tréfonds ; finance (vaguement) « éclairée » et finance (plus ou moins) « ombragée » sont en pratique indissociables car coproduites et interconnectées. Il n'y a pas deux mondes financiers « clairement » distincts, l'un rassurant car « éclairé » et l'autre inquiétant car « sombre », mais un continuum.

La mobilité naturelle du capital devrait inciter à imposer des politiques visant à le *ralentir*, car, par construction, le capital ira toujours plus vite que l'économie « réelle », celle « de briques et de mortier ». Plus les vitesses d'évolution entre la haute finance et l'économie réelle se creusent, plus le système devient instable et anomique. James Tobin, prix Nobel d'économie 1981, propose ainsi de « jeter un peu de sable dans les rouages de nos marchés financiers internationaux excessivement efficaces ». Les solutions techniques existent : interdire le trading à haute fréquence et les ventes à découvert, taxer les transactions financières, etc. Seule la volonté politique fait défaut. Il faudrait aussi *éclairer* le capital. Les États pirates promeuvent de l'opacité par le droit (bancaire, comptable, fiscal et des affaires) afin que la dissimulation des actifs financiers soit toujours préservée.

Et face à l'arrogance de ces États pirates, l'absence d'anticorps étonne. C'est ainsi que dans un assourdissant silence, le premier président de

l’Eurogroupe aura été luxembourgeois, citoyen d’un des États les plus propices à la haute finance grise…

La migration des élites : la trahison comme mode de vie

Le jeu combiné des carrières croisées entre l'État et les institutions financières – équivalent parcheminé des transferts du monde sportif : *revolving doors* américain, « pantouflage » français, « descente du ciel » japonais, « carrières essuie-glaces » des eurocrates, etc. – génère d'incessants allers-retours entre les secteurs public et privé. Les carrières deviennent fluides, sans patrie ni frontières, transformant tout individu en *mercenaire*. Les fidélités de carrière sont désormais assimilées à des conservatismes.

Le principe de la « porte à tambour » enrhume la morale démocratique en créant des conflits d'intérêts inextricables qui, par leur répétition, ont des effets systémiques. Le conflit d'intérêts serait un sujet de médiocre portée s'il ne s'agissait que de prévenir des enrichissements personnels indus (Codicille 6). Une conception si étroite – purement *matérielle* – passe volontairement à côté de l'essentiel. Ce qu'il convient de prévenir est d'un tout autre ordre et relève de l'*intelligence du monde* : la formation

d'un système des élites partageant une vision homogène de la finance. La corruption la plus mortifère n'est pas matérielle mais spirituelle : celle qui consiste à épouser les positions et les valeurs de la finance. C'est ainsi que la finance prend en otage l'État, la capture intellectuelle étant autrement plus corrosive pour l'intérêt général que l'emprise matérielle.

La monochromie idéologique rejoint au final la convergence des intérêts, et la chronologie des allégeances ne peut dissiper un sentiment de malaise éthique devant des migrations aussi lucratives, intégrées tôt aux plans de carrière des heureux élus. Les perspectives de seconde carrière dans les banques achètent par avance des collusions, des complaisances et des connivences qu'aucun pacte scélérat formel n'aurait pu obtenir. L'espoir de lucratifs émoluments assouplit l'éthique et endort la vigilance. On ne s'étonne plus de ces hauts fonctionnaires qui ont toujours la tête ailleurs, attendant le futur départ en direction du point de chute rêvé. La mobilité des carrières institutionnalise la corruption légalisée et par anticipation, forgeant un univers œcuménique et connivent. Ici, mieux que le français, l'anglais contemporain des affaires mondialisées (le *globish*) propose en une formule compacte et évocatrice l'essence du mécanisme en jeu : le *job hopping*.

Encore faut-il que l'arbre (du conflit d'intérêts et/ou de la corruption) ne cache pas la forêt : de véritables classes sociales nouvelles se sont formées. La preuve, les initiés ont donné des noms à ces communautés informelles et symbiotiques. Car il faut bien nommer ces maillages serrés de hauts fonctionnaires, politiciens et lobbyistes échangeant informations et postes. Pour l'Union européenne : la « bulle de Bruxelles » ; à Washington et à New York : le Blob. Ses membres sont en contact constant par courriel et par téléphone, dînent, boivent, se marient parfois et prennent leurs vacances ensemble. Au final, quelle diversité intellectuelle existe-t-il encore dans les élites quand l'entre-soi devient la norme ? Quelle distinction existe-t-il encore entre contrôleurs et contrôlés, quand

tous sont des camarades en devenir ? Car derrière les pieux et modernes discours managériaux sur la mobilité des carrières se dissimulent à peine des espoirs d'enrichissements individuels. Ces oiseaux migrateurs se sentent obligés à de poussifs argumentaires pour justifier ces allégeances et sincérités successives. Ils tentent d'expliquer leurs parcours sinueux et lucratifs par une « conception-moderne-de-l'intérêt-général-que-l'on-peut-défendre-aussi-bien-dans-le-public-que-dans-le-privé ». Qui peut pourtant croire que l'on passe impunément du rôle de contrôleur à celui de contrôlé ?

Dans un monde fermé, le va-et-vient public/privé n'était pas malsain. Longtemps, les hauts fonctionnaires français qui partaient pantoufler au sein d'entreprises privées ou publiques demeuraient acquis à la cause nationale : ils étaient plus des *missionnaires* que des mercenaires. En revanche, les migrants de ce monde post-guerre froide sont acquis à la mondialisation, servant des intérêts cosmopolites et financiarisés.

Observons le cas si symptomatique de Eric Holder, ministre de la Justice du président Barack Obama. Durant ses huit années (2008-2015) à ce poste sensible, son administration se sera singularisée par une farouche détermination à ne surtout pas poursuivre au pénal les financiers responsables de la crise des *subprimes*. Cette constance dans l'inaction – de type *hands off* – aura été la marque de fabrique de l'administration Holder. Un ministre qui, au mépris des faits, réussira à déclarer : « Certaines des pratiques les plus dommageables de Wall Street – dans certains cas, certaines des pratiques les moins éthiques – n'étaient pas illégales[14]. » Le doute sur ses motivations réelles avait été permis jusqu'à un aveu retentissant :

> Je crains que la taille de certaines de ces institutions devienne si grande qu'il ne soit difficile pour nous de les poursuivre quand nous sommes frappés avec des indications selon lesquelles, si nous

> devions engager des poursuites, si nous menions une accusation criminelle, cela aurait un impact négatif sur l'économie nationale, peut-être même sur l'économie mondiale. Je pense que cela provient du fait que certaines de ces institutions sont devenues trop grandes. […] La taille des banques a une influence inhibitrice. Cela affecte notre capacité à présenter des résolutions qui je crois seraient plus appropriées[15].

Mais cette explication de type *too big to fail*, déjà pitoyable car pétrie de crainte révérencielle, a vacillé depuis l'annonce de son lieu d'atterrissage. Après la fin de son mandat comme ministre de la Justice (2015), Eric Holder a décidé de retourner chez Covington & Burling, son ancienne société de juristes qui n'est autre que le poids lourd des défenseurs des délinquants en col blanc ! D'où la question : Eric Holder n'aurait-il été qu'un agent infiltré de Wall Street à Washington ? Il est surtout fascinant de lire ce qu'en dit l'intéressé lui-même : « Ce n'est pas parce que je suis chez Covington que je vais abandonner le travail d'intérêt public », déclare-t-il à CNN. En ajoutant pour la *National Law Review* que la principale raison de son retour dans le privé est son « désir de restituer à la communauté » : « La société promeut le bénévolat, et être engagé dans la vie civique de ce pays est cohérent avec ma vision du monde selon laquelle les avocats doivent être socialement actifs[16]. »

Que valent ces pauvres tentatives de justifications ? Peu de chose, et le revirement de la politique pénale après le départ d'Eric Holder du ministère de la Justice sonne ensuite comme un désaveu cinglant (Codicille 5). Dans ses *Essais*, Montaigne a répondu par avance à ce genre de tartufferies : « Le vrai miroir de nos discours est le cours de nos vies. » S'il n'est donc de vraie morale que vécue, si nos actes parlent mieux que nos discours, ces vies « battantes » ne pèsent pas lourd.

En France, la situation est encore plus pathétique, de sorte qu’elle ne mérite aucun examen, sinon une mise en examen globale.

CHAPITRE 3

Un brouillard providentiel : aveugler l'adversaire

« Ne dites jamais : “c'est naturel” afin que rien ne passe pour immuable. »

Bertolt BRECHT, *L'Exception et la Règle*.

Des écrans faisant écran : du brouillard au brouillage

La supériorité stratégique de la haute finance sur les États et les peuples implique que ses mouvements tactiques demeurent indéchiffrables. Pour que ces migrations restent sinon méconnues du moins peu lisibles, les puissances financières (Codicille 7) doivent infuser à la sphère médiatico-politique – une seule entité indistincte fonctionnant en miroir – un épais brouillard, dans le seul but d'instiller un *récit hégémonique*[1]. Car une tactique mise au jour devient par nature inefficiente.

Ce nouveau « brouillard de la guerre » financière n'est toutefois clausewitzien[2] qu'en apparence. Le « brouillard » théorisé par le stratège prussien soulignait l'irréductible incertitude des protagonistes quant à leurs propres capacités et objectifs et ceux de leurs adversaires, le flou des informations dont sont victimes les participants aux combats. Désormais, le brouillard guerrier de la haute finance vise moins les concurrents que l'opinion. Ce brouillard est moins subi qu'organisé. L'amas de fines gouttelettes ne vise pas en priorité des institutions financières tour à tour

amies et ennemies, coopérantes et adversaires, mais leurs proies sociales et étatiques dont il faut formater les opinions. Le *brouillard projeté* est destiné à réduire la visibilité sur les écrans de la médiasphère. Dans la société de l'information et de la communication, l'opinion publiée, disjointe de l'opinion populaire, crée sa propre réalité et fait écran avec le monde. L'objectif est de tromper l'opinion populaire en lui soumettant *une narration monochrome et orientée* des faits. Il convient en toutes circonstances de dissimuler aux proies qu'elles font partie du festin. Le secret de la puissance financière réside dans la dissimulation même de son existence, conformément au « théorème de Condorcet » : « […] la force comme l'opinion ne peuvent forger de chaînes durables, si les tyrans n'étendent pas leur empire à une distance assez grande pour pouvoir cacher à la nation qu'ils oppriment, en la divisant, le secret de sa puissance et de leur faiblesse[3]. »

L'histoire racontée – le fameux *storytelling* des communicants, la propagande au sens de Jacques Ellul – tente d'imposer une version déformée des faits. L'« effet jivaro » (réduction des têtes) est indispensable pour domestiquer les esprits et anesthésier le sens critique. L'intuition de ce nouveau brouillard de la guerre est déjà en germe chez Carl Schmitt : « Nous sommes à même de percer aujourd'hui le brouillard des noms et des mots qui alimentent la machinerie psychotechnique servant à suggestionner les masses[4]. »

La crise grecque aura été un laboratoire de ce travail de modification des perceptions. Le récit enchanteur largement diffusé par l'infosphère est rodé : « Les Grecs sont (trop) dépensiers, (plutôt) corrompus et (souvent) indolents, voire (très) paresseux. Le FMI et l'Europe ont sauvé le pays de la faillite par des prêts (généreux), en imposant des réformes structurelles (indispensables). » La fable racontée par les vainqueurs est limpide : stéréotypes xénophobes et conte de fées néolibéral. Il ne pouvait exister qu'une seule explication à la crise grecque : les mauvais comportements

d'un peuple archaïque qu'il convenait de rééduquer à la modernité. On retrouvait subitement de vieux clichés essentialisant et quasi racistes : un mishellénisme triomphant surgi de l'Antiquité romaine pour qui « grec » est synonyme de « luxure, vol, vénalité, etc. », face à une germanophilie béate identifiant l'« Allemand » aux valeurs de l'ordo-libéralisme : travail, rigueur, etc. (Codicille 8).

Ne perdons pas de vue l'utilité de ce travail de *brouillage*. La perpétuation du pouvoir de la finance impose le maintien d'une douce invisibilité à des transferts de richesses de la grande majorité vers une infime minorité. Le « clair de lune », autre image proposée par le penseur prussien, est destiné à donner aux choses moins une « dimension exagérée ou non naturelle[5] » qu'une apparence d'innocuité. Cette vérité est inscrite dans le marbre des guerres : la transfiguration de la réalité est une condition *sine qua non* de toute victoire militaire. Les grands stratèges le savent. Sun Tzu expliquait déjà : « La guerre repose sur le mensonge[6] » ; « la guerre a le mensonge pour fondement et le profit pour ressort[7] ». Il convient en toutes circonstances d'occulter des jeux de pouvoir individuels ou collectifs qui, pour ne pas être forcément illégaux, manifestent néanmoins une rupture permanente avec la morale des classes sociales subordonnées.

L'entreprise de brouillage suppose des capillarités et des complicités au cœur des dispositifs spectaculaires et politiques. On ne s'étonnera donc plus de voir tant d'habiles financiers et milliardaires « s'investir » dans la production journalistique au nom du « devoir citoyen », la ruse idéologique ultime consistant ici à faire profession de « progressisme » (hier) ou de « rébellion » (aujourd'hui) pour endormir le consommateur de « nouvelles[8] ». C'est ainsi que la plupart des médias sont désormais sous le contrôle capitalistique de grands oligarques, ploutocrates et banquiers d'affaires. On peut même dire que la quasi-totalité de la presse française à l'aube du XXI[e] siècle est la propriété de puissances d'argent.

Dans la nature, la consanguinité produit des dégénérés ; celle de la presse et des milieux d'affaires ne devrait pas donner de meilleurs résultats. Seuls les naïfs croiront à la fable selon laquelle un propriétaire ne téléphone pas à *sa* rédaction et ne participe ni aux choix éditoriaux ni à la sélection des journalistes. À la suite de Jacques Prévert constatant que « le hasard ne frappe jamais par hasard », on s'amusera de ce sigle providentiel qui désigne à la fois la première banque française et le trio d'oligarques progressistes ayant racheté le grand-quotidien-de-référence-du-soir : BNP[9]. Les relativistes instruits pourront toujours remarquer que « rien de nouveau sous le soleil » : au XIXe siècle, le célèbre agioteur Paul Mirès fit l'acquisition du journal le plus lu par les investisseurs de l'époque, le *Journal des chemins de fer,* afin d'orienter les marchés financiers à son profit.

À défaut de propriété du capital, il y a celle des hommes. La méthode ancestrale de la corruption des journalistes fut monnaie courante sous la IIIe République, en particulier dans l'entre-deux-guerres. La fort mauvaise réputation du journalisme financier à cette époque ne fut pas usurpée. La finance transforma la presse en « grande muette » et la prévarication des journalistes devint un lieu commun de la littérature française. La vénalité de la presse financière eut des effets profonds : elle provoqua la spoliation de milliers d'épargnants et d'investisseurs, contamina le journalisme politique, et vicia au final la vie démocratique de la France. Résumons : l'information financière et politique se fit en partie dans les banques, à la « corbeille ». Qui pourrait affirmer que ces temps sont irrémédiablement révolus ?

Tous ces faits mis bout à bout expliquent probablement pourquoi la presse, pourtant si avide de leçons de morale sur la « diversité », se révèle toujours plus monochrome, fonctionnant en banc de poissons, « intégrée au système élitiste qu'elle était censée surveiller pour le compte des citoyens[10] ».

Les pénibles propagandistes

L’objectif stratégique est d’imposer l’idéologie Davos-Goldman Sachs[11], fondée sur l’idée selon laquelle « tout ce qui compte, se compte ». Ce travail de propagande nécessite évidemment de bruyants idolâtres afin de porter largement la parole sainte. Au sein de la meute propagandiste, de ce nouveau clergé, trois types humains se distinguent, chacun assumant un rôle spécifique.

Les fidèles sont vite acquis et les thuriféraires lassent immédiatement. Pour un travail subtil d’endoctrinement destiné à toucher les masses rétives, il est nécessaire de s’adjoindre de valeureux *compagnons de route*, en réalité de parfaits « idiots utiles » (Lénine), un procédé que la religion séculière du communisme cisela durant la guerre froide. Les compagnons de route les plus efficaces sont évidemment ceux qui avancent masqués. Aujourd’hui, la *cinquième colonne bancaire* ne se dévoile qu’incidemment, comme par mégarde.

À l’été 2015, alors que l’État grec négocie dans la douleur un troisième plan d’aide, l’ex-député européen Daniel Cohn-Bendit, statue du Commandeur du rêve européen et libertaire, répond à une interview du

quotidien *Libération*
(11 août 2015). Une question en forme de commentaire le rend vert de rage – « Une solidarité qui profite aux banques, affirme une partie de la gauche française… » –, comme le montre son étrange réponse : « C'est du baratin ! Aucune société ne peut vivre sans banques : les banques, c'est le crédit, cela permet aux entreprises, aux agriculteurs, aux ménages de vivre. Pour faire fonctionner une économie de marché, on a besoin d'elles. » La réplique virulente sur le fond comme sur la forme se veut un ferme *rappel à l'ordre* : les banques sont incritiquables car indispensables, et toute interrogation en la matière confine au crime de lèse-majesté. On croirait lire du Jean-Paul Sartre à son retour d'URSS : « La liberté de critique est totale en URSS et le citoyen soviétique améliore sans cesse sa condition au sein d'une société en progression continuelle » (*Libération*, 15 juillet 1954).

La rhétorique cohn-benditienne appliquée à d'autres domaines conduirait à d'absurdes et amusantes réponses : il ne faut pas parler des bavures policières car il n'y a pas de société sans police ; il ne faut pas parler des accidents d'avions car il n'y a pas de tourisme sans aviation ; il ne faut pas parler des médicaments frelatés car il n'y a pas de santé publique sans industrie pharmaceutique ; il ne faut pas parler des financements électoraux illégaux car il n'y a pas de démocratie sans partis politiques ; etc. On peut longtemps poursuivre. On pourrait ensuite s'étonner ou s'indigner d'un parcours individuel qui, en un demi-siècle, a vu passer ce haut représentant du Bien, des barricades du quartier Latin à la défense du grand capital financier ! Mais ce serait une erreur : il faudrait se montrer singulièrement étourdi, aveugle ou ignorant pour ne percevoir dans ces positions successives que contradiction ou reniement, là où il conviendrait plutôt de discerner cohérence et continuité. Ici, contrairement aux apparences, nul ange qui fait la bête, nulle conversion subite au veau

d'or, mais une même libération des pulsions qui s'exprime sous plusieurs visages à travers les époques.

Comprenons bien. L'idéologie libérale libertaire autorise en effet toutes les transgressions : tel est son projet historique, telle est son utilité sociale. La dérégulation des mœurs (Mai 68) n'a fait que précéder d'une génération la dérégulation financière (Reaganomics). L'abolition des frontières intérieures fut le premier pas vers la disparition des frontières extérieures et l'explosion des flux. Les flux libérés – libidinaux et symboliques dans les années 1960, puis financiers et économiques dans les années 1980, et enfin criminels – ont participé, dans une perspective historique, d'un même élan transgressif. Le capitalisme financiarisé a raflé la mise. Ne perdons pas de vue les enjeux historiques. Le dernier obstacle que rencontre encore le capital financier à son hégémonie est celui des États-nations. On ne saurait sous-estimer le rôle décisif de l'idéologie libérale/libertaire – l'alliance du *no frontier* et du *no border* – dans la validation idéologique du capitalisme et donc dans les avancées du marché. En prônant la libération de tous les désirs et de toutes les pulsions, ce courant de pensée n'a pu que susciter toute une industrie du désir et du spectacle, noyau dur désormais du capitalisme financiarisé. Le libéralisme des mœurs exalté par les « révoltés » de Mai 68 se révélera infiniment plus adapté et utile à l'expansion du capitalisme consumériste que les contraintes et les conservatismes des sociétés traditionnelles. Les propos de Marx sur la nature révolutionnaire du capitalisme prennent ici tout leur sens. Autrement dit, la libéralisation des mœurs a favorisé une vaste libéralisation des échanges marchands et financiers. La culture de la consommation généralisée et de la marchandisation de toute chose trouve dans la libération des pulsions son meilleur agent publicitaire et historique. Il est donc logique que Daniel Cohn-Bendit poursuive sa démonstration en affirmant que le grand problème de l'Europe est le « souverainisme démocratique national » et qu'il est grand temps de

« dépasser l’État-nation » pour un saut fédéral. Au final, la Barricade annonçait bien le Grand Capital ; Grand Capital qui au demeurant a toujours eu une gauche[12].

Chaque époque a également ses *pythies financières* qui, malgré l’échec constant de leurs prophéties, continuent à jouer en toute impunité leur rôle d’imposteur médiatique. La fausseté de leurs prophéties ne constitue d’ailleurs pas un obstacle à leur omniprésence, bien au contraire, puisque celles-ci sont immédiatement digérées par le trou noir informationnel et destinées non à produire de la vérité mais à entretenir l’euphorie des marchés, la fermeté de la doxa libérale et le spectacle médiatique. Tous les pays ont ainsi leur Alain Minc dont les fulgurances nourriraient à elles seules tout un bêtisier de la bourgeoisie financière. On se souvient, mi-amusé, mi-consterné, au moment où l’effondrement de Wall Street fut à deux doigts d’emporter toute l’économie mondiale, des saillies de ce serviteur zélé du capital : « Le système financier [est] régulé avec un doigté tel qu’on éviterait une crise, qui aurait pu être quand même de l’ampleur des très grandes crises financières qu’on a connues dans le passé ! […] C’est quand même un univers au fond qui est très résilient, qui est très bien régulé. […] L’économie mondiale est plutôt bien gérée[13] » (janvier 2008) ; « Le risque de grand dérapage est *a priori* passé » (juin 2008) ; « La crise est grossièrement psychologique » (2008). Et à nouveau en 2015, telle une Marie-Antoinette face à la disette de son peuple : « Les crises boursières, on en sort toujours plutôt en bon état. » La prophétie financière tient autant de l’escroquerie que de la sorcellerie vaudoue : encore que le sorcier vaudou ne trompe jamais sur ce qu’il est.

Après le compagnon de route et la pythie, vient l’*expert financier*, au demeurant souvent pythie. Sollicité pour l’étroitesse et la profondeur de son savoir spécialisé, il a pour fonction de meubler les grands espaces vides des médias. Ce qu’il dit compte moins que le divertissement qu’il procure. Le gros nez rouge n’est jamais très loin. Il se reconnaît par

l’usage névrotique de concepts orthodoxes : transparence, confiance, rigueur, flexibilité, ajustements, équilibres, concurrence, offre et demande, etc., qu’il déverse invariablement précédés ou suivis d’une expression type : « manque de » ou « pure et parfaite ». Ces mots magiques n’impressionnent que les naïfs et permettent d’expliquer une chose et surtout son contraire quand la prévision a échoué. Car c’est dans le talent dialectique que le « bon » expert se distingue, ainsi que le « meilleur » d’entre eux, Jacques Attali (PlaNet Finance, rebaptisée Positive Planet !) l’explique sans détour : « Un économiste est celui qui est toujours capable d’expliquer le lendemain pourquoi la veille il disait le contraire de ce qui s’est produit aujourd’hui. » Parole d’expert ! Il va sans dire qu’aucun de ces experts – par ailleurs professeurs, directeurs d’institutions internationales, etc. – ne s’applique à lui-même ces préceptes. Si l’expert prône inlassablement la transparence des marchés, c’est souvent en omettant de décrire ses propres liens rémunérés avec la haute finance.

La haute finance et ses supplétifs étatiques déploient toute cette énergie propagandiste car l’expérience leur a enseigné que les guerres modernes sont déjà à moitié gagnées quand les esprits sont conquis. Saddam Hussein fut battu bien avant que les troupes américaines n’aient atteint Bagdad, et ce le jour où la médiasphère diffusa à l’unisson la même rengaine : « Un nouvel Hitler, complice d’Oussama ben Laden, à la tête de la quatrième armée du monde, développe des armes de destruction massive. » La vérité importa peu : que Saddam Hussein n’ait pas été un nouvel Hitler mais un dictateur sanguinaire, qu’il n’ait jamais été de près ou de loin un soutien d’Al-Qaida, que son armée n’ait été qu’un tigre de papier et que l’Irak ne disposait plus d’armes chimiques et biologiques, compta peu au final. La messe était dite depuis longtemps après une si parfaite diabolisation politico-médiatique. La première bataille est donc communicationnelle. Une fois cette bataille remportée, les autres (d’abord militaire puis économique) suivent, telle l’intendance, et ne sont plus que formalités.

Appliquée à la question financière, la tactique est redoutable. Le tir de barrage médiatique ouvre la voie aux armées, puis aux marchands et aux financiers.

Souvenons-nous ainsi de l'incroyable escroquerie que fut Enron, s'achevant par une faillite retentissante en 2001 et la ruine de millions d'actionnaires. Elle aura été rendue possible par le *concert unanime* de louanges qu'assenèrent en chœur des centaines d'analystes financiers, de journalistes spécialisés, de banquiers, de politiciens et d'agences de notation (Goldman Sachs, *Fortune Magazine*, etc.) qui encouragèrent jusqu'au dernier moment un public ébahi à acheter des actions pourtant frelatées depuis longtemps. Pendant ce temps d'euphorie médiatique et de prédation à bas bruit, les dirigeants d'Enron, après s'être âprement servis (salaires, stock-options, etc.), revendaient précipitamment leurs actions. La seconde plus grande faillite (frauduleuse) de l'histoire américaine n'aura pu avoir lieu que par la convergence d'une malhonnêteté managériale dissimulée par une nuée d'idiots utiles et d'affidés cupides ayant chanté les louanges d'une gigantesque escroquerie.

Comme nous l'avons déjà envisagé, le bourrage de crâne médiatique aura fonctionné à plein régime à propos de la dette des États. Ces dettes sont-elles (en partie) illégitimes, odieuses, donc à ce titre susceptibles de s'évaporer par un mécanisme ou un autre (inflation, rééchelonnement, négociation des taux, annulation), ou sont-elles morales et donc imprescriptibles et gravées dans le marbre bancaire ? De la perception idéologique que les médias donnent des dettes dépend ensuite leur règlement, donc le choix de la future victime : qui paiera au final ? Le créancier ou le débiteur ? Les banquiers et les prêteurs ou les contribuables et les débiteurs ? Autrement dit, le Capital ou le Travail ? On a pu constater comment, à l'été 2015, l'Allemagne et une partie de l'Europe du Nord ont fait triompher dans les esprits, face à la Grèce, une *conception juridique et morale* de la dette publique, l'assimilant à une faute

à expier, avec pour corollaire l'absolue obligation de devoir la rembourser. Le discours juridique et moral triomphant a eu pour effet, ici comme dans tant d'autres secteurs, de tuer d'emblée tout débat sur les causes et les conséquences. Il est un refus de comprendre. « Dès lors, écrit Carl Schmitt, la primauté du droit ne signifie rien d'autre que la légitimation d'un *statu quo* précis, au maintien duquel sont évidemment intéressés tous ceux dont ce droit stabilise le pouvoir politique ou l'avantage économique[14]. » La politique aura été évacuée au « profit » d'une solution mécanique : cela s'appelle la « gouvernance », le gouvernement des hommes remplacé par l'administration des choses, comme le décrivait Saint-Simon. La logique européenne et allemande *punitive et disciplinaire*, voire d'humiliation[15], balaya toute autre considération sur l'illégitimité d'une dette dont le peuple grec n'était pourtant que partiellement responsable. Est-ce si étonnant, dira-t-on, puisque la langue allemande désigne par le même mot (*Schuld*) la dette et la faute ? Dans le récit martelé par la finance internationale et les pays protestants, le mauvais comportement présumé des Grecs – corruption, clientélisme, fraude fiscale, déficits, etc. – appelait une sanction sévère, voire définitive, par une sortie de la zone euro. Et ce en dehors de toute considération de bon sens économique : l'austérité ne pouvant que produire toujours plus de dettes.

Or cet accès de rigorisme et de juridisme ne manque pas d'ironie puisque l'on a feint d'oublier ou de minimiser comment l'Allemagne s'était reconstruite après la Seconde Guerre mondiale. L'imputation par l'Allemagne aux Grecs de grandes fautes méritant sanction financière – rembourser la dette, à tout prix – représente en effet un curieux retournement de l'histoire. Souvenons-nous qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne dut supporter non seulement le poids moral des immenses crimes commis par le IIIe Reich – Holocauste, invasions armées, pillages massifs, etc. –, mais aussi le poids non moins

considérable d'une dette insoutenable, contractée dès les années 1920 afin de réarmer le pays. Une dette représentant près de 200 % de son PIB au lendemain de la défaite, qui ne pouvait qu'obérer le redressement d'un pays exsangue. La solution trouvée le 27 février 1953 est efficace : par un accord conclu à Londres, 62 % de cette dette est annulée. Parmi les vingt et un créanciers accommodants, la Grèce. L'Allemagne peut ensuite envisager plus sereinement son avenir et entamer sa reconstruction. L'Allemagne ne paie pas les dommages de guerre dus à la Grèce, alors même que l'occupation allemande dans ce pays fut d'une particulière brutalité, ce pays asservi ayant figuré parmi les plus systématiquement pillés. L'accord de Londres renvoie ainsi aux « calendes grecques » (!) le règlement des réparations et des dettes de guerre que pouvaient réclamer en toute légitimité à la RFA les pays occupés, annexés ou agressés.

À partir de cet accord providentiel, l'Allemagne commence à se porter comme un charme pendant que les ex-pays occupés et pillés durant la Seconde Guerre mondiale continuent à panser leurs plaies. Le fameux « miracle économique » (*Wirtschaftswunder*) allemand trouve donc son origine, pour partie, dans cette dette non remboursée, dette qui fut « odieuse » non pour les Allemands, mais pour les Alliés et les pays occupés. D'une certaine façon, le redressement de l'Allemagne s'est opéré sur le dos de la Grèce, ainsi deux fois victime : occupation/pillage et absence d'indemnisation. Si le droit et la morale avaient prévalu après guerre, l'Allemagne ne se serait peut-être jamais relevée. Le réalisme des Alliés s'explique par deux considérations. L'objectif de « l'Allemagne paiera », après le traité de Versailles, avait été un argument puissant aux mains des partis de l'extrême droite allemande ; il était inutile de répéter cette erreur. Par ailleurs, la peur de l'URSS et de son expansion européenne ne pouvait qu'inciter à un redressement économique rapide du vaincu afin qu'il ne tombe pas du mauvais côté du rideau de fer.

Aujourd’hui, une Allemagne amnésique et surtout à nouveau ivre de puissance – économique, cette fois, et non plus militaire – refuse à un pays vaincu par la guerre financière, la Grèce, le remède qui lui fut pourtant si bénéfique un demi-siècle plus tôt. « Comparaison n’est pas raison », dira-t-on. L’argument du « contexte » est en définitive le seul que des eurocrates et des Allemands disciplinaires et moralisateurs ont opposé aux Grecs, à l’image de M. Schäuble, ministre des Finances du gouvernement de Mme Merkel lors d’un colloque de la Bundesbank à Francfort :

> Faire une comparaison avec les années 1920 […] ou avec 1953 n’a rien à voir avec la situation que nous avons connue au cours des dernières années dans la zone euro […], cela porte à confusion […]. Ce parallèle prête à confusion, ne faisons pas cette erreur. Évidemment, il y a eu le nazisme, et les Alliés ont pris la décision fort intelligente de lever la dette allemande après la Seconde Guerre mondiale mais les circonstances étaient totalement différentes[16].

On est tenté de demander : en quoi le « contexte » est-il si différent, en quoi y aurait-il « confusion » ? Si, malgré tout, nous nous risquons à un parallèle historique entre le traitement auquel la Grèce est soumise au XXIe siècle et celui réservé à l’Allemagne après la Seconde Guerre mondiale, l’asymétrie est flagrante. À son tour, le Premier ministre grec Alexis Tsipras a su user de l’argument historique devant les eurodéputés à Strasbourg le 8 juillet 2015 : « En 1953, les peuples européens ont montré […] ce qu’était la solidarité européenne. 60 % de la dette de l’Allemagne ont été effacés. Ce fut la manifestation la plus significative de solidarité de l’histoire. » Là où la RFA fut sauvée d’une longue souffrance pour des raisons stratégiques évidentes – le début de la guerre froide et le rideau de fer s’abattant sur l’Europe de l’Est –, la Grèce ne semble pas présenter de

nos jours un enjeu géopolitique aussi crucial aux yeux des Européens ; à tort au demeurant. La posture juridico-morale allemande est d'autant plus arrogante que la *véritable histoire de l'économie allemande* depuis l'après-guerre reste à écrire : celle d'une réussite s'expliquant en partie par la capacité à frauder et à corrompre sur les marchés extérieurs, en particulier en Grèce (Codicille 8).

Une justice myope

Au brouillard projeté sur les écrans de la médiasphère vient s'ajouter le brouillard tombé sur la justice. Il ne suffit pas en effet que la machinerie communicationnelle fasse oublier le pouvoir de la finance. Il est impératif que le voile d'ignorance s'abatte également sur l'autre instance de véridicité vitale en régime démocratique : la justice. Les vérités doivent demeurer enfouies, et, à cette fin, les procès – de l'enquête jusqu'aux débats contradictoires et publics – demeurer d'un laconisme parfait. Tout est organisé pour que les faits et gestes des grandes crapuleries financières ne soient jamais exposés en détail, que celles-ci demeurent à jamais enfouies dans le labyrinthe des hypothèses et des suppositions. L'astuce est celle d'une justice biface : *transactionnelle ou arbitrale*.

La justice négociée évite aux uns de longues, pénibles, coûteuses et hasardeuses dépenses publiques (l'État) et aux autres des explications compromettantes et des sanctions personnelles (les financiers). Les criminels de la haute finance finissent par payer des amendes qui ressemblent à une simple taxation de la fraude ou à un péage sur le crime et la récidive. On reste alors étourdi par les sommes vertigineuses payées

par l’industrie financière pour échapper à ces procès pour fraude, sans qu’au demeurant leur survie soit en cause. Entre 2008 et 2015, afin de régler la note de la crise des *subprimes*, les grandes banques de Wall Street, américaines et européennes, auront payé environ 190 milliards de dollars d’amendes. La *commedia dell’arte* qui s’ensuit est connue. Les banques pleurent et les politiques bombent le torse. Mais ce jeu de rôles n’est qu’un jeu de dupes, afin que rien ne change : que les uns puissent continuer à braconner et les autres à se soumettre.

Il est troublant, et en définitive suspect, de noter que la justice transactionnelle semble désormais séduire à l’unisson les élites, jusqu’à des ONG pourtant gardiennes des droits de l’homme. S’agit-il de faire contre mauvaise fortune (l’échec de la poursuite des grands criminels en col blanc) bon cœur (l’espoir de punitions plus fréquentes) ; acte-t-on une défaite en tentant de sauver la face ? Ou certains se placent-ils servilement au service des nouveaux maîtres des lieux ? Le mobile est indifférent, comme le disent les pénalistes : seule la faute compte. L’exposition en pleine lumière des crimes conduirait à enrager un peu plus des citoyens électeurs/contribuables : mais comptent-ils réellement dans la société spectaculaire et festive ? Les 99 % ne méritent probablement pas de savoir ce que fait *réellement* le 1 %.

La justice arbitrale ne vaut guère mieux. Les traités de libre-échange tentent d’imposer aux États de soumettre leurs litiges avec les multinationales, industrielles ou financières, à des tribunaux arbitraux. Ces clauses ressemblent à des pistolets braqués sur leur tempe. Les États non coopératifs avec ces multinationales, ceux ne se pliant pas à leurs injonctions, se retrouvent sous le chantage incessant de poursuites et donc de sanctions financières. Toute loi ou politique publique qui ne serait plus *business friendly*, parce que faisant baisser la rentabilité du capital, se retrouvera assignée en justice pour des dommages et intérêts démesurés.

La plupart des États, ou trop petits ou trop endettés, céderont à la première injonction.

Et le silence acheté ne s'arrête pas là. Afin de poursuivre l'enfouissement de la vérité, il ne suffit pas de museler la justice. Encore faut-il que personne ne lui parle. Les salariés doivent demeurer taiseux. Le « lanceur d'alerte » – évitons les faux-fuyants politiquement corrects : le dénonciateur – est la pire menace pesant sur les bureaucraties privées et publiques dont les fautes doivent à jamais rester cachées. Le droit du travail s'y emploie en clauses de silence et en départs négociés.

CHAPITRE 4

Un impensé mortifère : le crime financier

« […] qui ne connaît la vérité n'est qu'un imbécile. Mais qui, la connaissant, la nomme mensonge, celui-là est un criminel ! »

Bertolt BRECHT, *La Vie de Galilée*.

Un aveuglement si confortable

La question pénale, autrement dit celle des fraudes et des manipulations, devrait donc se poser avec acuité. Le conditionnel est ici essentiel tant ce *diagnostic criminel* demeure incompris, voire refoulé, par à peu près tous les courants de pensée politiques et économiques. Le déni du crime est un des grands impensés et angles morts de la modernité. Pour nous en tenir à la seule réflexion économique et financière, l'aveuglement au fait criminel est aussi profond qu'unanimement partagé. Depuis le XVIII[e] siècle, dès qu'une discipline économique autonome a commencé à se forger, le crime a été analysé par les « économistes » comme une variable subjective et relative, sans étiologie propre, neutre, pour comprendre le fonctionnement des marchés. Jean-Baptiste Say décrivait ainsi un vol comme un simple « déplacement de valeur ». Ce positivisme étroit n'était pas remis en question par les penseurs libéraux qui, à l'image d'un Bernard de Mandeville, ont toujours considéré que les « vices privés (voire le crime) font le bien public » : la cupidité est juste car efficace, ce qui signifie *a contrario* que la tempérance est injuste car économiquement inefficace.

Puis, au XIX[e] siècle, l'irruption des mathématiques dans la réflexion économique avec les travaux de Léon Walras, anoblissant l'économie politique en une « science économique », conforte la discipline dans son positivisme aveugle à la question criminelle. Cet impensé fut supportable tant que le fait criminel n'était pas central dans le fonctionnement des marchés. Or ce temps est révolu. En effet, les fraudes et manipulations ne présentent plus le caractère d'accidents et d'exceptions venant démontrer *a contrario* la validité ou l'innocuité du système, mais bien au contraire celui de normes et de régularités envahissantes, révélant l'anomie nouvelle des marchés financiers. De manière invisible, la maladie est probablement devenue l'état permanent du système financier. Les crimes sur les marchés financiers sont devenus systématiques, au point parfois de *faire système*. Le diagnostic criminel – malgré donc les multiples griefs qui lui sont faits habituellement par les économistes orthodoxes et les sociologues dits critiques – est mieux apte que d'autres à caractériser ce capitalisme de la prédation et de la tromperie.

Dès les origines, l'approche par le crime aurait mérité d'être un socle de la pensée économique. La raison fondamentale nous semble évidente : rien n'est plus opaque qu'un marché économique et *a fortiori* qu'un marché financier. Car c'est bien cette *opacité consubstantielle des marchés* qui explique pourquoi des entrepreneurs s'y aventurent en espérant un profit. Sans même évoquer les fraudes ni les trucages – comptabilités falsifiées, escroqueries, délits d'initiés, etc. –, il faut admettre qu'un marché économique ou financier est essentiellement un champ de bataille brumeux, toujours imparfaitement encadré par le droit. Chaque entrepreneur caresse l'espoir ou l'illusion de posséder l'information que le concurrent ignore. Si les marchés étaient parfaitement transparents et si tout le monde disposait au même moment des mêmes informations, les espoirs de profit seraient maigres : aucun marché n'y survivrait. Ce brouillard irréductible des marchés est donc la *condition même* qui permet

d'espérer un gain. L'asymétrie des informations est le fondement de tout marché.

On ne peut s'étonner alors que la fraude se soit toujours sentie comme un poisson dans l'eau dans ces marécages profitables. D'une certaine manière, l'opacité crée le marché, donc le profit : la fraude n'est alors que l'ombre portée et l'acmé de cette espérance au milieu du marécage. La qualité d'initié – savoir par anticipation ce que d'autres ne savent pas – est la condition du profit. Il n'y a en définitive sur les marchés que deux catégories d'agents économiques : les non-initiés qui ne feront pas de profits (les perdants) et les initiés (les gagnants). Ce groupe se subdivise à nouveau en deux branches : ceux respectant les règles (les gagnants légitimes/honnêtes) et ceux ne respectant pas les règles (les gagnants illégitimes/fraudeurs). Sur des marchés *parfaitement* transparents et concurrentiels, les profits tendraient vers zéro. C'est pourquoi les financiers recherchent tant la confidentialité, le secret, voire l'opacité et l'enfumage. Un marché (profitable) est donc le lieu par nature de la tromperie : intense, elle relève alors des tribunaux ; admise, elle fait l'objet d'enseignements dans les universités et les écoles de commerce. Un marché ne fonctionne qu'aux biais cognitifs et informationnels, puisque eux seuls laissent entrevoir une possibilité de profit.

Un libre marché, surtout financier, n'est jamais que l'exploitation des émotions et des faiblesses des consommateurs. Au XXe siècle, le développement de l'immense industrie du marketing, de la publicité et de la communication est la preuve que le capitalisme prédateur ne peut se développer sans des artifices destinés à produire de la tromperie ; industrie qui remplit des fonctions identiques auprès des classes politiques afin de mystifier non pas le consommateur mais l'électeur. En clair, cette industrie de la corruption sert à faire avaler la pilule de produits superflus et frelatés. Le désir insatisfait – moteur du capitalisme financiarisé – s'entretient par des manipulations enseignées et perfectionnées en

permanence, même si l'axiome premier de la propagande publicitaire est invariable : « Je consomme donc je suis. » John M. Keynes eut l'intuition de cette *canaillerie originelle* et *essentielle* lorsqu'il évoque les « instincts animaux » et surtout la psychologie de l'investisseur :

> Du point de vue de l'utilité sociale l'objet de placements éclairés devrait être de vaincre les forces obscures du temps et de percer le mystère qui entoure le futur. En fait l'objet inavoué des placements les plus éclairés est à l'heure actuelle de « voler le départ », comme disent si bien les Américains, de piper le public, et de refiler la demi-couronne fausse ou décriée[1].

Tout industriel ou tout financier sait que la violation de la loi pénale par la fraude et la manipulation représente un avantage compétitif et concurrentiel incomparable. Les financiers ont compris la faille, qui ne cessent de proposer des produits toujours plus complexes et opaques (afin de dissimuler les risques et les fraudes), en les recouvrant d'un habile marketing ; cela donne par exemple la titrisation des dettes hypothécaires avec en amont le slogan : « Tous propriétaires ! » L'ancienne finance était mystérieuse ; la nouvelle, celle de l'ère numérique, algorithmique et mathématique, est simplement incompréhensible, y compris pour ses démiurges. La dualité complexité-opacité élève une muraille d'incompréhension pour 99 % de la population, mais crée en revanche des opportunités de profit, de manipulations légales et de fraudes pour les 1 % d'initiés-sachants.

L'ampleur des pratiques frauduleuses oblige à repenser les catégories criminologiques utilisées jusque-là pour comprendre les crimes des élites financières. Cette réalité criminelle ne peut émerger dans la conscience publique qu'au moyen de nouveaux concepts qui lui donnent corps et sens. La chose nouvelle demeure enfouie tant qu'un mot différent ne lui donne

pas vie. Les références classiques (criminalité en col blanc, criminalité entrepreneuriale) semblent en effet dépassées et désuètes devant la nature inédite des fraudes. Nous sommes probablement en présence d'une forme hybride de criminalité : une *criminalité organisée en col blanc*, produite par des élites légales mais empruntant au monde de la criminalité organisée certains de ses modes opératoires. Des « bandes organisées en col blanc » qui n'ont rien à envier aux gangsters professionnels ; la seule différence essentielle entre ces deux univers criminels tenant à la *perception* indulgente qu'eux-mêmes, l'opinion dominante et la justice ont encore de leurs crimes.

Que souhaitons-nous dire, avec ce nouveau concept ? Qu'il existe des *hauteurs béantes du crime en col blanc*. Une taxinomie de la fraude géante s'impose car les espèces criminelles sont d'une variété écologique riche. Évoquons rapidement pour mémoire les fraudes commises par des salariés cupides. Le prédateur solitaire ne doit pas être sous-estimé à l'heure des ordinateurs surpuissants et des algorithmes quasi intelligents. Les fraudes peuvent rapidement atteindre des sommets et mettre en péril jusqu'à la survie d'une institution financière naïve et négligente. La banalité de leurs actes – « humains, trop humains » – ne peut toutefois occulter une réflexion essentielle sur le contexte de leur survenue, lorsque au quotidien la prise de risque excessive est la norme managériale, l'hypercompétition une donnée des mœurs ambiantes et la rémunération une indexation sur le niveau de prédation attendu. Une institution financière, sans organiser/commanditer une fraude, peut fort communément en créer les conditions d'apparition par des mécanismes incitatifs pervers de non-respect des règles, telles ces obligations irréalistes de résultat imposées à des subordonnés apeurés.

Montons une deuxième marche pour observer ces salariés qui s'associent dans le crime et fraudent en réseau, à l'insu de leur employeur, disséminés au sein d'une même entité financière ou dans plusieurs, tout en

bénéficiant de mœurs managériales anomiques. Montons ensuite une troisième marche avec ces institutions financières qui se transforment en tout ou partie en *entreprise criminelle sous l'impulsion de leurs dirigeants*. Si le cas de la pyramide financière inventée durant deux décennies par Bernard Madoff restera longtemps dans les esprits car incarnée par un personnage emblématique, les opérations de blanchiment d'argent sale d'ampleur gigantesque portant sur des dizaines de milliards de dollars réalisées dans les années 2000 par les banques Wachovia ou HSBC, au profit du crime organisé, demeurent sidérantes à un double titre : par leur ampleur et surtout par l'étrange impunité pénale dont leurs cadres dirigeants ont bénéficié. Montons enfin une quatrième marche, la plus haute. Si les banques savent réaliser des crimes en solitaire, dans le secret de leur *affectio societatis*, elles ont appris aussi à s'associer dans le crime, dans l'implicite et le maquis des flux, donc à *frauder en meute*, dans une logique de cartel et d'oligopole. Une banque ne peut manipuler seule des taux de change et des taux d'intérêt, ni même parfois blanchir de l'argent sale. Là où le droit criminel applique aux gangsters traditionnels les catégories infamantes et un peu vulgaires d'« association de malfaiteurs » ou de « bande organisée », les manuels d'économie politique empruntent le registre plus élégant de l'« entente ». Ce stade suprême de la criminalité relève autant de l'hostilité guerrière que de la déviance criminelle. L'exemple le plus terrible aura été la manipulation du taux interbancaire européen, le Libor[2], qui aura vu des millions d'emprunteurs payer un taux d'intérêt faussé entre 2005 et 2009.

Cependant, les interrogations les plus profondes, et probablement insolubles, proviennent des mutations technologiques issues du numérique et des algorithmes qui rendent encore plus obscure la *frontière* traditionnelle entre maladresse (risque excessif) et malhonnêteté (intention frauduleuse). Songeons ainsi à ce « défaut de codage » commis par une firme de trading à haute fréquence, Latour trading LCC, qui resta invisible

durant quatre ans. Le bilan est impressionnant : 12,6 millions d'ordres passés sur les marchés tronqués, portant sur 116 milliards de dollars ! Erreur ou trucage de programmation ? L'avenir sera constamment piégé par ces invisibles et troublantes déviances, dont la qualification pénale sera toujours irrémédiablement hasardeuse. Et n'omettons pas au milieu de ces « scènes de crime géantes », les nuées de parasites et microprédateurs sans qui ces enchaînements frauduleux seraient parfois si difficiles à mettre en œuvre : agences de notation, sociétés d'audit, cabinets d'avocats, agences de communication, etc. Un demi-monde d'agents économiques gris…

Les lois de la contrefaçon financière

À l'image des trois lois de la robotique – formulées par l'écrivain Isaac Asimov (*Runaround*, 1942) – auxquelles *tous* les robots positroniques doivent obéir, la haute finance grise ne peut se développer que si quatre lois sont respectées. Ces *quatre lois de la finance gangstérisée et guerrière*, simples dans leur principe et toujours vérifiées, structurent la finance mondialisée. Chacune de ces lois s'inscrit dans une chronologie claire : avant, pendant et après la bataille. La première loi touche à la préparation du combat, la deuxième et la troisième à son exécution et la quatrième à la victoire.

• *Première loi : fausses vérités, vraies prédations ou comment inventer des théories et des concepts contrefaits* afin de préparer le contexte de futures malversations.

Au commencement des grandes prédations, il faut des idées qui viennent les légitimer et les masquer. Car tout commence par des idées, ainsi que John M. Keynes l'a écrit dans les lignes finales de la *Théorie générale* :

> […] les idées, justes ou fausses, des philosophes de l’économie et de la politique ont plus d’importance qu’on ne le pense en général. À vrai dire le monde est presque exclusivement mené par elles. Les hommes d’action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d’ordinaire les esclaves de quelque économiste passé […]. Nous sommes convaincu qu’on exagère grandement la force des intérêts constitués, par rapport à l’empire qu’acquièrent progressivement les idées. […] ce sont les idées et non les intérêts constitués qui, tôt ou tard, sont dangereuses pour le bien comme pour le mal[3].

Car seuls les débuts sont déterminants, révélant l’essentiel d’une situation, ce que la philosophie, de la Grèce antique[4] à Martin Heidegger, ne cesse de nous enseigner : « Seul l’inaugural et l’initial ont de l’avenir : l’actuel est toujours d’emblée, périmé » ; « L’initial est bien quelque chose qui a été, mais rien de passé. Ce qui est passé n’est jamais que ce qui n’est plus, tandis que ce qui a été est l’être qui, encore, déploie son essence[5]. » La compréhension du commencement est cruciale, surtout pour identifier les grandes fraudes et prédations financières des décennies suivantes.

L’histoire des tragédies financières résulte toujours d’une conjonction : « des idées fortes (mais fausses) et des intérêts puissants s’associent pour produire un scénario catastrophe[6] ». Ainsi, la crise des *subprimes* de 2008, acmé de la dérégulation néolibérale, aura été un point d’aboutissement historique, né dans les années 1960 d’une vision libertaire des marchés et de la société adoptée par la haute finance. Tel un brise-glace dans une épaisse banquise, les idées ouvrent la voie à la flottille des intérêts particuliers. Il est donc essentiel pour la haute finance de circonvenir les producteurs de savoir, ici les professionnels de la science économique, en les invitant au festin : financement de chaires et d’études lucratives, missions de conseil, postes dans les conseils d’administration,

etc. Qui mord la main qui le nourrit ? Qui à terme ne trouve pas à son geôlier des qualités ? Il y a des économistes à gages, à l'image des tueurs. Tout fraudeur a besoin de « complices intellectuels[7] » qui lui fourbissent les armes conceptuelles indispensables : arguments et modèles théoriques. Il faut au préalable des justifications logiques afin d'expliquer des prises de risque et des stratégies catastrophiques. Ces coupables de l'ombre fournissent les armes et laissent à d'autres la tâche de tirer les marrons du feu.

Tout stratège sait en effet que, sur le champ de bataille, les débuts sont décisifs. Le tir de barrage réussi, l'infanterie peut ensuite conquérir le terrain. Les théories économiques contrefaites servent à décimer par avance toute opposition intellectuelle et à rendre inéluctables les avancées de l'infanterie financière avec ses produits frelatés. À cette fin, les professeurs d'économie et leurs supplétifs – journalistes, éditorialistes, *business schools*, etc. – sont aux avant-postes de la bataille intellectuelle.

Or la théorie économique dominante, le néolibéralisme, qui sous-tend la plupart des politiques publiques depuis les années 1980, repose en partie sur des erreurs de raisonnement, voire de la « fraude intellectuelle[8] ». Le mal est ancien. Depuis ses débuts, la pensée libérale veut faire croire à son infaillibilité, prenant pour cela les contours d'une idéologie d'abord religieuse puis mathématisée, au final d'une « science » avec ses « lois ». Un curieux cheminement dira-t-on : une fausse religion assise sur des chiffres.

La *pensée magique en économie* débute tôt quand Adam Smith fait une référence, au demeurant unique, dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), à la « main invisible ». Rien de plus mystérieusement religieux que cette « main », sorte d'incarnation implicite du Saint-Esprit. Le libéralisme de Smith se présente comme une religion du marché et une incitation à la cupidité égoïste, reposant sur la foi dans cette main providentielle et cachée. Une puissance occulte

guiderait donc la richesse des hommes. Le marché divinisé assoit l'idée d'une harmonie naturelle des intérêts humains et de marchés autorégulateurs ne nécessitant pas l'intervention de l'État. Tel un dieu, les marchés sont censés être omniscients et infaillibles. Les fondements du libéralisme économique reposeraient sur une idée mystique et jamais démontrée « scientifiquement ». Les financiers, grands manipulateurs de symboles et d'espoirs, arrivent parfois à se convaincre qu'ils sont les grands prêtres de la religion libérale. Le 9 novembre 2009, répondant à un journaliste, Lloyd Blankfein, P-DG de Goldman Sachs, parlant de lui à la troisième personne déclare avec sérieux : « *He is just a banker doing God's work.* »

Puis l'économie classique devint une « science », donc un univers réservé aux spécialistes, experts et savants dûment parcheminés. L'économie n'est plus un simple *récit*, une manière de dire le monde. L'onction scientifique est administrée par l'adjonction massive des mathématiques qui interdisent désormais toute critique de ces nouveaux oracles. L'importation des mathématiques devient la clef de voûte d'une transformation de la modeste « économie politique » en présomptueuse « science économique ». Après plus d'un siècle de mathématisation, l'échec est patent, car en « économie » comme ailleurs, il est naïf de vouloir réduire la complexité des comportements à des équations. Cette croyance quasi mystique dans les chiffres, héritage de Pythagore, n'est rien d'autre qu'une forme de *pensée magique*, différente mais comparable à celle observée par les ethnologues chez les peuples premiers.

Mais cette fétichisation aura été bien utile pour tenir à distance toutes les visions hétérodoxes, dissidentes et profanes. Que peut répondre un citoyen ou un politique à d'ésotériques équations ? Dès le XIXe siècle, Léon Walras est le grand apôtre d'une démonstration mathématique de la supériorité du libéralisme. Ce qui aurait dû n'être qu'un outil s'est transformé en marqueur scientifique d'une discipline destinée à intimider.

Cette économie devenue branche des mathématiques est moquée par John M. Keynes dont la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* est quasiment exempte de toute formule ou statistique ; les seules traces présentes ressemblent à une concession aux bienséances universitaires afin de complaire aux canons de la prétendue « scientificité » :

> Ce que nous voulons simplement rappeler, c'est que les décisions humaines engageant l'avenir sur le plan personnel, politique ou économique ne peuvent être inspirées par une stricte prévision mathématique, puisque la base d'une telle prévision n'existe pas ; c'est que notre besoin inné d'activité constitue le véritable moteur des affaires, notre cerveau choisissant de son mieux entre les solutions possibles, calculant chaque fois qu'il le peut, mais s'effaçant souvent devant les impulsions dues au caprice, au sentiment ou à la chance[9].
>
> Une portion trop importante de la théorie économique « mathématique » récente n'est rien d'autre que des concoctions, aussi imprécises que les hypothèses initiales sur lesquelles elles reposent, ce qui permet à l'auteur de perdre de vue les complexités et les interdépendances du monde réel dans un labyrinthe de symboles prétentieux et n'aidant en aucune manière à la compréhension[10].

John M. Keynes s'attaque là au postulat central de la « science économique » classique : la rationalité économique de l'*Homo œconomicus*. À croire en effet que les économistes orthodoxes vivent sur une autre planète pour fonder leurs modèles sur une simplification anthropologique aussi grossière que toutes les (vraies) sciences ne cessent de réfuter et qui tient au final de la dénaturation, voire de la falsification.

Surtout quand il est question des marchés financiers, chaudron par excellence de toutes les euphories et aveuglements imaginables. On attribue à John M. Keynes ce mot si juste : « Les marchés peuvent rester irrationnels plus longtemps que vous ne pouvez rester solvable. » Il faut en effet de vraies œillères pour imaginer un consommateur/investisseur immunisé contre l'altruisme, les émotions et les erreurs d'appréciation, contre en définitive tous les biais émotionnels et cognitifs qui font encore que l'homme n'est pas un robot algorithmé. Qui dans sa vie n'aura pris ses décisions qu'à partir d'un calcul égoïste et opportuniste ? Des traders, des banquiers, etc. ? L'*Homo œconomicus* rêvé des économistes libéraux tient plus du sociopathe de la « Série noire » que des êtres humains que nous croisons habituellement. Un monde peuplé d'individus égoïstes et tricheurs conforme aux modèles de Bernard de Mandeville ou d'Adam Smith et aux manuels d'économie classiques serait un enfer invivable et improductif. La société serait paralysée, transformée en une mêlée sanglante.

Les motivations humaines sont toujours complexes et impénétrables et en aucune façon réductibles à la seule recherche de l'intérêt personnel. Au quotidien, l'individu est mû aussi par la solidarité, la générosité, le patriotisme, la loyauté, bref par un ensemble de qualités démontrant une forme de désintéressement. Même la nature ne fonctionne pas sur le seul mode caricatural de la prédation : l'entraide y est omniprésente[11]. Comment peut-on alors *raisonnablement* fonder une « science » et un projet social sur un tel présupposé anomique et pervers ? Le postulat de l'*Homo œconomicus* ne se contente pas d'ignorer l'éthique par son amoralisme congénital ; il suppose également un individualisme forcené : il ignore les groupes et les rapports de force.

La crise de 2008 aura apporté un démenti cinglant au postulat rationaliste. Les esprits les plus forts – et pour certains franchement et rationnellement malhonnêtes – auront été incapables de maîtriser la

nouvelle complexité qu'ils avaient créée sur les marchés financiers avec leurs « produits innovants ». Ils ont peu à peu perdu le contrôle, ne sachant plus ce qu'ils faisaient. Les « inconnus inconnus » étaient devenus trop volumineux. Les financiers et les régulateurs avaient perdu de vue notre rationalité imparfaite et notre capacité limitée à gérer la complexité. Les économistes orthodoxes sont persuadés de notre capacité illimitée à traiter la complexité ; et, face au désaveu apporté par la crise, ils tentent de trouver une nouvelle échappatoire en prônant plus de *transparence*, alors que le problème ne provient pas d'un manque d'informations mais de notre capacité à les analyser. Et c'est parce que notre rationalité présente des *limites naturelles* qu'il convient, par modestie anthropologique, de savoir réglementer et parfois interdire sur les marchés financiers des techniques, des produits ou des comportements. Répondant à la reine Elizabeth II qui lors d'une visite à la London School of Economics en novembre 2008 avait posé la question dérangeante sur la crise – « Comment se fait-il que personne ne l'ait prévue ? » –, deux professeurs lui écriront en faisant un curieux aveu : les économistes étaient sérieux et avaient fait leur travail mais il s'agissait d'« un échec de l'imagination collective de nombreux esprits brillants, dans notre pays comme au niveau international : une incapacité à comprendre les risques pour le système pris globalement ». De l'*imagination collective*…

John M. Keynes s'en prend également à un usage malhonnête des mathématiques : quand il s'agit de faire passer le numérique du statut de simple outil à celui d'argument rhétorique. Quoi de plus opaque et efficace que des formules mathématiques pour se tromper, tromper et frauder ? L'impasse intellectuelle est totale puisque tout ce qui ne peut être mesuré est méprisé. Comme le dira le prix Nobel d'économie Paul Krugman : « Nous ne voyons tout simplement pas ce que nous ne parvenons pas à modéliser[12]. » À la clef, impasse et ignorance intellectuelles. La complexité mathématique expulse du débat les profanes,

soit la quasi-totalité de la population et des décideurs, et masque à la fois les présupposés idéologiques des chercheurs et de leurs travaux, et parfois aussi la faiblesse des raisonnements, quand ce ne sont pas les erreurs ou les faussetés. Les mathématiques appliquées à l'économie et à la finance ressemblent au latin des médecins charlatans de Molière. La « superstition mathématique[13] » offre l'illusion de la vérité révélée aux experts, de la bonne politique économique aux gouvernants et des bons produits aux financiers.

La « science économique » mathématisée n'est souvent que le simple masque d'une idéologie libérale tentant de donner à quelques préjugés politiques les atours de la science et du naturalisme. Ce que Pierre Bourdieu expliquera avec justesse :

> Le monde économique est-il vraiment, comme le veut le discours dominant, un ordre pur et parfait, déroulant implacablement la logique de ses conséquences prévisibles, et prompt à réprimer tous les manquements par les sanctions qu'il inflige, soit de manière automatique, soit – plus exceptionnellement – par l'intermédiaire de ses bras armés, le FMI ou l'OCDE, et des politiques qu'ils imposent : baisse du coût de la main-d'œuvre, réduction des dépenses publiques et flexibilisation du travail ? Et s'il n'était, en réalité, que la mise en pratique d'une utopie, le néolibéralisme, ainsi convertie en *programme politique,* mais une utopie qui, avec l'aide de la théorie économique dont elle se réclame, parvient à se penser comme la description scientifique du réel ? Cette théorie tutélaire est une pure fiction mathématique, fondée, dès l'origine, sur une formidable abstraction : celle qui, au nom d'une conception aussi étroite que stricte de la rationalité identifiée à la rationalité individuelle, consiste à mettre entre parenthèses les conditions économiques et sociales des dispositions rationnelles et des

structures économiques et sociales qui sont la condition de leur exercice[14].

On ne s'étonnera donc pas que la science économique orthodoxe aura été majoritairement le porte-voix des milieux financiers – actionnaires et banquiers –, l'acmé de cette domination intellectuelle s'exprimant dans les enseignements des *business schools* et des MBA, organiquement et idéologiquement acquis au marché roi. L'utopie libérale, auréolée des oripeaux de la raison mathématique et de la science, provoque l'avènement du règne gestionnaire : le gouvernement des hommes devient gouvernance et la politique se corrompt en économisme.

Le prix Nobel d'économie – en réalité, le « prix de la Banque centrale de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel » – consacre à partir des années 1980 toute une série d'économistes libéraux dont les théories apporteront une justification à la dérégulation aveugle des marchés et à la financiarisation accélérée de l'économie. Par la magie de la nobélisation et de la mathématisation des raisonnements, la *croyance* ou la *superstition* selon laquelle le dieu Marché est sans failles acquiert une position de supériorité intellectuelle totale. Ces théories s'avéreront cruellement fausses à l'expérience. Labellisées par le monde académique et le Nobel, elles auront été d'utiles *outils de justification* permettant aux financiers internationaux d'avancer masqués. On admirera à ce titre la fameuse « hypothèse de l'efficience des marchés financiers » d'Eugène Fama, nobélisée en 2013, selon laquelle les marchés ont toujours raison, alors même que la réalité avait depuis longtemps battu en brèche cette théorie. Heureusement, un autre nobélisé, Joseph Stiglitz saura montrer combien l'idée même de « marchés efficients » constitue un dangereux oxymore.

La science économique libérale entretient parfois un rapport distant avec la vérité. Le pape de la religion néolibérale et du monétarisme,

Milton Friedman, est ainsi l'auteur, en 1953, d'un discours de la méthode devenu célèbre par son étrangeté : « The methodology of positive economics[15] ». Le futur nobélisé 1976 explique que le but d'une théorie économique est de proposer des prédictions valides mais que le réalisme des hypothèses est une question secondaire : seule compte leur valeur instrumentale, en un mot leur « rendement » au sens économique du terme. Ce qui signifie que si ces hypothèses « vraies » ou « fausses » fondent des théories aux prédictions exactes, leur usage est justifié. D'où ces lignes qui sonnent bizarrement :

> […] la relation entre la signification d'une théorie et le « réalisme » de ses « postulats » est presque l'inverse de celle ainsi suggérée. On pourra découvrir par exemple que les hypothèses véritablement importantes et significatives ont des « postulats » qui représentent très imparfaitement la réalité. En général, plus une théorie est significative, plus ses postulats sont (au sens que le terme peut prendre ici) irréalistes. La raison de ce phénomène est simple. Une hypothèse est importante si elle « explique » beaucoup à partir de peu, c'est-à-dire si elle extrait les éléments communs et cruciaux de l'ensemble des circonstances complexes entourant les phénomènes à expliquer, et permet des prévisions valides sur la base de ces seuls éléments. Une hypothèse, pour être importante, doit par conséquent avoir des postulats empiriquement faux ; elle ne doit prendre en compte et ne rendre compte d'aucune des nombreuses autres circonstances connexes, dans la mesure où son efficacité même révèle la non-pertinence de ces circonstances connexes pour expliquer les phénomènes concernés. Pour dire les choses de manière moins paradoxale, la question adéquate à poser concernant les « postulats » d'une théorie n'est pas celle de savoir s'ils sont empiriquement « réalistes », car ils ne le sont jamais,

> mais s’ils constituent des approximations suffisamment correctes par rapport au but recherché.

Milton Friedman affirme que l’économiste a le droit de postuler des faussetés ou des faits irréalistes pour autant qu’à l’aide de ces postulats il peut expliquer et anticiper des faits économiques. Des exégètes ont tenté de faire croire que Milton Friedman n’avait pas voulu écrire ce qu’il avait apparemment écrit et qu’il y avait un sens caché à ses propositions. En réalité, le fondateur de l’école de Chicago n’a fait que réinventer (involontairement ?) ce qu’est une idéologie ou une religion : un ensemble de prémices incertaines contre la promesse d’un avenir radieux. Sa théorisation vise à immuniser par avance la théorie économique néoclassique contre la réfutation par les faits et le devoir de tenir compte de la réalité. Comme c’est pratique pour pouvoir annoncer et/ou proposer à peu près n’importe quoi ! Le monétariste en chef soutient en définitive que la vérité de la science économique importe peu : seul le pouvoir prédictif constitue un critère de choix entre théories rivales. La valeur d’une théorie tiendrait ainsi plus à sa pertinence analytique (son « élégance ») qu’à sa justesse descriptive ! Sauf que l’économiste et ses adeptes feignent d’ignorer que ce douteux discours de la méthode « scientifique » méconnaît le pouvoir destructeur des « prophéties autoréalisatrices ». Venons-y.

La douteuse aventure des économistes Robert Merton et Myron Scholes, lauréats 1997 du prix Nobel d’économie, est savoureuse. Récompensés pour avoir développé une formulation mathématique novatrice de gestion du risque sur les marchés, ils sont loués par la presse unanime comme des génies de la finance. Adeptes de la théorie de l’équilibre parfait, ils « parient » que les cours reviennent toujours spontanément à l’équilibre. Au prix de quelques simplifications (!) indispensables pour rendre leur modèle utilisable, ils affirment pouvoir

déterminer les prix des options et autres dérivés, et donc donner une estimation de la perte maximale sur un investissement dans le courant de la journée suivante avec une probabilité de 99 %. Risque mathématisé signifiant risque maîtrisé. Grâce à ce modèle rassurant, la gestion du risque financier est censée devenir plus efficace. Ils pensent avoir découvert le Saint Graal de la finance de marché : la martingale absolue !

Toutefois, les deux nobélisés ne sont pas seulement des savants : ce sont aussi des acteurs du marché des dérivés, associés chez Long Term Capital Management (LTCM), un fonds spéculatif (*hedge fund*) créé en 1993 par John Meriwether, en partie grâce à leur réputation académique. Les tours de table financiers sont plus faciles avec l'investissement d'un tel crédit académique. Les traders de LTCM, formés aux théories des deux professeurs et désormais rebaptisés « stratèges », sont considérés comme des génies des mathématiques financières ; rien ne semble leur résister. LTCM est gagné par l'euphorie : ses positions sur les marchés représentent la masse hallucinante de plus de 1 250 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB de la France de l'époque. Plus LTCM reçoit d'argent de ses investisseurs, plus ses concurrents adoptent son modèle mathématique, réduisant mécaniquement les possibilités de gains. Car tout Wall Street se met à imiter les nouveaux génies de la finance. En septembre 1998, LTCM est déjà au bord de la faillite quand l'improbable se produit : la crise financière russe crée un choc sur les marchés obligataires qui prend à revers toutes les prévisions du fonds spéculatif. À l'instigation de la Réserve fédérale, LTCM est recapitalisé en urgence par un consortium de grandes banques d'affaires de Wall Street afin d'éviter un éclatement du système financier international ! Alors même que ce fonds n'emploie que 200 salariés et ne dispose que d'une centaine d'investisseurs ! La crise systémique est évitée de justesse et LTCM est fermé en 2000.

Avec le recul, la faillite pitoyable de LTCM résonne comme le galop d'essai de la crise de 2008. Merton et Scholes ont failli conduire la planète dans le mur en encourageant « […] d'énormes investissements reposant, explique Yanis Varoufakis, sur la supposition invérifiable que l'on peut estimer la probabilité d'événements que *son propre* modèle présume d'emblée comme étant non seulement improbables mais, en fait, non théorisables. Adopter une supposition logiquement incohérente dans ses théories est déjà mauvais en soi. Mais parier les fortunes du capitalisme mondial sur une telle supposition frise le criminel[16] ». Les deux professeurs-investisseurs font croire qu'il est possible d'estimer la probabilité d'événements financiers que leurs modèles théoriques supposent incalculable. Surtout, ils vendent, tant dans les enceintes académiques que sur les marchés, une stratégie de gains certains sur un marché hautement spéculatif où pourtant le gain n'existe que par le risque. Comprenne qui pourra. Ils promettent la prévision certaine, le portefeuille sans risque et la perfection des marchés. En résumé, ce sont à la fois de « gros matheux » et des vendeurs de vent[17].

Leur théorie toxique a été à deux doigts de conduire à une catastrophe financière planétaire et pourtant personne ne tire aucun enseignement de cette faillite. Par aveuglement pour certains, par intérêt bien compris pour d'autres, la chute de LTCM est diagnostiquée comme une *anomalie* : un événement isolé dont on ne peut tirer de leçon générale ! Pour la plupart à Wall Street, ils avaient certes perdu beaucoup d'argent mais « honnêtement ». En appliquant déjà la doctrine du *too big to fail*, la Réserve fédérale a encouragé Wall Street à prendre toujours plus de risques inconsidérés, ouvrant la voie à un futur désastre qui surviendra en 2008, alors qu'il eût fallu envoyer un autre message : celui de la discipline.

Yanis Varoufakis apporte la clef de cette escroquerie intellectuelle qui dépasse l'exemple de LTCM et de ses deux professeurs : « Les économistes ont su métamorphoser l'*ignorance* et ont réussi à la vendre

comme étant une forme de *connaissance prévisionnelle*[18]. » Ces théories de la finance sans risque permettaient de justifier les innovations financières des praticiens : « Les financiers ont ensuite construit de nouvelles formes de dettes sur une ignorance réétiquetée et érigé des pyramides sur la supposition que le risque avait été supprimé[19]. » Au début, les investisseurs convaincus par ces théories gagnent de l'argent, ce qui renforce le crédit des professeurs nobélisés et de leurs théories. « Ainsi, la *finance toxique* et la *théorisation toxique* devenaient des processus d'autorenforcement mutuel[20]. » Autrement dit, les professeurs se trompent et trompent, puis leurs « erreurs » servent de manière providentielle à fournir une base théorique à des manipulations aux conséquences quasi criminelles. Ce processus de renforcement mutuel entre la théorie et la pratique ne dure qu'un temps : jusqu'à la tragédie. Or il s'agit ni plus ni moins que d'une mécanique de prophétie autoréalisatrice : une prophétie qui modifie des comportements de telle sorte qu'ils font advenir ce que la prophétie annonce ! En matière financière, ce mécanisme est crucial pour expliquer les grandes euphories à l'origine des bulles et des escroqueries pyramidales.

Le destin de LTCM est plein d'ironie : qui a théorisé les phénomènes de prophétie autoréalisatrice et d'anomie des élites en sociologie ? Un certain Robert K. Merton, le père de l'économiste-investisseur-nobélisé, dans un ouvrage de référence datant de 1949 : *Social Theory et Social Structure*[21]. Relu à l'aune des acrobaties du fils, le livre du père est étrange tant il peut se lire comme une prévision théorisée des futurs errements de son rejeton. Professeur à l'Université Columbia et fondateur de la sociologie fonctionnaliste, Robert K. Merton développe la notion de prophétie autoréalisatrice sous l'appellation initiale de « prédiction créatrice » : « La prédiction créatrice débute par une définition *fausse* de la situation, provoquant un comportement nouveau qui rend *vraie* la conception, fausse à l'origine. La spécieuse véracité de la prédiction

créatrice engendre une suite d'erreurs. Car le prophète arguera des événements pour montrer qu'il avait raison[22]. » Il note ainsi que prophétiser l'effondrement d'une banque suffit à la provoquer : la prédiction est « destructrice ». Autrement dit, « les croyances collectives engendrent leur propre réalisation ».

Le chapitre suivant de ce classique de la sociologie, « Anomie et déviance », fournit – dans le prolongement des travaux de deux illustres prédécesseurs, Emile Durkheim et Edwin H. Sutherland – une clef de compréhension du comportement déviant des élites : « […] certaines formes de comportement déviant sont aussi normales psychologiquement que le comportement conformiste, ce qui remettra en question l'identité entre déviance et anormalité[23]. » Dans les sociétés contemporaines obnubilées par l'argent, les objectifs et les moyens ont tendance à diverger : « La société peut amener les individus à concentrer leur force de conviction et d'émotion sur des objectifs qu'elle approuve, sans les inciter à défendre avec la même force les méthodes prescrites pour parvenir à ces fins. » « Les exigences de l'efficacité technique » priment alors, « la société devient de plus en plus instable et présente des phénomènes toujours plus nombreux de ce que Durkheim a appelé "anomie" (ou absence de normes) ». « Ce processus d'exaltation des fins entraîne une démoralisation (au sens littéral du mot) ». Le diagnostic porté est cinglant : « Dire que le succès financier fait partie de la civilisation américaine, c'est constater simplement que les Américains sont bombardés de tous côtés par les préceptes selon lesquels on a le droit et même le devoir de proposer ce but, en dépit de toutes les frustrations[24]. »

Il est amusant de relever que le professeur Merton avait compris le rôle de l'innovation dans la déviance des élites quand il souligne que, chez les individus d'un niveau économique élevé, il n'est pas rare que la pression en faveur de l'innovation rende imprécise la distinction entre les pratiques régulières et irrégulières. Comme Thorstein Veblen l'avait fait

remarquer dès 1899 : « Dans certains cas il est difficile, parfois impossible jusqu'au jugement du tribunal, de dire s'il s'agit d'une habilité commerciale digne d'éloges ou d'une malhonnêteté qui mérite la prison. L'histoire des grandes fortunes est celle d'individus tendus vers les innovations d'une légitimité douteuse[25]. » D'une certaine manière, la prophétie du père (1949) annonce les fautes du fils (1999). Pour disculper le (fils) financier, on pourrait aussi reprendre une des distinctions importantes théorisées par le (père) sociologue : entre les motivations conscientes et les conséquences objectives non voulues d'un comportement social, autrement dit entre les intentions et les conséquences fonctionnelles de l'action. Le fils fut-il un simple apprenti sorcier provoquant une faillite géante ou un filou exerçant à l'université et sur les marchés ? Savant fou ou voyou en col blanc ? (Codicille 10.)

La période d'euphorie néolibérale (1980-2000) aura été celle des grands alchimistes parvenant à faire accroire à des transmutations providentielles : l'ignorance devient connaissance prévisionnelle et des prêts *subprimes*/hypothécaires toxiques deviennent des produits financiers innovants (CDO et CDS). Il faudrait alors sonder les reins et les cœurs pour pouvoir séparer d'un côté le bon grain (relatif) de l'erreur et du risque irresponsable et de l'autre côté l'ivraie (absolue) de la fraude pensée et assumée. La science économique libérale aura réussi à imposer un nombre conséquent de théories sinon fausses du moins jamais démontrées : l'efficience des marchés, la loi de l'offre et de la demande, etc. Parmi ces fausses théories, la plus utile fut probablement celle dite du « ruissellement » (*Windfall*) puisqu'elle permit de légitimer l'accroissement abyssal des inégalités des revenus. L'idée a l'apparence du bon sens : laissons les riches s'enrichir toujours plus car cette richesse ruissellera ensuite du haut vers le bas, en direction des classes moyennes et pauvres. Les dépenses et les investissements des riches toujours plus riches retomberont en pluie fine sur les classes inférieures. Les images les plus

indécentes viennent à l'esprit : les pauvres sont invités au banquet des riches en espérant que tombent de la table quelques bas morceaux. Sous-entendu : faisons confiance au libre marché et limitons la redistribution par l'État. Dans une version encore moins élégante, il s'agit d'espérer que le gros finira par donner au pauvre son pantalon, faute de pouvoir l'enfiler à force de bombances. Autrement dit, pour faire du bien aux pauvres, il convient que les plus riches poursuivent leur goût pour l'accumulation névrotique. Dans les faits, la pertinence de cette théorie ne fut jamais vérifiée : elle est même systématiquement démentie. La richesse croissante des riches n'atteint que marginalement les classes inférieures. La traduction politique de cette pure mystification se résume par le triptyque : allègement des impôts des plus riches, réduction des prestations sociales, stagnation des revenus du travail.

Une théorie économique connexe, celle dite de l'offre, aboutit aux mêmes résultats : la faiblesse de la croissance économique s'explique par les obstacles que rencontrent les acteurs économiques étranglés par trop de réglementations et d'impôts : prélèvements excessifs (cotisations sociales et impôts), salaires insuffisamment soumis à la concurrence du marché, régulation excessive des marchés économiques et financiers, etc. Le goût amer du ruissellement n'aurait pu passer sans l'adjonction d'une douce propagande politique vantant les vertus des inégalités. Il était indispensable pour cela de propulser les discours sur la « performance » et surtout de détourner le discours sur la *méritocratie* : au nom de la récompense du risque et du talent, il convenait de n'apporter aucune limite aux rémunérations des élites, tout en vantant les bienfaits de l'austérité salariale pour les inférieurs. Cependant, il y eut bien un effet de « ruissellement », non du haut vers le bas mais du bas vers le haut. Avec un brin de ruse et de cynisme, les politiques néolibérales ont pratiqué un « ruissellement inversé » : l'argent est ainsi passé de la base de la pyramide à son sommet.

Depuis les années 1980, dans la plupart des pays occidentaux, les politiques néolibérales, portées par des pouvoirs ou de « droite » ou de « gauche », ont eu pour résultat de redistribuer les revenus des pauvres vers les riches : déréglementation financière favorisant les gains spéculatifs, libéralisation du commerce créant une pression à la baisse sur les salaires, etc. Le « ruissellement du bas vers le haut » a donné vie à une *finance de la prédation* sur les revenus et l'épargne des basses classes de la société. La crise des *subprimes* en a apporté une démonstration irréfutable par le mécanisme des prêts hypothécaires douteux puis titrisés. Il s'agit en toute hypothèse de *pomper toujours plus d'argent* à la base de la pyramide sociale. Peu importe le procédé : exemptions d'impôts pour les riches, manipulations du marché du crédit par les banques, etc. La mondialisation financière n'aura bénéficié qu'à une infime minorité au détriment du plus grand nombre.

L'exacerbation des inégalités ainsi justifiée est source de périls majeurs pour l'avenir : malaise éthique (indécence), fragilisation de la cohésion sociale (un contrat social abîmé), grippage de la machine économique (baisse de la consommation), instabilité financière (bulles hypothécaires et boursières), oligarchisation/ploutocratisation (concentration du pouvoir politique et économique). On ne soulignera jamais assez le lien historique, qui tient plus de la causalité que de la corrélation, entre financiarisation croissante des économies, ascension des inégalités, prédations frauduleuses et crises financières. La hausse des inégalités depuis les années 1980 est largement due aux *manipulations* du système financier, certaines légales par le changement des règles du jeu obtenues par la haute finance (recherche de rentes prédatrices) et ses complices politiques, d'autres franchement illégales mais impunies (fraudes systémiques).

La haute finance grise n'a jamais cessé de promouvoir une idéologie simple promue par les économistes dominants. Ses cinq mantras ont le

mérite d'être identiques d'un continent à l'autre. 1° L'assistanat à géométrie variable : le moins possible pour les classes inférieures (baisse des prestations sociales) et le plus régulièrement pour les banques (les sauver après une crise : *to big to fail*). 2° La privatisation et la déréglementation comme projet permanent. 3° La limitation des impôts et de leur progressivité. 4° Une politique monétaire se concentrant sur la lutte contre l'inflation et non sur la création d'emplois. 5° Le déficit budgétaire présenté comme le mal absolu.

Maurice Allais vit juste, très tôt, lorsqu'il écrivit : « Ces quarante-cinq dernières années ont été dominées par toute une succession de théories dogmatiques, toujours soutenues avec la même assurance, mais tout à fait contradictoires les unes avec les autres, tout aussi irréalistes, et abandonnées les unes après les autres sous la pression des faits. À l'étude de l'histoire, à l'analyse approfondie des erreurs passées, on n'a eu que trop tendance à substituer de simples affirmations, trop souvent appuyées sur de purs sophismes, sur des modèles mathématiques irréalistes et sur des analyses superficielles du moment[26]. » Lors de sa remise du prix Nobel, il eut la modestie de rappeler que l'économie n'était rien d'autre en définitive que de la psychologie (typique par exemple chez John M. Keynes) et de l'histoire, lui qui se définissait avant tout comme un « amateur » ne pouvant à ce titre avoir été « conditionné par l'enseignement et la répétition incessante des vérités établies[27] ».

Au final, dans la sphère financière, l'addition de toutes ces théories fausses a permis de faire accroire que les marchés pouvaient monter jusqu'au ciel – le marché des prêts hypothécaires aux États-Unis –, que les bulles spéculatives n'existaient pas, que la finance pouvait croître indéfiniment sans risque et accumuler des dettes et des paris placés sur le dos de ces dettes sans aucun lien avec l'économie réelle.

Et s'il n'y avait que les théories frelatées ! Car il y a aussi les *concepts truqueurs*, tel ce fabuleux acronyme anglais au destin mondial : BRIC. Que

n'a-t-on lu et entendu sur ces nouveaux émergents – Brésil, Russie, Inde, Chine – qui devaient devenir les futurs champions de l'économie capitaliste ? Une armada d'éditorialistes et d'universitaires se sont faits les propagandistes enthousiastes et sans recul critique d'une parfaite illusion politique et économique. Tous ont gobé l'hameçon sans se préoccuper du pêcheur et encore moins de la proie. Le fait que cette providentielle découverte émane du monde de la finance, en l'occurrence de la banque Goldman Sachs, n'a soulevé aucun questionnement[28]. On peut comprendre que les nouveaux élus n'aient pas rechigné face à un tel honneur : la première division du capitalisme. L'*hubris* commande. Personne ne s'est avisé que la banque, en inventant ce concept, pouvait poursuivre un objectif moins désintéressé que la science : inciter de nouveaux pays miraculeusement adoubés dans la première classe mondiale à goûter aux « nouveaux produits financiers ». Ce concept bric-à-brac marie pourtant torchons et serviettes, niant les facteurs de différenciation (histoire, mœurs, culture, etc.) au profit d'une vague homogénéité issue d'indices économiques incertains. Si l'on comprend le sens de la supercherie imaginée par la banque new-yorkaise, l'aveuglement collectif des universitaires et des éditorialistes l'est moins. Une décennie plus tard, les BRIC ont montré leurs limites, la plupart révélant des facettes majeures de leur développement ignorées des « analystes financiers » : un moteur économique grippé, la corruption et le crime organisé. Le bricolage de pur marketing financier a pourtant fasciné au point de se transformer à la vitesse de l'éclair en vérité géopolitique.

Comprenons le sens du tour de magie financier : le truc de marketing devait simplement servir de brise-glace afin d'ouvrir de nouveaux marchés aux appétits de la haute finance : « Vous, les pays méprisés et oubliés, êtes désormais éligibles à la modernité (financière) : venez donc goûter les meilleurs fruits de la prospérité des Occidentaux. » La banque Goldman Sachs finira par avouer ultérieurement qu'elle avait mis en

circulation une simple marque. Son économiste en chef John O'Neill, inventeur de l'acronyme magique, expliquera qu'il s'agissait en fait d'un « simple accessoire mental » (« *simple mental prop* ») : un effet d'annonce, une recette de camelot. On pourra toujours considérer que la banque américaine ne faisait que proposer à sa clientèle des produits financiers en pariant sur les « grandes économies émergentes » : elle se lançait en fait dans une prophétie autoréalisatrice qui, une fois passé le temps de l'euphorie artificiellement suscitée, ne pourrait que sombrer (Codicille 10).

À partir de cette première loi, de ce fondement idéologique, tout n'est ensuite que conséquences logiques.

• *Deuxième loi : inventer des produits financiers faux/contrefaits* afin de s'emparer du butin.

Les exemples abondent. La plus grande crise financière depuis 1929 aura été déclenchée quatre-vingts ans plus tard en 2008 par l'accumulation de prêts hypothécaires contrefaits, en partie par des débiteurs indélicats mais en grande majorité par des banquiers prédateurs. La seule évocation des surnoms que ces prédateurs donnaient aux prêts *subprimes* révèle la véritable nature tant de ces produits toxiques que de leurs cyniques intentions : prêts prédateurs, prêts à neutrons (qui détruisent les individus et laissent intactes les maisons), prêts fantômes/NINJA (pour des ménages n'ayant « *no income, no job, no asset* »). Les populations les plus vulnérables et donc les moins solvables – en l'occurrence les minorités ethniques, les personnes âgées, les femmes seules, les pauvres et les personnes handicapées – furent ciblées et incitées à accepter des prêts perclus de fraudes : abus de confiance, faux en écritures, escroqueries, abus de faiblesse, etc. Tous ces prêts contrefaits furent ensuite structurés dans des produits financiers innovants, les CDO, notés de manière élogieuse (AAA) mais erronée et en fait truquée, afin de pouvoir être

revendus aisément auprès d’investisseurs dupes et naïfs, conseillés de manière frauduleuse afin de leur dissimuler les risques.

Et que dire de la nouvelle martingale qui structure désormais l’essentiel des marchés, le trading à haute fréquence (*high frequency trading*) ? L’exécution à très grande vitesse (micro- ou nanoseconde) d’opérations financières en masse par des algorithmes s’accompagne d’un petit tour de passe-passe qui en constitue le cœur : injecter des liquidités fantômes sur les marchés. En effet, les neuf dixièmes de ces transactions sont annulées à peine lancées. Ces fausses opérations ne servent en réalité qu’à cartographier les marchés afin de devancer les concurrents plus lents. Le procédé permet par ailleurs toutes les manipulations de cours les plus complexes et les moins visibles et une spéculation de tous les instants. Enfin, l’économie globale d’un tel système s’apparente à une forme de délit d’initié systémique ou de *front running* électronique.

• *Troisième loi : inventer de faux gardes-chasses afin d’aider les vrais braconniers*.

On pourrait tout autant écrire que les gardes-chasses se sont transformés en braconniers. Nombre d’instances qui devaient contrôler, réguler, surveiller et sanctionner se sont retrouvées neutralisées, comme au service des institutions financières. Le fermier a ouvert la porte de la bergerie aux loups. Pris en otages, ou serfs volontaires, les gardiens sont passés à l’ennemi. Et l’on sait depuis les *Satires* du poète romain Juvénal jusqu’à quelles interrogations angoissées conduisent ces situations : *Quis custodiet ipsos custodes ?* La crise des *subprimes* aura exposé jusqu’à plus soif la capture des organes en charge de la tutelle des institutions financières. Les causes et les mécanismes de cette capture nourrissent à eux seuls des thèses et des ouvrages savants ; contentons-nous de constater le phénomène pour en souligner la gravité. Évidemment, le meilleur moyen de neutraliser un système de contrôle est encore d’institutionnaliser les carrières croisées entre le secteur public et le monde financier. Nous

avons déjà évoqué le sujet. L'autre procédé, tout à fait compatible avec le précédent, consiste soit à nommer à la tête des organes de régulation des responsables qui ne veulent pas contrôler – acquis par exemple à une dérégulation dure des marchés –, soit à leur refuser tout moyen de contrôle à la hauteur de la tâche. Ou les deux. La capture la plus pernicieuse et probablement la plus efficace étant celle de l'intelligence, lorsque les contrôleurs sont philosophiquement acquis aux menées des contrôlés.

Les deux grandes crises financières subies par les États-Unis entre les années 1980 et 2000 – les *Savings and Loans*, puis les *subprimes* – ont illustré jusqu'à la caricature ce qu'il en coûte de nommer régulateurs des antirégulateurs convaincus. De multiples organes de régulation – et il n'en manque pas aux États-Unis ! – auront vu passer à leur tête des idéologues de la non-régulation. On imagine avec quelle fermeté ces régulateurs ont fait respecter les règles. C'est ainsi que l'idéologue libéral Alan Greenspan, à la tête de la Réserve fédérale durant presque deux décennies (août 1987-janvier 2006), aura présidé à deux bulles financières majeures : l'éclatement de celle des technologies en 2000-2001, puis celle de l'immobilier en 2007-2008. Mais, marabouté comme il l'était par les élucubrations de la romancière Ayn Rand, tout s'explique…

Et on se souviendra longtemps de ces auditeurs et inspecteurs de la SEC, l'autorité des marchés financiers des États-Unis, qui plusieurs fois par an se rendaient chez Bernard Madoff en mission pour ne rien voir. De simples juristes bien jeunes et inexpérimentés, ne comprenant rien à la finance, qui en partant laissaient sur le bureau de l'escroc insoupçonné un curriculum vitae dans l'espoir d'une embauche. Dans un accès de sincérité, entre le comique et le pathétique, la SEC documentera elle-même ces épisodes dignes des Marx Brothers dans un volumineux rapport de 200 pages[29].

• *Quatrième loi : inventer une novlangue afin de masquer la fraude.*

Le meilleur moyen de modifier la réalité consiste encore à la qualifier de manière trompeuse. Le vocabulaire piégé de la haute finance n'a ici rien à envier au *newspeak* d'Oceania dans *1984*. La novlangue financière vise comme chez George Orwell à dissoudre l'esprit critique : « à restreindre les limites de la pensée ». Les mots précédant les pensées, si une chose ne peut être dite avec exactitude, elle ne peut donc être pensée et disparaît. Le dictionnaire de la novlangue financière, hybride de jargon professionnel et académique, est riche en chausse-trapes. Un tableau à double entrée du mensonge débuterait ainsi :

Vérité	**Mensonge**
Spéculation	Investissement
Spéculateur	Teneur de marché/investisseur
Prêt frauduleux/prédateur	Prêt non performant, créance douteuse
Fonds spéculatif	Intermédiaire financier
Optimisation/évasion fiscale	Avantage fiscal sélectif
Trading à haute fréquence	Trading automatisé
Absence de règles/dérégulation	Fluidité/liquidité des marchés
Produits financiers toxiques	Produits financiers innovants
Etc.	

L'industrie du marketing et de la publicité aide puissamment à tromper les clients avec ses slogans séduisants du type : « Tous propriétaires ! », afin de vendre du crédit à ceux qui ne peuvent rembourser sans se saigner aux quatre veines. Mais cette *haute finance du mensonge* ne se comprend dans toute sa dimension stratégique et historique qu'une fois replacée dans son contexte : elle ne représente en effet qu'*une des manifestations de la politique du mensonge* que l'impérialisme américain a tenté d'installer à

partir des années 1980. La guerre en Irak (2003) s'est ainsi construite, comme nous l'avons vu, sur le mensonge d'un « Irak État terroriste ».

CHAPITRE 5

Les lois de la servitude volontaire

Reste le *grand silence sur la faute originelle*. Comment ignorer que les États sont devenus *otages* d'une finance suzeraine ? La rançon à payer est lourde, sans espoir de libération à court terme. La vassalisation des États et des peuples tient à l'abandon de toute souveraineté monétaire au profit des banques privées. C'est une tragédie de l'abandon, en trois actes.

Acte I : le premier abandon

La création monétaire est désormais assurée à 90 % par les banques privées et à 10 % par les banques centrales qui, par ailleurs, se sont vu accorder un statut d'indépendance par rapport aux pouvoirs élus, exécutif et législatif. Les États ont cédé leur droit régalien de battre monnaie au profit des banques privées. Cette monnaie-crédit assure aux banques une jolie rente. Maurice Allais a porté un jugement sans appel sur ce mécanisme méphitique. Selon lui, toutes les difficultés rencontrées par les économies contemporaines résultent de la méconnaissance d'un fait fondamental : aucun système décentralisé d'économie de marché ne peut fonctionner correctement si la création incontrôlée *ex nihilo* de nouveaux moyens de paiement permet d'échapper, au moins pour un temps, aux ajustements nécessaires. « En fait, sans aucune exagération, le mécanisme actuel de la création de monnaie par le crédit est certainement le “cancer” qui ronge irrémédiablement les économies de marché de propriété privée[1]. » Ce qui conduit l'économiste nobélisé à un diagnostic cinglant :

> Dans son essence, la création de monnaie *ex nihilo* actuelle par le système bancaire est identique, je n'hésite pas à le dire pour bien faire comprendre ce qui est réellement en cause, à la création de monnaie par les faux-monnayeurs, si justement condamnée par la loi. Concrètement, elle aboutit aux mêmes résultats. La différence est que ceux qui en profitent sont différents[2].

Telle est la raison pour laquelle le système financier est profondément *instable*. Retirer aux banques privées leur pouvoir de création monétaire sera le grand acte révolutionnaire des décennies à venir. L'idée chemine. Elle germe en Islande, pays dont nous reparlerons, depuis un rapport de 2015 du président du comité des affaires économiques du Parlement, Frosti Sigurdjonsson, portant sur la réforme du système monétaire islandais. En Suisse, une initiative populaire dite « monnaie pleine » de 2015 vise un objectif identique.

La création monétaire privée explique l'orgie de spéculation qui frappe l'économie contemporaine. Les pratiques déviantes des institutions financières sont admises au-delà de l'entendement. Il est ainsi étrange que la spéculation soit entrée dans les mœurs, acquérant sinon des lettres de noblesse du moins une banalité confinant à la normalité. Si la couverture d'un risque économique relève du bon sens et de la nécessité – se prémunir contre des évolutions erratiques de cours –, la pratique admise du pari financier généralisé étonne. Une couverture de risques est l'exact contraire d'un pari et c'est pourtant sous le même terme que ces réalités antinomiques sont nommées, ou plus exactement que l'une dissimule l'autre. John M. Keynes rappelait que cette spéculation du pari est le monde des faux investisseurs.

> Ils [les spéculateurs] se préoccupent non de la valeur véritable d'un investissement pour un homme qui l'acquiert afin de le mettre en

portefeuille, mais de la valeur que le marché, sous l'influence de la psychologie de masse, lui attribuera trois mois ou un an plus tard[3].

La finance a été transformée en un grand casino mondialisé et numérisé. Le diagnostic de cette dérive du capitalisme n'est pas nouveau. L'auteur de la *Théorie générale* rappelait dès 1936 que les spéculateurs peuvent être aussi inoffensifs que des bulles d'air. « Mais, soulignait-il, la situation devient sérieuse lorsque l'entreprise n'est plus qu'une bulle d'air dans le tourbillon spéculatif. Lorsque dans un pays le développement du capital devient le sous-produit de l'activité d'un casino, il risque de s'accomplir en des conditions défectueuses[4]. »

Maurice Allais reprendra cette analyse en 1999, en la modernisant. Selon lui, qu'il s'agisse de la spéculation sur les monnaies, sur les actions ou sur les produits dérivés, « le monde est devenu un vaste casino où les tables de jeu sont réparties sur toutes les longitudes et toutes les latitudes[5] ». Le grand économiste expliquait que le jeu et les enchères, auxquelles participent des millions de joueurs, ne s'arrêtent jamais. Aux cotations américaines se succèdent les cotations à Tokyo et à Hong Kong, puis à Londres, Francfort et Paris. Il rappelait que, partout, la spéculation est favorisée par le crédit puisqu'on peut *acheter sans payer et vendre sans détenir*. « On constate le plus souvent, notait-il, une dissociation entre les données de l'économie réelle et les cours nominaux déterminés par la spéculation. Sur toutes les places, cette spéculation, frénétique et fébrile, est permise, alimentée et amplifiée par le crédit. Jamais dans le passé elle n'avait atteint une telle ampleur[6]. » Maurice Allais soulignera les implications profondes de cette spéculation généralisée à la fois sur l'économie et l'organisation sociale. En effet, pour lui, que les Bourses soient devenues de véritables casinos, où se jouent de gigantesques parties de poker, ne présenterait guère d'importance après tout, les uns gagnant ce que les autres perdent, « si les fluctuations générales des cours

n'engendraient pas, comme elles le font, *de profondes vagues d'optimisme et de pessimisme, qui influent considérablement sur l'économie réelle*. Là apparaît le caractère *déraisonnable et nocif* du cadre institutionnel actuel des marchés boursiers. *Le système actuel est fondamentalement antiéconomique et défavorable à un fonctionnement correct des économies.* Il ne peut être avantageux que pour de très petites minorités[7] ».

Un quart de siècle plus tard, que dirait l'économiste après la crise des *subprimes* ? Depuis, la spéculation massive et le pouvoir des financiers n'ont cessé de se développer. On ne souligne pas assez comment la spéculation sur les cours des matières premières (blé, sucre, bois, pétrole, gaz, etc.) tue et paupérise avec régularité et discrétion, qui plus est aujourd'hui au rythme et dans l'opacité du trading à haute fréquence. La volatilité induite par la spéculation/manipulation des cours n'enrichit que les financiers : les perdants sont les consommateurs qui achètent à la hausse et les producteurs qui vendent à la baisse. C'est ainsi que la financiarisation excessive des marchés agricoles met en danger la sécurité alimentaire mondiale.

Keynes et Allais pointaient donc du doigt la création incontrôlée de monnaie par les institutions financières privées et y voyaient la source des crises financières contemporaines. Constatant que « toutes les grandes crises des XVIIIe, XIXe et XXe siècles ont résulté du développement excessif des promesses de payer et de leur monétisation[8] », Maurice Allais préconisait donc une réforme radicale : « la création monétaire doit relever de l'État et de l'État seul », en l'occurrence la Banque centrale[9]. L'économiste en tirait une conclusion elle aussi radicale sur les structures bancaires et financières avec une « dissociation totale des activités bancaires ». Des établissements distincts devaient émerger : des banques de dépôt (encaissements et paiements), des banques de prêt (crédits) et des banques d'affaires (investissements dans les entreprises). On est très loin des acrobaties de Goldman Sachs ou de la Société générale.

Simultanément, cette nouvelle organisation bancaire et financière aurait pour corollaire d'une part « l'attribution à l'État, c'est-à-dire à la collectivité, des gains provenant de la création monétaire, et l'allègement en conséquence des impôts actuels », et d'autre part « un contrôle aisé par l'opinion publique et par le Parlement de la création monétaire et de ses implications[10] ». Cependant, Maurice Allais n'était pas dupe du fait que ces profonds changements « heurteraient naturellement de puissants intérêts ». Qui aurait pu en douter ? Et pourtant la situation est claire : les banques systémiques sont responsables de la formation de multiples bulles spéculatives, toutes prêtes à exploser un jour, telles des bombes à retardement n'attendant que des détonateurs conjoncturels.

Acte II : le deuxième abandon

La plupart des États, la France en tête depuis une piteuse loi du 3 janvier 1973, financent leur dette publique en empruntant sur les marchés. Renoncer à financer sa dette par l'épargne intérieure revient à mettre spontanément sa tête sur le billot des marchés.

Acte III : le troisième abandon

Les institutions financières sont libres de grossir sans restriction. Elles sont devenues à la fois trop grosses pour être régulées, réformées, punies en justice (*too big to jail*) et mises en faillite (*too big to fail*). Elles se sont dotées de la sorte d'un *capital d'impunité* politique, judiciaire et financier. La course à la taille ne peut pas s'analyser comme une conséquence malheureuse du fonctionnement des marchés financiers, mais plutôt comme un objectif en soi, destiné à acquérir de la puissance. Ces puissances financières peuvent au final manipuler à souhait : le pouvoir politique, les marchés financiers, leur clientèle et les opinions publiques.

La vassalisation des États est achevée. Ce ne sont plus les puissances politiques qui contrôlent les marchés, y compris quand ils se dotent de dirigeants affirmant que « leur ennemi, c'est la finance », mais les marchés qui disciplinent les États. Et plus les États s'endettent pour sauver les banques, plus les banques ont prise sur les États. Ce renversement de rapport de force explique pourquoi les États peinent à réguler les marchés financiers, à leur imposer de véritables sanctions et comment les grandes banques orientent les politiques économiques. En perdant de son *imperium*

et de sa hauteur, l'État est réduit symboliquement et techniquement au rang d'actif financier ordinaire, à l'image de n'importe quel particulier ou entreprise. De maître, il est devenu esclave.

La généalogie de cette servitude est complexe ; elle n'en comporte pas moins un élément crucial : l'*asservissement des classes politiques* à la haute finance. L'argent de la haute finance et des milliardaires fait souvent la politique. Vérité d'évidence dans les régimes autoritaires mais aussi, de manière plus dérangeante, dans nombre de démocraties, et non la moindre : les États-Unis d'Amérique, cœur financier du monde. Là, l'argent parle et même hurle. Il a totalement noyauté la classe politique américaine avec le financement débridé des campagnes électorales par les milliardaires et toutes les industries en recherche d'influence : Wall Street en tête. Ce mal ancien a été gravé dans le marbre constitutionnel des États-Unis suite à deux arrêts de la Cour suprême ayant décidé que les particuliers (*Buckley v. Valeo*, 1976) puis les entreprises (*Citizens United*, 2010) pouvaient financer sans limites les campagnes électorales. Au nom d'une lecture absolutiste du premier amendement de la Constitution sur la liberté d'expression, les juges ont ouvert la porte à une capture de la classe politique américaine par les puissances d'argent, milliardaires et lobbies. La haute finance en a été le premier bénéficiaire. Les élections se sont transformées en de sinistres « enchères silencieuses[11] » au « profit » des plus riches qui considèrent les politiciens légalement achetés comme des obligés. Le milliardaire en odeur de Mafia, Donald Trump ne s'en cache pas : « Je donne à tout le monde. Quand ils appellent, je donne. Et vous savez quoi ? Quand j'ai besoin de quelque chose de leur part deux ans après, trois plus tard, je les appelle, et ils sont avec moi[12]. » Les États-Unis ont légalement basculé dans ce qui s'apparente, selon les critères de la pensée politique, à une ploutocratie. Cette *corruption légale* du système en faveur des plus riches (le 1 %) est d'autant plus corrosive et efficace que la moitié des Américains ne vote pas. Le résultat est connu : l'argent des

milliardaires et des lobbies sélectionne les « bons » candidats (démocrates ou républicains) qui voteront les « bonnes » lois. Les politiques de dérégulation renforçant l'*imperium* de Wall Street trouvent là leur fondement le plus solide. Puis, par effet d'entraînement, le reste du monde a suivi les injonctions de l'empire. Dans une perspective historique, on remarque ainsi comment la dérégulation financière a été enfantée par une dérégulation des dépenses électorales, à travers deux arrêts de justice qui auront fonctionné comme des armes de destructive massive de la démocratie américaine (Codicille 11).

Au final, il existe *un rapport non de corrélation mais de causalité* entre d'une part l'affaiblissement des États et d'autre part la nouvelle puissance des banques. Le surendettement des États d'un côté et les bilans indécents des banques de l'autre. Un système de « vases communicants » ou de « jeu à somme nulle ». Que les grandes institutions financières ne cessent de travailler contre l'intérêt général, dans un seul objectif de pure cupidité de court terme est un *fait* que décrit *même* la directrice du Fonds monétaire international (FMI) en tentant de le maquiller sous le pitoyable concept de « capitalisme inclusif[13] ». Comment les dirigeants de nos démocraties ne s'opposent-ils pas à ce hold-up démocratique ? N'y a-t-il déjà plus rien à faire ? Peut-être pas…

CHAPITRE 6

La dissuasion du faible au fort : la voie islandaise

« Le peuple, par sa faute, a perdu la confiance du gouvernement, / Et ce n'est qu'en travaillant dur, / Qu'il pourra la regagner. Dans ce cas, ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? »

Bertolt BRECHT, *La Solution*.

Que le pouvoir disciplinaire de la finance soit considérable est désormais *un fait*. La crise grecque aura sonné le tocsin des dernières illusions en la matière. Toutefois la résignation n'est jamais bonne conseillère, surtout quand un chemin existe pour déjouer le piège. La voie islandaise de sortie de crise est ainsi riche d'enseignements. La victoire islandaise était au départ *inenvisageable*, tant les forces en présence semblaient déséquilibrées.

Les Islandais se sont retrouvés dans la position du faible (un petit peuple écrasé par les dettes) face au fort (des puissances financières cupides). Alors que la crise éclate en 2008, l'économie de l'île explose sous le poids d'un système bancaire hypertrophié représentant 10 fois la taille de son PIB (2007). L'Islande, connue jusque-là pour être un désert financier hyperréglementé, était devenue un fonds spéculatif. Le pays se découvrait une richesse inédite en devenant au début des années 2000 le cinquième pays le plus riche du monde grâce à une stratégie de croissance fondée sur la déréglementation financière. Désormais au bord du gouffre, les créanciers tiennent alors tout un peuple en joue. Dans ce conflit asymétrique – pour user du jargon stratégique contemporain –, et afin de ne pas être asservi à une dette illégitime pour des décennies, les Islandais choisissent spontanément une tactique de *contre-insurrection* redoutablement efficace. Celle-ci n'aura été empruntée à aucun des grands théoriciens de la guerre révolutionnaire du XXe siècle ; si ce n'est indirectement et dans une version *pacifique et fluide* : les Islandais furent à la fois le « brouillard » de Lawrence d'Arabie (« être partout et nulle part ») et le « poisson dans l'eau » de Mao Tsé-toung (« s'immerger dans la population »). En réalité, c'est surtout au registre de la *désobéissance civile* (La Boétie, Henry David Thoreau, Gandhi, Martin Luther King, etc.) que ce peuple a dû son salut. Que s'est-il passé ?

Conformément à la doctrine ordo-libérale, l'État et les contribuables islandais devaient en partie assumer la responsabilité des dettes extérieures, principalement celles dues aux fonds dits Icesave, filiale en ligne de la banque Landsbanki, qui avaient attiré pendant des années avec des intérêts élevés de nombreux épargnants étrangers, surtout britanniques et hollandais. Les gouvernements de Grande-Bretagne et des Pays-Bas exigèrent que l'État islandais rembourse ces fonds, soit près de 4 milliards d'euros, une dette colossale ramenée par tête d'habitant islandais. Le gouvernement islandais négocia avec les deux pays et le Parlement de

Reykjavik accepta le résultat des négociations par une loi (2009) réglant les modalités de remboursement.

Mais le peuple islandais refusa de payer pour les errements de ses banquiers et de ses politiciens qui avaient transformé tout un pays en casino. Les Islandais sortirent dans les rues avec leurs casseroles pour s'opposer aux choix de leur classe politique, estimant que les spéculateurs étrangers devaient eux-mêmes supporter les conséquences de leurs décisions passées. Dans ce pays paisible sans armée ni tradition contestataire, ces protestations de rue résonnèrent comme un coup de tonnerre. Le discours des manifestants fut simple : « Est-il moralement et juridiquement justifié de transférer les dettes à l'État et aux contribuables ? » Les citoyens assiégèrent la résidence du président Olaf Ragnar Grimsson qui finalement ordonna un référendum en mars 2010. Les Islandais se prononcèrent à plus de 93 % contre le plan de sauvetage d'Icesave (avec un taux de participation de 63 %). Suite à ce rejet, un nouveau plan de remboursement fut imaginé qui conduisit à un second référendum en avril 2011. Les Islandais se prononcèrent à 59 % contre ce second plan (taux de participation : de 70 %). Afin de solder la situation, les trois banques islandaises furent déclarées en faillite et subirent un traitement radical : la Landsbanki avec sa banque en ligne Icesave fut nationalisée, et les deux autres banques furent divisées, l'une en une New Bank pour les opérations courantes (paiement, crédit, etc.) et l'autre en une Old Bank qui concentra les dettes et les actifs douteux.

Parallèlement, quatre autres décisions permirent de *renverser définitivement le rapport de force* : un contrôle des changes pour protéger la monnaie et empêcher la fuite de capitaux, doublé d'une relance monétaire ; l'allègement des dettes des ménages ; une augmentation des impôts des plus hauts revenus ; et la comparution devant des commissions d'enquête parlementaire et en justice des politiciens et banquiers à l'origine de la gabegie spéculative. Le « miracle financier » islandais avait

en effet été sous-tendu par des fraudes massives, telle cette pratique ayant consisté pour les emprunteurs importants des banques d'en être aussi les actionnaires principaux.

Contrairement à tous les augures de la haute finance, le pays retrouva la prospérité en quelques années. La leçon islandaise est simple : ne pas sauver les banques, contrôler les capitaux, faire payer les riches et punir les coupables. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, la valeureuse Islande pourrait aggraver son cas puisqu'un rapport parlementaire de 2015 propose un « système monétaire souverain » retirant aux banques privées leur pouvoir de création monétaire.

La désobéissance populaire islandaise eut donc une cible directe : les gouvernants, ministres et députés, prêts à se soumettre aux exigences de remboursement des créanciers/spéculateurs étrangers. Un face-à-face entre les élites islandaises et la haute finance internationale conduisait inéluctablement à la seule solution que les prédateurs et les paresseux connaissent : une socialisation des pertes. Sans les protestations de rue, les recettes néolibérales classiques, exigées par le FMI et l'Union européenne, eussent été imposées mécaniquement. La doxa néolibérale proposait en effet non le sauvetage du peuple mais celui des banques : ces dernières auraient été renflouées avec l'argent public, maintenues artificiellement en vie tels des zombies, et le peuple aurait subi de cuisantes cures d'austérité. Au final, le *levier de la souveraineté populaire et de la protestation pacifique* aura défait le levier de la dette illégitime. Ce que résumera parfaitement le président islandais, Olaf Ragnar Grimsson : « Ne pas écouter les marchés financiers mais le peuple. »

Ce redressement rapide et spectaculaire fut rendu possible par une donnée stratégique centrale : la souveraineté monétaire et économique qui empêcha l'application aveugle des recettes ordo-libérales. La conséquence logique de ce succès aura été le retrait de la demande d'adhésion de l'Islande à l'Union européenne. Un acte de souveraine insolence ou

d'insolence souveraine. Les Islandais ne se sont pas mués en farouches révolutionnaires : ils ont simplement fait un pas de côté en déviant de l'orthodoxie ordo-libérale. Cette tactique du faible au fort a fonctionné car l'environnement stratégique du pays le permettait encore. En effet, l'Islande n'avait pas abandonné sa souveraineté démocratique et monétaire à travers un processus d'intégration fédérale et communautaire. Le pays n'était que candidat à l'Union européenne. Avec un carcan supranational, tout levier *réellement* démocratique eût été exclu : les résultats des référendums auraient été étouffés. Souvenons-nous du vaudeville référendaire européen dont l'histoire récente nous a gratifiés, avec une série de peuples désavoués après avoir pourtant clairement exprimé leur opposition aux « avancées démocratiques » proposées par Bruxelles : les Danois (1992), les Français (2005), les Hollandais (2005), les Irlandais (2008) et les Grecs (2015) peuvent en témoigner. Les peuples votent, la caravane européenne passe.

Comprenons bien ce qui fut en jeu en Islande : un peuple refusa que des dettes bancaires lui soient transférées. Il s'opposa au diktat ordo-libéral du « *There is no alternative* » (TINA). La crise islandaise était liée non à un désordre des finances publiques mais à l'*hubris* des banquiers et de leurs supplétifs politiques. La stratégie islandaise consista à partager le coût de la crise entre le capital et le travail.

Or qu'advint-il en Grèce peu après, sinon l'exact inverse ? Il y eut en Grèce un grand transfert des dettes pour sauver des banques françaises et allemandes et seul le travail fut mis à contribution. Entre 2010 et 2015, les eurocrates n'eurent qu'une peur : que l'exemple islandais ne fasse école en Grèce. Les Islandais ont fait un choix à la fois populaire (référendum), éthique (sauver les citoyens) et logique en traitant la cause (les banques) et non la conséquence (les dettes). Les Grecs ont fait l'inverse en ne traitant que la conséquence du mal et non sa cause. La Grèce du gouvernement Tsipras se soumettra faute d'avoir su réaliser une *dissuasion du faible au*

fort. Pour cela, il eût fallu que la Grèce laisse planer jusqu'au bout face à ses créanciers européens, telle une épée de Damoclès, la possibilité du « Grexit ». Le parti Syriza aurait dû opter pour « une stratégie d'affrontement gradué, au bout de laquelle l'arme ultime de la sortie est indiquée comme fermement intégrée à l'arsenal d'ensemble[1] ». En refusant par principe toute sortie de l'euro, les Grecs se sont privés d'un levier de pression stratégique. Telle la France face à l'ogre soviétique durant la guerre froide, une Grèce surendettée aurait dû faire croire qu'elle était prête à appuyer sur le bouton de la sortie de la zone euro au cas où la négociation dévierait de ses intérêts fondamentaux. Tsipras a capitulé par respect du mythe européen[2].

L'Europe ressemble à une maison de tolérance : l'expression démocratique des peuples n'y est acceptée que dans la mesure où elle se conforme à l'ordre eurolibéral, en réalité celui d'une nouvelle Sainte Alliance dont l'Allemagne est devenue l'épicentre. Toute la logique de la construction européenne est postdémocratique, réduite à une numérologie statistique purement incantatoire, sans fondement éthique ni scientifique : 60 % de dette publique, 3 % de déficit public, etc. La camisole eurolibérale est imposée aux peuples par des idéologues. Pour l'Union européenne et ses thuriféraires, la démocratie (référendaire) ne vaut rien. Son projet implicite, postdémocratique, est celui non d'un gouvernement des hommes mais d'une gouvernance des consommateurs/citoyens par le marché, visant à s'affranchir de toute légitimité démocratique sérieuse, au prétexte que les votations parlementaires et référendaires représentent forcément des expressions rétrogrades : « populistes », en novlangue. L'objectif caché de ce processus historique est simple : donner la priorité à une orthodoxie économico-financière, celle de l'idéologie ordo-libérale, sur toute manifestation démocratique déviante.

L'Europe bruxello-paradisiaque – celle des bureaucrates défiscalisés et des paradis fiscaux et bancaires – exprime moins la voix des peuples

que celle de la haute finance. Le président de la Commission européenne, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker a su rappeler avec une franchise déconcertante la mise sous tutelle bruxello-paradisiaque des peuples : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens » ; « La démocratie ne peut s'exercer qu'à l'intérieur des traités » (2015). L'affaire grecque est donc tout un symbole. Ce pays vit désormais sous le régime du *protectorat* – en apparence bruxellois et allemand mais en réalité financier – dans une logique autoritaire de prédation au profit de grands groupes étrangers. Le carcan des traités européens place sous *surveillance* États et peuples. L'Union européenne apparaît comme le faux nez d'un oligopole financier, chaque État se faisant le défenseur des intérêts de *ses* banques.

Revenons une ultime fois à la *leçon islandaise*. La nature même de la finance (opacité/complexité) rend difficile son contrôle *a priori* par les peuples. Maurice Allais avait pressenti « l'impossibilité de tout contrôle efficace du système du crédit par l'opinion publique et le Parlement, en raison de son extraordinaire complexité[3] ». Le contrôle *a posteriori* par la désobéissance civique semble au final un *ultima ratio* efficace.

CONCLUSION

Un âge postpolitique : État brancardier, *mètis* financière

> « Je crois que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées permanentes. »
>
> Thomas JEFFERSON.

Les forces motrices de la modernité ne sont plus seulement étatiques. Les forces configurant *réellement* le monde sont hors de la politique et des États : principalement financières et criminelles, voire hybrides. Sauf à considérer que leur masse critique les rend désormais *politiques*. Le politique sera de plus en plus réduit à un rôle de brancardier/gestionnaire de crise, administrant les premiers secours et les soins palliatifs des dévastations causées par ces puissances non étatiques. L'État brancardier pansera les plaies criminelles et financières, faute d'avoir su penser les périls et de s'être doté des moyens légaux pour les prévenir.

La *grande confrontation* à venir n'opposera pas des États entre eux ou des États à des entités armées (politiques, prédatrices ou hybrides), mais plus sûrement des pouvoirs politiques acculés à des entités criminelles

et/ou financières surpuissantes. Cette confrontation se jouera soit à froid dans un sursaut salvateur avant la tragédie – tel un effondrement des marchés –, soit à chaud dans le chaos. Entre-temps, l'infosphère continuera à nous divertir avec des conflits seulement tactiques, des confrontations secondaires et subalternes, les seules à sa portée. Lorsque les paillettes et l'immédiateté organisent le quotidien, les ennemis de confort et les adversaires de circonstance prolifèrent à mesure des avancées de la haute finance prédatrice, de la criminalité organisée et des migrations incontrôlées. On l'aura compris : le centre nous amuse avec la périphérie.

La *mètis*[1] *financière* continuera sa progression avec aisance, pouvant s'appuyer toujours plus sur le *double mouvement*, à ce stade historique imparable, de numérisation et de titrisation du monde. À l'avenir, tout fera banque de données digitales et conversion en titres financiers. Le social et l'économique, toujours plus intégrés dans une alchimie numérico-financière, verront les programmeurs d'algorithmes – en attendant l'intelligence artificielle – et leurs maîtres s'affirmer en *véritables seigneurs* des temps glacés qui s'annoncent.

L'impunité assez généralisée de la finance criminelle fait système et se révèle en cohérence avec le nouvel ordre des élites dont elle est à la fois la cause et la conséquence. Nous vivons exactement sous le règne de ce que les sociologues italiens Vilfredo Pareto et Gaetano Mosca qualifiaient de *ploutodémocraties* : une alliance entre la classe politique et les cadres dirigeants de l'industrie et de la finance, usant moins de la force que de la ruse. Comme le souligne le philosophe Marcel Gauchet, la mondialisation « a d'abord été le moyen pour les plus puissants de contourner les règles par lesquelles on était tant bien que mal parvenu à les contraindre ou à les maîtriser dans les espaces nationaux. Elle a augmenté la puissance des acteurs privés face aux États, qu'il s'agisse des opérateurs financiers, des

grandes entreprises ou des organisations criminelles. Il ne faut pas s'étonner du résultat[2] ».

Le nouveau dogmatisme libéral, en niant au politique tout choix autonome et en révérant le dieu Marché, désarme mécaniquement les souverainetés nationales et populaires. Nous arrivons ainsi à un moment de l'histoire de type postpolitique, où libéralisme (droit et marché rois) et démocratie (souverainetés nationales et populaires) s'affrontent tant leurs objectifs deviennent divergents. La démocratie serait de la sorte menacée de l'intérieur par un mouvement qui lui fut pourtant historiquement consubstantiel. La grande divergence a débuté. Les peuples européens en font l'expérience historique en troquant leur souveraineté (démocratique) contre une camisole (libérale) : leur liberté contre celle des marchés financiers. L'espoir réside désormais dans le cours naturel de la circulation des élites : elles croisent, règnent puis meurent. Depuis Pareto, nous savons que « l'histoire est un cimetière d'aristocraties » : les *banksters* qui tiennent en laisse les démocraties n'échapperont probablement pas à ce cycle. Mais quand ?

Codicilles

Codicille 1

Une étude du *British Journal of Psychiatry*[1] portant sur 24 pays européens, les États-Unis et le Canada montre que le nombre de suicides a augmenté de manière importante après la crise des *subprimes* – 4,8 % aux États-Unis (plus 4 750 entre 2007-2010), 4,5 % au Canada (plus 240 entre 2007-2009), 6,5 % en Europe (plus 7 950 entre 2007 et 2010) – alors que ces pays connaissaient auparavant une tendance baissière de cette forme de violence. En Amérique du Nord et en Europe, 10 000 suicides seraient liés aux conséquences de la crise entre 2008 et 2010, ce qui les apparente à des « suicides économiques » (*economic suicides*). Les chercheurs estiment ainsi que la perte d'un emploi, la saisie d'une maison ou le surendettement sont des facteurs de risque liés au suicide. Encore n'est-ce là que la partie émergée de l'iceberg des conséquences mortifères de la crise. Il faudrait aussi mesurer toutes les maladies qu'une hausse du stress a pu provoquer. De même, selon une étude américano-grecque publiée dans l'*American Journal of Public Health*[2], se basant sur des statistiques de l'État grec, le taux de mortalité en Grèce résultant de suicides et d'homicides a augmenté de manière vertigineuse, surtout parmi les hommes. Suite aux mesures

drastiques d’austérité imposées dans ce pays pour assainir les finances publiques, la santé publique s’est détériorée de 2007 à 2009 – plus 22,7 % de suicides et plus 27,6 % d’homicides – alors que, par tradition, le suicide restait jusque-là en Grèce un fait social peu répandu. Les auteurs constatent également une augmentation des cas de troubles mentaux, d’abus de drogues et de maladies infectieuses. Ces phénomènes ont coïncidé avec la hausse du chômage dont le taux est passé en Grèce de 7 % (2008) à 22,6 % (2012). Au même moment, les dépenses de l’État et des particuliers consacrées à la santé avaient fortement baissé. En 2012, un tiers des Grecs n’avaient plus de couverture santé.

Codicille 2

Contrairement à une idée reçue battue en brèche par Julien Freund, la caractérisation du politique par l'ennemi se retrouve chez nombre d'auteurs antérieurs à Carl Schmitt : Machiavel, Bodin, Saint-Just, Robespierre, Hegel, Proudhon, Lénine, etc. La littérature n'y échappe pas avec Nietzsche pour qui une nation « a plus besoin d'ennemis que d'amis : ce n'est que par le contraste qu'elle commence à se sentir nécessaire, à devenir nécessaire » (*Le Crépuscule des idoles,* 1888) ; ou contemporain de Carl Schmitt, tel Saint-Exupéry : « L'ennemi te limite donc, te donne ta forme et te fonde » (*Citadelle,* 1948). Seule l'idéologie libérale tente d'évacuer la question en lui préférant l'idée de *concurrence*. Ainsi que le montre Carl Schmitt[3], en niant la centralité de l'ennemi, l'idéologie libérale tente de dépolitiser et de neutraliser les rapports sociaux et internationaux, afin de conférer au dieu Marché la fonction d'arbitre suprême. Julien Freund emboîte le pas de son maître à penser, pour qui le libéralisme n'est en définitive qu'« une singulière combinaison de moralisme et d'économisme[4] ». Les libéraux s'imaginent que, comme dans un système de vases communicants, « plus la tendance commerciale

domine, plus la tendance guerrière s'affaiblit[5] ». Les libéraux naïfs oublient que le commerce peut être une forme d'agression et les libéraux cyniques occultent comment nombre de guerres ont eu pour mobile l'ouverture de marchés économiques et financiers. Songeons simplement aux deux guerres de l'opium au XIXe siècle. Évidemment, cette tentative libérale de neutralisation et de dépolitisation du politique n'est qu'*une ruse*. Rien n'est en définitive plus politique que ce projet de dépolitisation : en acquérant une position de centralité dans la société grâce au libéralisme, l'économie devient un phénomène politique.

Carl Schmitt explique que le questionnement sur l'ennemi constitue avant tout une forme d'*introspection*, une interrogation essentielle sur soi : que veut-on être, en tant que nation et peuple ? « L'ennemi est notre propre remise en question personnifiée. […] L'ennemi n'est pas une chose à éliminer pour une raison quelconque et à cause de sa non-valeur. L'ennemi se tient sur le même plan que moi. C'est pour cette raison que j'ai à m'expliquer avec lui dans le combat, pour conquérir ma propre mesure, ma propre limite, ma forme à moi[6]. » À la suite de Carl Schmitt, Julien Freund apporte une utile précision sur la nature de l'hostilité : « C'est l'autre que l'on combat non en tant qu'il est un individu ou une personne particulière, mais en tant qu'il appartient à une unité politique[7]. » L'ennemi au sens politique du terme n'implique donc aucune haine personnelle. Et c'est parce que l'ennemi appartient à l'essence du politique qu'« il existe toutes sortes d'agressions », dont la conquête militaire ne représente qu'une modalité parmi d'autres. L'inimitié n'est pas uniquement « combattante » :

> Les ressources de l'hostilité sont donc variables. […] Il n'est en tout cas pas nécessaire de faire l'inventaire complet de la diversité des actes d'hostilité pour comprendre qu'avant d'être un concept juridique et militaire d'un système diplomatico-stratégique,

> l'ennemi appartient à l'essence même du politique. L'ennemi peut prendre le visage de l'ennemi réel et concret de la guerre, celui de l'ennemi virtuel de la diplomatie ou celui de l'ennemi absolu de l'idéologie. L'ennemi n'est donc pas exclusivement celui que l'on combat au cours d'une guerre chaude[8].

Chez Carl Schmitt, la question de l'ennemi est indissociable de celle de la souveraineté. Le penseur allemand l'a défini à la manière de Thomas Hobbes dans *Léviathan* : « Quand un peuple craint les tracas et le risque d'une existence politique, il se trouve tout simplement un autre peuple qui le décharge de ces tracas en assumant sa protection contre les ennemis extérieurs et par conséquent la souveraineté politique ; c'est alors le protecteur qui désigne l'ennemi en vertu de la corrélation constante entre protection et obéissance[9]. » Tout peuple qui se laisse prescrire par un tiers qui est son ennemi n'est plus politiquement libre mais *soumis*. En ce sens, l'Europe sous la domination de Wall Street n'est souveraine qu'en apparence. D'où la conclusion évidente que « partout dans l'histoire politique, en politique extérieure et en politique intérieure, l'incapacité ou le refus d'opérer ce discernement se présentent comme le symptôme du déclin politique[10] ». Les États-Unis, puissance impériale par excellence, mènent ainsi à leurs « alliés » des « guerres économiques et financières » et à leurs ennemis situés hors de leur espace de civilisation des « guerres militaires ».

Codicille 3

Le passage du vocable « social » à celui de « sociétal » par les partis dits de gauche et libéraux, appuyés par leurs porte-voix médiatico-intellectuels, n'est pas neutre. Cette mutation marque l'abandon de la défense des intérêts du peuple au profit des préoccupations de la bobocratie, une classe sociale urbaine, éduquée, tertiaire et tout acquise à la « pensée 68 ». L'œuvre de Michel Foucault aura beaucoup fait pour opérer le déplacement historique de ce curseur du social vers le sociétal ; une œuvre qui, en déconstruisant la notion de déviance et en légitimant donc *toutes* les déviances, aura conféré à l'individualisme libéral ses lettres de noblesse germanopratines. Le philosophe aura beaucoup contribué à la fascination des élites libérales-libertaires pour *toutes* les formes de transgression, une posture que les classes populaires rejettent d'instinct, ainsi que l'explique Jean-Claude Michéa, inspiré de l'œuvre de George Orwell. Michel Foucault aura été la caricature du libertaire devenu libéral, avec l'amoralisme fondamental qui l'accompagne. Noam Chomsky le dira avec force : « Ce qui m'a frappé chez lui, c'est son amoralisme total. Je n'avais jamais rencontré quelqu'un qui manquât à ce

point de moralité[11]. » La « déconstruction » dont il fut le triste maître n'est jamais qu'une forme de dérégulation, obsession libérale bien connue : une déconstruction en l'occurrence des normes et des concepts. Le philosophe croira découvrir dans la société américaine et le libéralisme une source insoupçonnée de subversion des normes de la société bourgeoise honnie. Il aura participé à la liquidation de la question sociale qui ne l'aura au demeurant jamais vraiment intéressé.

La gauche est ainsi passée subrepticement, à bas bruit médiatique, de la défense des classes populaires à celle des minorités et de la bourgeoisie bohème. Elle a échangé la lutte des classes au profit de la lutte contre les discriminations et les exclusions. Le combat contre l'exclusion (des minorités) a remplacé celui contre l'exploitation (capitaliste). Dans l'imaginaire des élites boboïsées, la défense de l'ouvrier (le « travailleur ») a cédé devant celle d'un prolétariat de substitution : l'immigré et parfois même le voyou. Le peuple a été remplacé par des « micropeuples de substitution » (Michel Onfray). Ce changement sémantique du social au sociétal avec la fin de la guerre froide annonçait une rupture historique avec le peuple et ses intérêts fondamentaux, ouvrant par là même un boulevard à toutes les mutations les plus mortifères du consumérisme et du capitalisme financiarisé. En valorisant la nomadisation et la monadisation du sujet, la « pensée 68 » et la *French theory*, dont Michel Foucault fut un des maîtres à penser, auront fourni à ce capitalisme décomplexé les armes symboliques indispensables à son expansion. Ces intellectuels ont fait sauter les ultimes barrières – les « conservatismes » – gênant la marchandisation/titrisation de toute chose et de tout être. Michel Foucault fut un parfait représentant de la nouvelle meute des libéraux-libertariens.

Codicille 4

La tragédie grecque mérite que l'on examine deux questions distinctes.

1° D'où vient l'explosion de la dette souveraine grecque ? Quand on fait fi de la propagande médiatico-bruxello-germanique sur les « Grecs-voleurs-dépensiers-paresseux », quatre causes émergent. a) *Les jeux Olympiques de 2004* : comme pour tous les JO, leur coût a doublé par rapport aux prévisions initiales pour atteindre les 10 milliards d'euros. Si certaines infrastructures construites à cette occasion ont été utiles au développement du pays (ponts, métro, aéroport, autoroutes, etc.), des dizaines d'installations sportives ont été abandonnées (éléphants blancs) et ont depuis un coût d'entretien excessif ; on notera que nombre de sociétés occidentales ont bénéficié de ces grands travaux, dont l'allemand Siemens avec son ruineux système de sécurité qui n'a jamais fonctionné. On a pu dire que les JO de 2004 ont joué un rôle symbolique dans l'histoire de la dette grecque contemporaine en amplifiant un déficit structurel. D'autant qu'à ce coût direct des Jeux, il faudrait inclure les pertes indirectes dues à la fuite des touristes en 2004 et 2005, apeurés par le « chantier » qu'était devenu le pays ! b) *Des dépenses militaires gigantesques*, contractées

principalement auprès d'industriels français (3e fournisseur), allemands (2e fournisseur) et américains (1er fournisseur), dans une ambiance de pots-de-vin généralisés. Depuis 1967, les dépenses d'armement, justifiées par le péril turc sont une des causes structurelles du déficit et de la dette. Entre 2000 et 2011, la Grèce se classe au 4e rang mondial des importateurs d'armes, représentant à elle seule 4 à 5 % de la demande mondiale ! La Grèce est le pays de l'Union européenne et de l'OTAN (après les États-Unis, tout de même) qui consacre le plus fort pourcentage de son PIB à sa défense. Un pays surendetté et surarmé : voilà une bizarrerie qui n'a jamais gêné les grands pays gardiens du dogme ordo-libéral. Les dévots de la rigueur budgétaire n'ont semble-t-il jamais rien eu à redire à ces dépenses faramineuses – pour se défendre en théorie contre un pays membre de l'OTAN et candidat à l'Union européenne ! –, alors que celles dédiées à l'État providence leur ont toujours semblé suspectes. Ce tableau ne serait pas complet si deux faits et une hypothèse étaient occultés. L'État grec a en partie acheté à crédit grâce à des prêts de généreuses banques étrangères qui ont ainsi engrangé de gros bénéfices, des banques souvent allemandes et françaises : un heureux hasard. Et nombre de ces contrats se chiffrant par milliards ont eu pour cause et non pour conséquence d'énormes pots-de-vin versés à des personnalités grecques de tous bords. Reste une intéressante « coïncidence historique » : le « Grèce *bashing* » a débuté vers 2009, juste au moment où Athènes n'a plus pu ou plus voulu payer à tour de bras des armes françaises, allemandes et américaines. c) *La faible fiscalité pesant sur les élites* (individus et sociétés) qui par tradition ont su échapper à l'impôt soit par le vote de taux d'imposition anormalement bas (niches fiscales, exemptions), soit par la fraude ou l'évasion fiscales. Cette tolérance fiscale aura eu un coût faramineux pour le budget grec. La Grèce était un paradis fiscal pour ses élites. d) *Des taux d'intérêt quasi usuraires*, qui ont aggravé la dette publique de manière abyssale et ce au plus grand bénéfice des banques prêteuses.

2° *Quel fut le rôle des fraudes comptables ?* À partir des années 2000, la tragédie grecque est facilitée par *deux grandes tromperies comptables*. *La première falsification* a lieu en 2000, afin que le pays satisfasse aux exigences du traité de Maastricht pour entrer dans l'euro : dette publique inférieure à 60 % du PIB et déficit annuel en dessous de 3 % du PIB. Le gouvernement grec maquille ses comptes publics avec l'aide de la banque d'affaires Goldman Sachs, en achetant des produits financiers dérivés complexes pour déguiser un emprunt en *swap*. Ce crédit déguisé en *swap* n'apparaissait pas dans les comptes officiels présentés aux autorités bruxelloises. Ce contournement légal des règles de Maastricht fonctionne comme une tromperie puisque les comptes présentés sont insincères. Des chiffres non trafiqués auraient montré une dette grecque supérieure à 100 % du PIB : la Grèce n'aurait pas été qualifiée. Désormais, l'expression « *Greek statistics* » est synonyme de fraude. Évidemment, les deux États parrains de l'entrée de la Grèce dans l'euro, la France et l'Allemagne, firent semblant de ne pas savoir ; leurs banques aussi. On ne peut, bien sûr, pas écarter l'hypothèse d'un défaut d'efficacité du système statistique grec, au demeurant proverbial. Par ailleurs, il est tout aussi notoire que la plupart des pays européens qui ont dû se qualifier aux « critères de convergence » ont fait preuve d'une certaine « inventivité comptable » : France, Italie, Allemagne, etc.

La seconde falsification se joue en 2010, quand il s'agit de faire croire aux contribuables européens que la Grèce rencontre un problème de dette souveraine et non de dettes bancaires privées. L'objectif étant de sauver en douce les banques, il est impératif de dramatiser la situation des finances publiques grecques. À cette fin, le gouvernement Papandréou, la Commission européenne et Eurostat affichent d'un commun accord un déficit budgétaire pour l'État grec de plus de 12 %. La Grèce se retrouve automatiquement dans le mécanisme d'aide européen et peut justifier un appel à l'aide au FMI, une première dans l'histoire d'un pays développé.

Les turpitudes du *bankster* Goldman Sachs ne s'arrêtent pas à l'épisode de 2000. Si l'on en croit des révélations du *New York Times*, fin 2009, alors que la Grèce est toujours au bord du gouffre face à des marchés qui ne veulent plus lui faire crédit, une délégation de Goldman Sachs emmenée par son numéro 2, Gary Cohn, rencontre à Athènes le chef du gouvernement grec George Papandreou afin de lui proposer de refaire le coup des contrats *swaps*. Ce que refuse la Grèce, la Commission européenne s'y opposant désormais de manière formelle. Cependant, au même moment Goldman Sachs jouait apparemment un double jeu : tout en conseillant le gouvernement grec, elle spéculait sur les marchés en pariant sur le défaut de la Grèce.

Codicille 5

L'impunité généralisée pour les criminels en col blanc responsables de la crise des *subprimes* restera la marque distinctive des « années Holder ». Son bilan aura été si pitoyable et choquant, qu'il se livrera à une mascarade juste avant son départ. En février 2015, dans une dernière initiative pour sauver la face (judiciaire), il lance à tous les procureurs fédéraux un ultimatum de quatre-vingt-dix jours : lui faire parvenir des preuves suffisantes pour pouvoir poursuivre (enfin) des banquiers impliqués dans le déclenchement de la crise des *subprimes*. Soit huit ans après l'éclatement des bulles immobilières et boursières !

Dès son départ, le ministère de la Justice adopte officiellement une politique pénale radicalement différente. Il s'agira à l'avenir – on jugera sur les faits – de punir individuellement les banquiers fraudeurs, pour au besoin les envoyer en prison. À cette fin, est publiée une nouvelle directive de politique pénale en matière de crimes en col blanc (9 septembre 2015) prise par la successeur de Eric Holder, Loretta Lynch, qui incite à réclamer aux entreprises, celles sous enquête et négociant un accord amiable, des éléments de preuve pouvant incriminer ceux de leurs cadres

ayant eu une responsabilité dans les malversations alléguées. Le département de la Justice pourra s'opposer à la conclusion d'un accord si celui-ci vise à protéger les fraudeurs. Le procureur devra aussi expliquer pourquoi les fraudeurs n'auront pas été poursuivis, et cette décision devra être approuvée par le ministère de la Justice. Cette nouvelle politique pénale est expliquée le lendemain dans un discours de la vice-ministre de la Justice, Sally Quillian Yates à l'Université de New York (10 septembre 2015) :

> Un crime est un crime. Il est de notre devoir de poursuivre les criminels, qu'ils commettent leurs méfaits au coin de la rue ou dans un conseil d'administration. Dans le contexte des crimes en col blanc, cela signifie poursuivre non seulement les entreprises mais aussi les individus qui agissent à travers elles. […] rien ne dissuade plus les activités criminelles des entreprises que la perspective pour quelqu'un d'aller en prison. […] Le public attend et demande cette responsabilité. Les Américains ne devraient jamais croire, même à tort, qu'une activité criminelle est restée impunie simplement parce qu'elle a été commise au nom d'une entreprise. […] Notre mission n'est pas de récupérer le maximum d'argent auprès du plus grand nombre d'entreprises. Elle consiste à rechercher la responsabilité de ceux qui enfreignent nos lois. C'est la seule façon de dissuader vraiment les actes répréhensibles dans l'entreprise.

Codicille 6

À l'examen, une partie importante de la haute finance mondialisée vit dans le conflit d'intérêts permanent dont les carrières en « portes battantes » ne représentent qu'une des nombreuses manifestations. On ne sait plus au demeurant si ce nouveau concept aide à révéler brutalement des situations de corruption jusque-là cachées dans l'opacité et la complexité du maillage financier ou s'il vient décriminaliser et normaliser subtilement de vraies situations de corruption que l'on ne veut ou que l'on ne peut plus punir. Progrès ou échec déguisé ? La réponse est incertaine.

Au-delà des situations individuelles, sachons regarder de haut, en utilisant ce concept à son juste niveau, là où il a du sens : le stade institutionnel et systémique. Que découvre-t-on alors ? 1° Le modèle économique des grandes banques est en partie fondé sur le conflit d'intérêts. Il est patent dans les banques dites universelles qui cumulent les métiers de la banque de dépôt (commerciale) et de la banque d'investissements (d'affaires). Il l'est tout autant dans les banques dites d'affaires qui, dans une même négociation, parviennent parfois à

conseiller toutes les parties en présence. Quand ces banques ne disposent pas elles-mêmes d'intérêts directs dans le capital de l'un de leurs clients ! 2° Et que dire par ailleurs des agences de notation ! Aux États-Unis, elles faisaient plus que noter les produits de type CDO agrégeant les prêts *subprimes* puisqu'elles participaient aussi de leur confection ! En amont, elles conseillaient les banques pour imaginer les CDO les plus performants possible et en aval elles les notaient ! Et, ô miracle ! les notes étaient excellentes (AAA). Qui, en effet, a jamais mordu la main qui le nourrit ? Mais les miracles, comme les bulles financières et les contes de fées, ont une fin : comme par hasard, la crise survenue, la quasi-totalité de ces notes se révéleront erronées ; truquées en réalité. 3° On pourra aussi s'étonner de l'existence des services d'analyse économique et financière au sein des grandes banques dont les prévisions influencent ou orientent les marchés, alors même que ces banques interviennent sur lesdits marchés pour leur propre compte ou celui de leurs clients.

Afin de rassurer aussi bien le régulateur que le client potentiel face à ces conflits d'intérêts indéniables, la haute finance affirme que ces métiers aux intérêts contradictoires et divergents vivent séparés grâce à des cloisons étanches : telle est la théorie du *Chinese wall*. Ce mur impénétrable est censé interdire aux équipes et à leurs dirigeants de se parler. Qui peut croire à ce conte de fées ?

Codicille 7

Les grandes institutions financières sont devenues des puissances, au sens où Raymond Aron utilise ce concept dans *Paix et guerre entre les nations* (Calmann-Lévy, 1962), un livre au demeurant fortement inspiré par la pensée de Carl Schmitt, même si le politiste allemand n'y est cité qu'à quatre reprises. En effet, les entités financières coalisées et jalouses de leurs intérêts ne rechignent plus à la confrontation avec les États. C'est pourquoi, il n'est pas abusif de les considérer comme des *acteurs politiques*, conformément à la pensée de Carl Schmitt :

> Quoi qu'il en soit, est politique tout regroupement qui se fait dans la perspective de l'épreuve de force. […] Si les forces d'opposition, économiques, culturelles ou religieuses, sont assez puissantes pour emporter de leur propre chef la décision relative à l'épreuve décisive, c'est que ces forces constituent la substance nouvelle de l'unité politique en question. Si elles ne sont pas assez puissantes pour empêcher une guerre décidée à l'encontre de leurs

intérêts et de leurs principes, cela démontre qu'elles n'ont pas accédé au degré décisif du politique[12].

Codicille 8

Nous vivons dans le monde de George Orwell (celui de *1984*) ou de Lewis Carroll (celui de *De l'autre côté du miroir*) : les mots et les réalités y ont des *sens inversés*. 1° *La paresse grecque* comparée au productivisme nordique et allemand est un mensonge. Les statistiques européennes d'Eurostat en 2008 sont formelles : en nombre d'heures travaillées, les Grecs étaient en deuxième position derrière les Autrichiens, devant les Britanniques, les Allemands et les Français. La productivité des Grecs était tout aussi remarquable en 2007 : derrière les Français, les Espagnols et les Allemands, mais talonnant ces derniers. Quant à l'âge de départ à la retraite, celui des Grecs se situait à environ une année près dans la moyenne européenne. Pas de quoi injurier tout un peuple sur sa prétendue fainéantise ! Pour le dire autrement : le Grec n'est pas moins travailleur que l'Européen ou l'Allemand ! 2° *L'honnêteté allemande* comparée à la vénalité grecque constitue un deuxième mensonge. Le fameux « miracle allemand » d'après guerre s'explique certes par les vertus allemandes (ardeur au travail, sens de l'organisation, etc.), évidemment par la mansuétude financière des vainqueurs (effacement des dettes de guerre)

mais aussi beaucoup par une absence de scrupules dans la conquête des marchés extérieurs. Jusqu'à nos jours, les industriels allemands ont beaucoup corrompu – et vendu des produits déficients, ce qui va souvent de pair, en particulier en Grèce. L'allemand Siemens aura été un des champions de la corruption en terre hellénique, déversant semble-t-il près de 1 milliard d'euros de pots-de-vin pour obtenir des marchés civils et militaires. La liste des coupables allemands en Grèce est longue : Man Ferrostaal, Krauss-Maffei Wegmann, Thuyssen-Krupp, Daimler, Rheinmetall, etc.[13]. Les surcoûts ont été assumés par le contribuable grec et les coupables, corrompus et corrupteurs, attendent encore leur jugement. 3° Enfin, *la rigueur budgétaire allemande opposée à l'impéritie grecque* mériterait là aussi un diagnostic historique nuancé. Comme a pu le dire en 2011 l'historien allemand Albrecht Ritschl : « Au xxe siècle, Berlin a été le roi de la dette[14]. » Car c'est bien l'Allemagne qui aura connu au cours de ce siècle les pires faillites : après la Première puis la Seconde Guerre mondiale en étant sauvée par les États-Unis, puis à nouveau en 1990. Et ce sans jamais payer son dû aux pays envahis, pillés et meurtris. Un tour de force.

Par ailleurs, la puissance allemande aura donc martyrisé la Grèce à deux reprises en moins d'un siècle, une première fois durant la Seconde Guerre mondiale puis une seconde fois au nom de la défense de l'Union européenne et en réalité des obsessions financières et monétaires germaniques. Cette douloureuse répétition aura souvent échappé aux peuples européens à la mémoire historique faible. Les Grecs brutalisés ne pouvaient souffrir d'une telle amnésie. Ils se permettront souvent de souligner en plaisantant amèrement qu'après avoir subi la domination des *tanks* était survenue celle des *banks*. La plaisanterie fut reprise par Yanis Varoufakis dans son blog (14 juillet 2015) sous l'angle du coup d'État : « Le récent sommet européen n'est en effet rien moins que l'aboutissement d'un coup d'État. En 1967, ce sont des chars que des puissances étrangères

utilisèrent pour mettre fin à la démocratie grecque. Dans mon entrevue avec Philip Adams, sur ABC Radio National's LNL, je prétendais qu'en 2015 un autre coup a été mis en scène par des puissances étrangères en utilisant, à la place de tanks, les banques grecques. Peut-être la principale différence économique est que, alors qu'en 1967 la propriété publique de la Grèce n'était pas visée, en 2015 les pouvoirs derrière le coup d'État ont exigé la remise de tous les actifs publics restants, de sorte qu'ils seraient responsables de notre dette insoutenable. »

Codicille 9

Fondamentalement, les théorisations des deux professeurs apprentis sorciers comportaient deux postulats relevant plus de la *pensée magique* que de la science. On est sidéré par la naïveté ontologique de ces agencements mathématiques si complexes. D'abord, les investisseurs seraient des agents rationnels dont les comportements seraient mathématisables. Ensuite, l'environnement serait stable et le futur pourrait se déduire du passé ; il suffirait de prolonger les courbes. Les risques de demain pourraient se déduire des prix d'hier. À la base de ces deux prémisses erronées, il y a en réalité un postulat : les marchés ne peuvent pas se tromper. Les deux *eggheads* auraient dû relire John M. Keynes :

> Car on démontre aisément qu'à vouloir fonder des probabilités arithmétiquement égales sur un état d'ignorance on aboutit à des absurdités. Dans la pratique nous supposons, en vertu d'une véritable convention[15], que l'évaluation actuelle du marché, de quelque façon qu'elle ait été formée, est la seule *correcte*, eu égard

> à la connaissance actuelle des faits qui influeront sur le rendement de l'investissement, et que ladite évaluation variera seulement dans la mesure où cette connaissance sera modifiée ; encore que sur le plan philosophique une telle évaluation ne puisse être la seule correcte, car notre connaissance actuelle ne saurait fournir la base d'une prévision calculée mathématiquement. En fait il entre dans l'évaluation du marché toutes sortes de considérations qui n'ont aucun rapport avec le rendement futur[16].

John M. Keynes dénonce ces théories mathématisées qui se fondent sur « l'hypothèse de la continuation indéfinie de l'état actuel des affaires[17] ». Quoi qu'en pensent les « économistes », l'avenir pas plus que le risque n'a jamais été modélisable. Comme le dit justement le criminologue Xavier Raufer à propos d'une autre lubie de l'époque, la « police prédictive » : « On rougit de devoir rappeler que si le connu d'hier résolvait mécaniquement l'inconnu de demain, tout le monde gagnerait à la loterie[18]… » Il est simplement chimérique d'imaginer qu'un outil numérique et mathématique puisse prévoir des événements rares.

Tout aussi étonnant, après la chute, est la persistance de l'*aveuglement*. Robert Merton considérera, malgré l'évidente faillite de son modèle, que la solution sera de construire un modèle encore plus élaboré et sophistiqué. Il affirme ainsi : « La solution n'est pas de revenir à l'ancienne et simple méthode. Ça ne marche jamais. On ne peut revenir en arrière. Le monde a changé. C'est pourquoi la solution réside dans une plus grande complexité. » John Meriwether et nombre de ses collaborateurs continueront de penser que leur stratégie était juste et qu'ils avaient été simplement victimes de la volatilité des marchés, en l'occurrence d'événements extérieurs imprévisibles ! Les responsables de LTCM ne reconnaîtront donc aucune erreur fondamentale : en quelque sorte, ils avaient été le jouet du destin. Myron Scholes s'entêtera en

fondant en 1999 un autre fonds spéculatif, Platinium Grove Asset Management (PGAM), qui se retrouvera en quasi-faillite en 2008. Robert Merton sera le principal conseiller scientifique d'un autre fonds spéculatif, Trinsum Group, qui sombrera en 2009.

L'exemple de la compétence nobélisée de LTCM s'achevant en déroute n'est pas un cas isolé. Songeons au *fabuleux destin de Dominique Strauss-Kahn*. L'homme accumule au fil des décennies tous les attributs conférant une réputation de haute compétence financière, d'abord avec les diplômes – HEC, Sciences Po Paris, doctorat et agrégation d'économie –, puis avec les fonctions – professeur d'économie à l'université de Nanterre, président de la Commission des finances à l'Assemblée nationale, ministre de l'Économie et des Finances, directeur général du FMI, conseiller économique de la République de Serbie. Jusqu'au jour où il décide de créer un fonds d'investissement au Luxembourg : LSK partners, associé à un douteux personnage, Thierry Leyne. Nombre d'investisseurs placent de l'argent chez LSK partners impressionnés et mis en confiance par la réputation de compétence de DSK. Au bout de deux ans (2013-2014), l'aventure tourne court avec le suicide de Thierry Leyne et la faillite du fonds. Depuis une enquête judiciaire pour escroquerie et abus de confiance a été ouverte à Paris (2015), suite à la plainte d'investisseurs s'estimant floués. La justice tranchera. Le grand professeur-ministre-DG du FMI aura au final fait un piètre gestionnaire de fonds. Une nouvelle démonstration du fait qu'entre la compétence alléguée et la pratique, il y a manifestement un gouffre.

Codicille 10

On reconnaît l'escroquerie au caractère évolutif de ce concept : à chaque démenti de la réalité, il change en effet de périmètre. Afin que la supercherie continue de fonctionner, la banque a dû continuer son bricolage. Car, rapidement, le concept de BRIC a vraiment eu du plomb dans l'aile, en particulier après la crise de 2008, avec les difficultés rencontrées par certains de ces « miracles économiques ». Pour revitaliser ce concept zombie, cet acronyme mort-vivant, Goldman Sachs propose alors d'élargir l'« émergence » à 11 pays (« N11 ») : Bangladesh, Égypte, Indonésie, Iran, Corée, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Turquie et Vietnam. Le BRIC continue cependant sa petite vie et devient BRICS en 2011 avec l'ajout de l'Afrique du Sud (South Africa en anglais). La farce se prolonge après l'épisode des « printemps arabes » et il faut encore revoir la copie puisque nombre d'émergents d'hier se trouvent eux aussi en difficulté. Le « N11 » devient ainsi le « MIST » (Mexico, Indonesia, South Corea, Turkey) : Mexique, Indonésie, Corée du Sud, Turquie. L'escroquerie éclate enfin quand l'inventeur, Jim O'Neill avoue lors d'une interview au *Wall Street Journal*[19] en 2013 : « Si je devais le

changer (BRICS), je ne laisserai plus que le “C” », avant d’ajouter ironiquement : « Mais cela ne ferait sans doute pas un excellent acronyme. »

La violence franduleuse des acronymes n’est pas une illusion. Souvenons-nous de l’acronyme inventé par la finance anglo-saxonne pour dénigrer les États surendettés après la crise des *subprimes* : PIGS (« cochons »), pour Portugal, Irlande, Grèce et Espagne !

Codicille 11

Les juges de la Cour suprême des États-Unis ont tenu un *raisonnement biaisé* en considérant que la liberté d'expression devait être indexée sur l'argent et que toute limite aux dépenses des campagnes électorales équivaudrait à une restriction de la liberté de parole. Autrement dit, toute régulation des dépenses provoquerait une limitation de la liberté d'expression. Selon ces juges, la seule limite acceptable et régulation possible ne peut être que celle de la *bribery* (pots-de-vin, dessous-de-table), soit une vision très étroite de la « corruption ». Les juges n'ont pas compris que leur libéralisme électoral légalisait la corruption politique. À partir de cette conception ultralibérale et utilitariste, les juges ont offert sur un plateau la classe politique aux appétits des puissances d'argent. Les États-Unis ont basculé depuis dans un *système ploutocratique*. « L'intérêt personnel et la vie politique sont aujourd'hui parfaitement alignés, note Joseph E. Stiglitz. La quasi-totalité des sénateurs et la grande majorité des représentants arrivent au Congrès en faisant déjà eux-mêmes partie du 1 %, y restent grâce à l'argent du 1 % et savent que, s'ils servent bien le 1 %, celui-ci les récompensera quand ils partiront[20]. » Ou on est

millionnaire en dollars en entrant au Congrès, ou on le devient en sortant. Le résultat final en termes politiques est destructeur de la démocratie : « Plus on autorise la fortune à financer les élections sans entraves, plus il est probable que l'inégalité économique se transforme en inégalité politique[21]. »

Certains de ces ploutocrates et politiciens américains ont de sombres parrains. Le milliardaire Donald Trump, candidat aux primaires républicaines en 2016, est un exemple de ces affairistes ayant fait fortune au moyen de leurs accointances et capillarités profondes avec le crime organisé. Les ouvrages de Gus Russo sont essentiels pour la compréhension de ce phénomène fondateur dans l'histoire américaine : *SuperMob* (Bloomsbury, 2008) et *The Outfit* (Bloomsbury, 2009). La figure emblématique de ces fortunes en « odeur mafieuse », l'idéal type en quelque sorte, aura été Joseph Patrick Kennedy. Le très républicain Donald Trump s'inscrit dans cette généalogie des milliardaires associés à Cosa Nostra, en l'occurrence aux familles de la mafia de New York. Il est vrai que réaliser des fortunes dans le BTP et les casinos sur la côte Est des États-Unis sans se compromettre avec des mafieux n'est pas un exercice aisé[22].

N'oublions pas enfin que la corruption légale revêt de nombreux visages. Au-delà des contributions électorales, il y a aussi les *conférences rémunérées* par les multinationales industrielles ou financières, au profit par exemple des ex-présidents ou des candidats à la magistrature suprême. Rémunère-t-on ainsi une expertise ou achète-t-on une influence ?

Remerciements

Ce livre doit beaucoup à la relecture attentive et critique de plusieurs universitaires français que je tiens ici à remercier :

Xavier Raufer, criminologue et essayiste ;

Jacques de Saint Victor, professeur d'histoire du droit à l'université Paris-XIII et au CNAM ;

Laurence Scialom, professeur d'économie à l'université Paris-Nanterre ;

François Thual, ancien professeur de géopolitique à l'École de guerre (1995-2008) et à l'École pratique des hautes études (1996-2002).

TABLE

Du même auteur

Du même auteur

Chez Odile Jacob

Le Monde des mafias. Géopolitique du crime organisé, 2005 et 2008.
Showbiz, people et corruption, 2009.
La Grande Fraude. Crime, subprimes et crises financières, 2011.
Géostratégie du crime (avec François Thual), 2012.
Le Nouveau Capitalisme criminel, 2014.

Chez d'autres éditeurs

La Dénonciation, PUF, 1995.
Le Vol (avec David Sénat), PUF, 2001.
Le Terrorisme (avec David Sénat), PUF, Paris, 2002 ; réédition 2006.
Le Renseignement criminel (avec François Farcy), CNRS Éditions, 2011 ; réédition 2015.
I Nuovi Orizzonti del Crimine Organizzato (avec Jacques de Saint Victor), Edizioni di storia e studi sociali, 2013.
Colletti Criminali. L'intreccio perverso tra mafie e finanze, Castelvecchi, 2014.


Odile
Jacob

L'ART DE LA GUERRE FINANCIÈRE

Les guerres financières existent.

Ce sont de vraies guerres qui tuent et paupérisent les peuples, comme on l'a vu en Grèce. Cette situation stratégique inédite s'explique par la nouvelle puissance des acteurs financiers : banques d'affaires, fonds d'investissements, milliardaires de Wall Street.

Depuis les années 1980, une finance dérégulée, mondialisée et en partie toxique s'est bâti de vastes principautés immatérielles, surplombant les économies et lançant des raids sur des États captifs et des populations tétanisées. Malgré sa responsabilité dans la crise de 2008, la finance-puissance continue d'étendre son emprise, dans l'ombre, usant de stratégies empruntant à l'art de la guerre.

Ce livre en décrypte les ruses et les tactiques. Au-delà, il donne au citoyen des raisons d'espérer : il existe des moyens pour libérer les États et les peuples de ce Léviathan d'un genre nouveau. Là où la Grèce a dû plier face aux banques, l'Islande a su s'extirper du joug de la haute finance par une insurrection démocratique.

JEAN-FRANÇOIS
GAYRAUD

Jean-François Gayraud s'est conquis un large public avec *Le Monde des mafias*, *La Grande Fraude*, *Géostratégie du crime* (avec François Thual) et *Le Nouveau Capitalisme criminel*, tous publiés aux éditions Odile Jacob.

Le temps du débat

En couverture : © Jonathan McHugh/Ikon Images/Corbis.

1. Julien Freund écrit ainsi qu'il y a « […] une méprise à éviter, celle de ne voir l'ennemi que sous son aspect militaire » ; « L'inimitié guerrière n'est que la forme la plus concrètement sensible, la plus typique et la plus spectaculaire, parce qu'elle s'accompagne d'un déchaînement de la violence et d'une mise à mort directe »,

L’Essence du politique, Sirey, 1965 ; Dalloz, 2004, p. 506 et 507.

2. Le procès est ancien. Il fut déjà instruit par Nicolas Machiavel dans ses *Histoires florentines* à propos de ces guerres molles menées par de cupides et fort prudents mercenaires : « Peut-on parler de guerres quand on ne tue pas, quand on ne saccage pas les villes, quand on n'abat pas les régimes ? », Nicolas Machiavel,

L’Art de la guerre, Perrin, « Tempus », 2011.

3. Les codicilles sont en fin d’ouvrage, p. 141.

4. Julien Freund, *L'Essence du politique*, *op. cit.*, p. 496 et 497.

5. Carl Schmitt, *La Notion de politique*, Flammarion, « Champs classiques », p. 64.

6. *Ibid.*, p. 66.

7. Julien Freund, *L'Essence du politique*, *op. cit.*, p. 478.

8. Régis Debray, « Qu’est-ce que l’ennemi ? », *Le Point*, 3 décembre 2015.

9. Carl Schmitt, « L'ère des neutralisations et des dépolitisations », in *La Notion de politique*, *op. cit.*, p. 144.

10. Julien Freund, *L'Essence du politique*, *op. cit.*, p. 493.

11. Karl Marx, Fridriech Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, Garnier-Flammarion, 1999.

12. Anthony C. Suton, *Wall Street et l'ascension de Hitler*, Le Retour aux sources, 2010 ; Jean-François Gayraud, *Le Nouveau Capitalisme criminel*, Odile Jacob, 2014.

1. François Morin, *L'Hydre mondiale. L'oligopole bancaire*, Lux Éditions, 2015 ; François Morin, *Le Nouveau Mur de l'argent. Essai sur la finance globalisée*, Seuil, 2012.

2. Stéphane Courtois (dir.), *Le Livre noir du communisme. Crime, terreur et répression*, Robert Laffont, « Bouquins », 2000.

3. Maurice Allais, *La Crise mondiale d’aujourd’hui. Pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires*, Éditions Clément Juglar, 1999.

4. D’où le paradoxe, apparent, de la convergence des programmes du patronat (Medef) et de l’extrême gauche (NPA) en France en faveur par exemple de la libre circulation des travailleurs et de l’ouverture des frontières, voire de la « diversité ».

5. Les Américains nomment ainsi ces escroqueries par référence à un escroc célèbre ayant sévi dans l’entre-deux-guerres : Charles Ponzi.

6. Sur les effets négatifs d'un excès de finance sur la croissance économique : Jean-Louis Arcand, Enrico Berkes et Ugo Panizza, *Too Much Finance ?*, IMF Working Paper, Research Department, juin 2012 ; OECD, *Finance and Inclusive Growth*, OECD Economic Policy Paper, juin 2015, n° 14.

7. Nicolas Machiavel, *L’Art de la guerre*, *op. cit.*

8. Wolfgang Hetzer, *Ist die Deutsche Bank eine kriminelle Vereinigung?*, Westend, 2015 ; Ben Protess et Peter Eavis, « Deutsche Bank is expected to settle sanctions violation case for at least $ 200 million », *The New York Times*, 28 octobre 2015 ; Chad Bray et Jack Ewing, « Deutsche Bank says managers won't get bonuses

Amid Record loss », *The New York Times*, 28 janvier 2015 ; Ben Protess et Jessica Silver-Greenberg, « Deutsche Bank nears plea deal over Libor manipulation », *The New York Times*, 9 avril 2015 ; Nelson D. Schwartz, « Deutsche Bank settles U.S. mortgages suit », *The New York Times*, 11 mai 2012.

9. John Maynard Keynes, *Théorie générale de l’emploi, de l’intérêt et de la monnaie*, Payot, « Bibliothèque scientifique », 2008, p. 186.

10. Cité *in* Ben Stein, « In class warfare, guess which class is winning it », *New York Times*, 26 novembre 2006 : « *There's class warfare, all right, but it's my class, the rich class, that's making war, and we're winning.* »

11. Paul Krugman, « Challenging the oligarchy », *The New York Review of Books*, 17 décembre 2015.

1. Sun Tzu, *L’Art de la guerre*, Fayard, « Pluriel », 2010, p. 68.

2. Frédéric Lordon, *On achève bien les Grecs. Chroniques de l'euro 2015*, Les Liens qui libèrent, 2015.

3. « Pour Joseph Stiglitz, l'Europe va droit dans le mur », interview, *La Tribune de Genève*, 16 avril 2012.

4. Yanis Varoufakis, « The road to bankruptocracy : How events since 2009 have led to a new mode of reproduction », *Blog*, 2 mars 2011.

5. Joseph E. Stiglitz, *La Grande Fracture*, Les Liens qui Libèrent, 2015, p. 126.

6. Nous renvoyons sur cette question à nos ouvrages précédents : *La Grande Fraude. Crime, subprimes et crises financières*, Odile Jacob, 2011 ; et *Le Nouveau Capitalisme criminel*, Odile Jacob, 2014.

7. Yanis Varoufakis, *Le Minotaure planétaire. L'ogre américain, la désunion européenne et le chaos*, Éditions du Cercle, 2014.

8. Cité in *Les Échos*, 30 novembre 2008.

9. Joseph E. Stiglitz, *La Grande Fracture. Les sociétés inégalitaires et ce que nous pouvons faire pour les changer*, *op. cit.*, p. 154.

10. *Ibid.*, p. 350.

11. Gabriel Zucman, *La Richesse cachée des nations. Enquête sur les paradis fiscaux*, Seuil, 2013.

12. Cité *in* Paul Jorion, *Penser tout haut l'économie avec Keynes*, Odile Jacob, 2015.

13. Montesquieu, « L’effet naturel du commerce est de porter à la paix », *De l’esprit des lois*.

14. Cité *in* Matt Taïbi, « Eric Holder, Wall Street double agent, comes in from the cold », *Vanity Fair*, 8 juillet 2015.

15. Cité *in* Jean-François Gayraud, *Le Nouveau Capitalisme criminel*, *op. cit.*

16. Cité *in* Matt Taïbi, « Eric Holder, Wall Street double agent, comes in from the cold », art. cit.

1. Derrière l’abstraction du concept de « puissance » vit concrètement une élite opérant à l’échelle du monde, au-delà des lois façonnées à souhait ou contournées, formant une *superclasse* : David Rothkopf, *Superclass : The Global Power Making and the World They Are Making*, Farrar Straus Giroux, 2009.

2. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Perrin, « Tempus », 2005.

3. Nicolas de Condorcet, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, 1829.

4. Carl Schmitt, « L’ère des neutralisations et des dépolitisations », in *La Notion de politique*, *op. cit.*, p. 150.

5. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, *op. cit.*

6. Sun Tzu, *L'Art de la guerre*, *op. cit.*, p. 54.

7. *Ibid.*, p. 70.

8. Sur la fausse rébellion des Modernes, l'œuvre de Philippe Muray est inépuisable de lucidité. Et pour une illustration dans le monde des médias français : Benjamin Dormann, *Ils ont acheté la presse. Pour comprendre enfin pourquoi elle se tait, étouffe ou encense*, Jean Picollec, 2012.

9. Pour les étourdis : BNP-Paribas, Bergé-Niel-Pigasse et *Le Monde*.

10. Benjamin Dormann, *Ils ont acheté la presse*, *op. cit.*

11. Expression empruntée au criminologue Xavier Raufer.

12. Des auteurs inspirés tels Jean-Claude Michéa, Charles Robin ou Alain de Benoist ont parfaitement exploré cette question.

13. Pour cette citation et les suivantes : Paul Conge, « Alain Minc : les crises ont en sort toujours plutôt en bon état », Marianne2.fr, 25 août 2015 ; Samuel Laurent, « Alain Minc : Une crise surtout psychologique », Le Figaro.fr, 6 octobre 2008.

14. Carl Schmitt, *La Notion de politique*, *op. cit.*, p. 111.

15. Yanis Varoufakis, « Leur seul objectif était de nous humilier », *Le Monde diplomatique*, août 2015.

16. Cité par AFP, 9 juillet 2015.

1. John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi*, *de l'intérêt et de la monnaie*, p. 170.

2. Le Libor (*London interbank offered rates* : « taux interbancaire offert à Londres ») est un taux d'intérêt de référence établi à Londres. Chaque jour, à ce taux, des grandes banques se prêtent entre elles. Ce taux sert de référence : sur la base du Libor les banques offrent une infinité de produits financiers qui alimentent ensuite

l’économie réelle *via* des prêts aux particuliers et aux entreprises. L’ensemble des outils financiers basés sur le Libor représente environ 300 000 milliards de dollars par an. Avec la crise de 2008, les banques ont été profondément fragilisées. Devenant moins solvables, elles auraient dû se prêter à des taux d’intérêt plus élevés. Afin de cacher leur vulnérabilité, toute une série de banques se sont alors concertées pour se prêter à des taux truqués. Pour les banques à la solvabilité douteuse, le mensonge sur les taux,

consistant donc à faire croire qu’elles pouvaient obtenir n’importe quelle devise à un taux faible, visait à montrer qu’elles étaient des établissements sans souci. De manière concomitante, des traders de ces banques, agissant en réseau criminel, en ont aussi profité pour frauder à titre personnel.

3. John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, *op. cit.*, p. 375 et 376.

4. « Le commencement est la moitié du tout » (Pythagore).

5. Martin Heidegger, *Concepts fondamentaux*, Gallimard, 1985.

6. Joseph E. Stiglitz, *La Grande Fracture*, *op. cit.*

7. Joseph E. Stiglitz, *La Grande Fracture*, *op. cit.*

8. Yanis Varoufakis, *Le Minotaure planétaire*, *op. cit.*

9. John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, *op. cit.*, p. 176-177.

10. *Ibid.*, p. 300-301. Cependant, nous avons repris pour ce passage la traduction plus fine proposée par Paul Jorion in : *Penser tout haut l'économie avec Keynes*, *op. cit.*

11. Jean-Marie Pelt, *La Solidarité chez les plantes, les animaux et les humains*, Le Livre de Poche, 2006.

12. Paul Krugman, *Commentaire*, 2008, n° 124, p. 1016.

13. Yanis Varoufakis, *Le Minotaure planétaire*, *op. cit.*

14. Pierre Bourdieu, « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde diplomatique*, mars 1998.

15. Milton Friedman, « The methodology of positive economics », in *Essays In Positive Economics*, University of Chicago Press, 1966.

16. Yanis Varoufakis, *Le Minotaure planétaire*, *op. cit.*

17. Bernard Maris, *Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles*, Seuil, 2003.

18. Yanis Varoufakis, *Le Minotaure planétaire*, *op. cit.*

19. *Ibid.*

20. *Ibid.*

21. Robert K. Merton, *Social Theory et Social Structure*, 1949 ; traduction française : *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Armand Colin, 1997.

22. *Ibid.*, p. 139.

23. *Ibid.*, p. 140

24. *Ibid.*, p. 173

25. Thorstein Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, Gallimard, 1979.

26. Maurice Allais, « Le désarroi de la pensée économique », *Le Monde*, 29 juin 1989.

27. John Maynard Keynes, « Lignes directrices de mon œuvre », conférence Nobel prononcée devant l'Académie royale des sciences de Suède, 9 décembre 1988.

28. Jim O'Neill, « Building better global economic BRICs », Goldman Sachs, *Global Economics Paper*, 30 novembre 2001, n° 66.

29. Jean-François Gayraud, *La Grande Fraude*, *op. cit.*

1. Maurice Allais, *La Crise mondiale d'aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 10.

2. *Ibid.*, p. 13.

3. John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, *op. cit.*, p. 170.

4. *Ibid.*, p. 173-174.

5. Maurice Allais, *La Crise mondiale d'aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 9.

6. *Ibid.*

7. *Ibid.*, p. 15.

8. *Ibid.*, p. 12.

9. *Ibid.*

10. *Ibid.*, p. 13.

11. Burt Neuborne cité *in* David Cole, « Free speech, big money, bad elections », *The New York Review of Books*, 5 novembre 2015.

12. Cité *in* David Cole, « Free speech, big money, bad elections », art. cit.

13. Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international, « Inclusion économique et intégrité financière », allocution lors de la Conférence sur le capitalisme inclusif, Londres, 27 mai 2014.

1. Frédéric Lordon, *On achève bien les Grecs*, *op. cit.*

2. Le haut clergé bruxellois prêche souvent avec un désarmant cynisme, à l’image du commissaire européen Pierre Moscovici qui déclare le 25 janvier 2016 devant la presse : « Alexis Tsipras est un homme politique doué : il a compris qu’il n’y a pas d’alternative. » *Ite missa est*…

3. Maurice Allais, *La Crise mondiale d'aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 12.

1. L’intelligence rusée des anciens Grecs, si bien analysée par Marcel Detienne et Jean-Pierre Vernant, *Les Ruses de l’intelligence. La mètis des Grecs*, Flammarion, « Champs », 2009.

2. Interview croisée de Marcel Gauchet et de Frédéric Lordon, « Front national : à qui la faute ? », *Le Nouvel Observateur*, 28 juin 2014.

1. Aaron Reeves, Martin McKee, David Stuckler, « Economic suicides in the Great Recession in Europe and North America », *The British Journal of Psychiatry*, 2014, 205 (3), p. 246-247.

2. Elias Kondilis, Stathis Giannakopoulos, Magda Gavana, Ioanna Ierodiakonou, Howard Waitzkin, Alexis Benos, « Economic crisis, restrictive policies, and the population’s health and health care : The Greek case », *American Journal of Public Health*, 2013, 103 (6), p. 973-979 ; Mark Weisbrot, *Failed*,

What the « Experts » Got Wrong about Global Economy, Oxford University Press, 2015.

3. Carl Schmitt, « L’ère des neutralisations et des dépolitisations », in *La Notion de politique*, *op. cit.*

4. Pierre-André Taguieff, « Postface. Julien Freund, penseur du politique », *in* Julien Freund, *L'Essence du politique*, *op. cit.*

5. Benjamin Constant, « De l’esprit de conquête », in *Œuvres complètes*, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1957.

6. Carl Schmitt, « Théorie du partisan », in *La Notion de politique*, *op. cit.*, p. 294.

7. Julien Freund, *L'Essence du politique*, *op. cit.*, p. 491.

8. Julien Freund, *L'Essence du politique*, *op. cit.*, p. 507 ; voir également page 515.

9. Carl Schmitt, *La Notion de politique*, *op. cit.*, p. 93.

10. Carl Schmitt, *La Notion de politique*, *op. cit.*, p. 113.

11. Cité *in* François Bousquet, *« Putain » de Saint Foucault. Archéologie d'un fétiche*, Pierre Guillaume de Roux, 2015.

12. Carl Schmitt, *La Notion de politique*, *op. cit.*, p. 78-79.

13. Sur ces faits de corruption à répétition : Jason Manopoulos, *La Dette odieuse. Les leçons de la crise grecque*, Pearson, 2011 ; « Identification et quantification des profits de la corruption », *OCDE-STAR*, 2011 ; Olivier Delorme, *La Grèce et les Balkans*, Gallimard, « Folio », 2013, t. III. Également : « Siemens à la veille d'un

procès historique pour corruption », Le Point.fr, 25 août 2015 ; « Dozens of German business execs are trying to escape prosecution for corruption in Greece », AFP, 30 août 2015 ; « Ces fleurons allemands mêlés à des affaires de corruption en Grèce », Boursorama/AFP, 25 août 2015 ; « Grèce/scandale de corruption sur contrats d'armement avec France et Allemagne : la Suisse saisit des comptes bancaires », www.leblogfinance.com, 8 mars 2015 ; Adéa Guillot, « Grèce-Allemagne : des sous-marins et

des pots-de-vin », *Le Monde*, 19 juin 2014 ; « Ces entreprises allemandes mêlées à des affaires de corruption en Grèce », AFP, 25 août 2015.

14. Entretien avec Yasmin El-Sharif, « Au XXe siècle, Berlin a été le roi de la dette », *Courrier international*, 30 juin 2011.

15. Ainsi que le remarque justement Paul Jorion (*Penser l'économie avec Keynes*, *op. cit.*), le terme « convention » a souvent été mal interprété et traduit : il est synonyme de « conformisme ».

16. John Maynard Keynes, *Théorie générale de l’emploi*, *de l’intérêt et de la monnaie*, *op. cit.*, p. 167-168.

17. *Ibid.*, p. 169.

18. « Police prédictive : bobards et réalité », *Le Nouvel Économiste*, 16-22 octobre 2015, nº 1787.

19. Lucianan Magalhaes, « China only BRIC country currently worthy of the title-O’Neill », wsj.com, 23 août 2013.

20. Joseph E. Stiglitz, *La Grande Fracture*, *op. cit.*, p. 121.

21. *Ibid.*, p. 336.

22. On lira au sujet des liens mafieux de Donald Trump deux ouvrages éclairants : Wayne Barrett, *Trump, The Deals and the Downfall*, HarperCollins, 1992 ; Timothy L. O'Brien, *Trump Nation, The Art of Being Donald*, Warnerbusiness, 2007.